

NOT REQUIRED BY
RESEARCH FILES



**DEUXIÈME PLAN
DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

1971 - 1975



127638

338.91

Cellp

1944/1945

62

PRÉFACE

Voici le second Plan de Développement Economique et Social de la République Gabonaise pour les années 1970 à 1975.

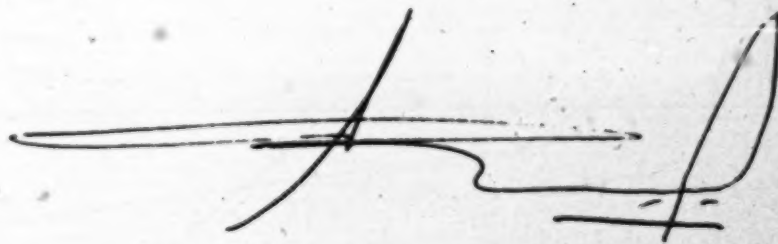
Son application aura pour effet, dans cinq ans, d'accroître la production de plus d'un tiers et la consommation individuelle de près de la moitié.

Ces objectifs peuvent paraître ambitieux, mais ils sont à notre portée, parce qu'aboutissements prévisibles d'une stratégie globale et à moyen terme conçue et établie pour être bien adaptée à la situation réelle de l'économie et de la société actuelle.

Cette stratégie repose d'abord sur un volume d'investissement considérable — 150 milliards — dont près des deux tiers porteront sur le développement des secteurs directement productifs afin d'accroître la puissance industrielle de la Nation. En ce domaine, il sera largement fait appel aux investissements privés qui représenteront environ 85 milliards. L'Etat, pour sa part, concentrera ses efforts sur les infrastructures et en particulier sur le chemin de fer qui est devenu le projet prioritaire sur lequel notre développement prendra appui. Ce dernier objectif est certes contraignant, mais il répond plus que tout autre au grand dessein que s'est fixé le Gabon : franchir les seuils de la puissance économique pour affirmer son indépendance politique.

Cette stratégie suppose enfin une volonté constante d'action et de réforme, de la part du Gouvernement comme de la Nation.

L'acquis de nos efforts récents, la persévérance dans les actions entreprises, prouvent que le peuple gabonais et ses représentants ont précisément la volonté politique d'assurer l'avenir collectif de leur pays.



Albert Bernard BONGO

sommaire

Introduction

IX

LES DIRECTIVES DU GOUVERNEMENT

Loi de Promulgation

XV

1^{re} partie

SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE GABONAISE

1

2^e partie

LES PROGRAMMES SECTORIELS

LA PRODUCTION

A. L'économie forestière et les industries du bois	15
B. L'économie minière	28
C. L'énergie et les ressources hydrauliques	43
D. Les industries de transformation et l'artisanat	51
E. Le développement rural	67
F. Les transports	72

CARTOGRAPHIE

Carte Administrative

XVI

Carte forestière

Carte : exploitation forestière liée au chemin de fer

Encart deuxième partie

Carte Agriculture

66

Carte des établissements post-primaires

116

Carte des principales formations sanitaires

Encart 128 bis

LES INFRASTRUCTURES

G. Les infrastructures	81
1. Le chemin de fer	85
2. Les routes	90
3. L'aéronautique	94
4. Les ports	96
5. Les postes et télécommunications	99
6. L'O.R.T.G.	102
7. Le tourisme	105
8. L'urbanisme et l'équipement administratif	110

LES EQUIPEMENTS SOCIAUX

H. L'éducation et la formation	117
J. L'action sociale	122
K. La santé publique et l'hygiène	124

3^e partie

LES MOYENS DE REALISATION DU PLAN

I. LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT

1. Les investissements 1971-1975	129
2. Le financement du Plan 1971-1975	131

II. L'EMPLOI ET LA FORMATION

1. Les données actuelles de l'emploi	137
2. Les besoins de main-d'œuvre de 1971 à 1975	139
3. La main-d'œuvre et les données démographiques	142
4. La formation	143

Les évaluations des investissements ont été faites en francs 1970. En ce qui concerne les évaluations des financements, les annotations portées dans la colonne "observations" des tableaux sectoriels récapitulatifs tels que BIRD, FAC, etc., signifient, soit que les dossiers de financement ont été présentés à ces sources extérieures, soit que des contacts ont été pris.

Ces observations ne préjugent en rien des suites qui seront données par ces organismes de financement extérieur.

LES DIRECTIVES DU GOUVERNEMENT

La phase active d'élaboration du IIe Plan de Développement a commencé avec la consultation des Commissions Nationales du Plan. Ces commissions ont eu à se pencher sur les prévisions présentées par le Commissariat au Plan au vu des projets élaborés par les différents départements ministériels. Elles ont eu à discuter de la politique générale des différents secteurs de l'économie et à élaborer des programmes de développement en fonction desquels, après harmonisation par la commission de synthèse, le IIe Plan lui-même a été élaboré.

Pour que ces consultations revêtent toute leur signification, le Gouvernement a jugé utile, au préalable, de définir dans quel esprit ce plan devait être préparé.

I - Les principes généraux

Le produit intérieur gabonais a connu au cours de ces dernières années, un taux d'accroissement fort élevé, mais le libre jeu des mécanismes spontanés de l'économie ne peut suffire pour qu'une semblable expansion se poursuive au cours du IIe Plan. Il est certain que quelles que soient les perspectives qui s'offrent au pays, le renforcement des structures de développement existantes s'impose en raison des aléas de la conjoncture extérieure et intérieure et de la précarité des circonstances économiques qui ont pu favoriser l'un ou l'autre secteur productif. L'organisation de l'économie en fonction d'un certain nombre d'objectifs essentiels s'impose plus que jamais si l'on veut exploiter au maximum les chances du pays.

Les objectifs doivent être en quelque sorte, le noyau dur du Plan, la partie qu'on ne révisé pas.

Les directives du Gouvernement qui sont l'expression de ses options essentielles sont, les unes et les autres définies par les lignes ci-après :

Le IIe Plan sera quinquennal et portera sur les années 1971 à 1975. Le Ier Plan a marqué une étape importante dans la réalisation de ce qui fut le grand dessein du Gouvernement : maîtriser et organiser l'économie gabonaise de façon à asseoir l'indépendance politique. Pour le IIe Plan, la vue globale de l'avenir de l'économie repose sur deux options : l'intégration politique, administrative, économique et sociale du pays et le choix réfléchi d'une économie libérale et tournée vers l'extérieur. Cette volonté d'action débouche en définitive sur la recherche de deux équilibres fondamentaux : ville-campagne, intérieur-extérieur.

Dans le premier cas, cette volonté se traduit par la poursuite de la politique de régionalisation des investissements productifs afin d'éviter que leur concentration dans les seules villes de Libreville et de Port-Gentil, ne vide l'arrière pays de toute substance.

Dans le second cas, elle répond à la nécessité de subordonner le recours aux capitaux extérieurs aux capacités contributives de l'Etat. Tous les financements extérieurs, investissements privés, subventions en capital ou emprunts, imposent en effet des charges financières à l'Etat : infrastructures d'accueil, moins-values fiscales, participations financières, charges récurrentes pour les subventions à caractère social, service de la Dette pour les emprunts. Toutes ces charges grèvent d'autant le budget général et à la limite, tendent à priver l'Etat de sa liberté d'action.

La volonté actuelle du Gouvernement est de resserrer les liens entre les différents secteurs et régions du pays pour élaborer des programmes tenant compte des objectifs suivants :

II - Les objectifs

① - Poursuivre l'extraction des ressources naturelles

L'expansion économique, ces dernières années, a été fondée sur l'exploitation des ressources naturelles ouvertes au commerce international : bois tropicaux (Okoumé), minerais (manganèse, uranium), pétrole. Ces activités moteurs du développement, en situent en même temps la contrainte : pour maintenir un taux de croissance satisfaisant, le Gabon restera encore longtemps tributaire de ses possibilités extractives, avant que d'autres activités et en particulier les transformations industrielles ne viennent assurer le relais.

Pour que l'expansion se poursuive, la logique du développement reste celle de l'extraction qu'il convient de prolonger et de diversifier.

En ce domaine, la croissance est intimement liée au développement des infrastructures car à mesure que les réserves les mieux situées s'épuisent, les difficultés apparaissent. L'exploitation forestière a connu ces dernières années une stagnation avant que l'infrastructure routière n'ouvre à l'exploitation la seconde zone forestière, après l'épuisement des régions côtières. Pendant ce temps, l'expansion du pétrole a permis de maintenir le taux de croissance, les autres exploitations minières connaissant un palier ou une progression lente. A l'horizon 1980, les dernières études et perspectives laissent prévoir un net ralentissement du développement économique dans le cadre actuel : aussi, le problème fondamental est-il de prévoir la relève nécessaire et de mettre en place les conditions de sa réalisation : mines de fer de Bélinga et éventuellement autres minerais et avant même, prolongement de l'exploitation forestière au-delà des zones actuellement accessibles. Le projet de construction du tronçon de chemin de fer Owendo-Booué remplit au mieux ces conditions.

② - Développer l'économie rurale

L'agriculture, dans une part importante du territoire, demeure une économie de cueillette et de subsistance sans grand avenir. Bien que ce secteur ait l'originalité — particulière au Gabon — de ne pas avoir à supporter les charges nécessaires au financement des autres secteurs de l'économie, il n'en demeure pas moins vrai que pour longtemps encore, une part importante de la population devra se consacrer à la production agricole. D'autre part, une agriculture prospère est indispensable à l'équilibre économique du pays, pour assurer à ce dernier le maximum d'autonomie de subsistance et lui permettre une plus large diffusion des revenus des secteurs secondaire et tertiaire. En dernier lieu, pour freiner l'exode rural des jeunes attirés par les plus hauts revenus et la

vie plus attractive des centres urbains, il importe d'effectuer rapidement le passage vers un mode d'agriculture de type moderne, assurant des revenus au moins comparables aux revenus urbains les plus modestes.

L'objectif premier du Gouvernement est donc de maintenir dans le milieu agricole une fraction dynamique de la population. Ne vient qu'en second lieu, l'objectif de production qui doit être d'abord de satisfaire le marché intérieur. L'un et l'autre de ces objectifs impose la poursuite de la politique de regroupement de population autour de points d'actions intégrées et animées de développement rural.

Les moyens d'assurer cette mutation : le choix des cultures — les structures d'encadrement et d'animation — la vulgarisation du crédit agricole et des moyens phyto-sanitaires — la formation des jeunes agriculteurs — la commercialisation des produits primaires par la garantie des écoulements des productions, doivent être étudiés au travers de solutions originales tendant à intégrer ces différents leviers de développement au sein d'un organisme unique de décision.

③ - Accroître la valeur ajoutée des productions des secteurs forestier, industriel et énergétique

Le développement accéléré des exportations de produits bruts a été, au cours du 1er Plan, imposé par le besoin de financer l'équipement et le développement économique de la nation. Il importe maintenant de tirer tout le profit possible de cette expansion, en valorisant les produits nationaux par la diffusion des industries de transformation et par la recherche des fabrications qui auront pour objet la satisfaction du marché intérieur.

Le Gouvernement a donc l'intention de promouvoir autour des industries de tête existantes, une politique de création d'unités de transformation parce que ces dernières assurent la diffusion à la fois des revenus liés à leurs activités industrielles et du capital technique qu'elles contribuent à constituer. La concentration des efforts dans d'importants complexes industriels ne peut, en effet, se faire qu'au détriment des unités plus réduites auxquelles il incombe d'accroître la prospérité générale. En effet, faute de terrains aptes à les recevoir, les retombées technologiques des industries de tête se font dans le vide et les accroissements de production se traduisent non par un bénéfice de l'économie locale mais par une rémunération supplémentaire des capitaux investis.

Compte tenu de ces observations, le Gouvernement entend rechercher le maximum de projets industriels réalisables au Gabon sans pour autant sacrifier au mythe de l'industrialisation à tout prix. Chaque projet devra donc faire l'objet d'un examen critique et devra être écarté s'il ne s'insère pas dans de strictes limites d'une rentabilité normale.

Outre la rentabilité, il conviendra de retenir aussi comme critère de choix, la satisfaction du marché interne, si les projets concernent en particulier des produits végétaux qui pourraient faire l'objet d'une culture semi-industrielle, à condition de subir une transformation. Ainsi les conserveries de fruits, les produits pharmaceutiques, etc.

D'autre part, si la politique constante du Gouvernement est d'assurer le champ libre aux initiatives privées, en cas de défaillance et toutes les fois que l'intérêt public le justifiera, le Gouvernement a l'intention d'intervenir dans ce processus d'industrialisation en prenant des participations dans les sociétés, lorsque cette prise de participation pourra constituer une incitation déterminante pour la décision d'investissement des partenaires privés. Les instruments de cette politique, la « Sonadig » pour les industries d'une certaine importance et

« Promogabon » pour la petite industrie, ont déjà à leur actif des résultats encourageants. Leur action est appréciée des investisseurs, mais le champ de prospection est vaste et le programme ambitieux, aussi le Gouvernement entend développer ces collaborations financières ou techniques à bien des égards fructueuses.

Compte tenu des potentialités réelles du pays et des possibilités énergétiques prochaines, le seul problème d'utilisation de ce potentiel est la recherche des solutions techniquement les meilleures, en fait, celles qui insérées en amont ou en aval des pôles d'industries existantes, s'ouvriront sur des réalisations donnant au pays un secteur industriel moderne et intégré.

④ - Renforcer l'unité économique du pays par un réseau d'infrastructures cohérent

Au cours du 1er Plan, l'idée centrale du schéma de développement des infrastructures, a été de mettre fin à l'isolement des différentes régions soumises à l'attraction des pays voisins. La nécessité d'accroître les échanges internes et la volonté délibérée de concevoir le développement dans le cadre de ses frontières naturelles et non sur le seul littoral atlantique, a amené l'Etat à consacrer la plus large part de ses ressources budgétaires à l'organisation des trafics au profit des échanges inter-régionaux. A cet impératif d'organisation du marché intérieur s'ajoutait la nécessité de créer au centre du pays de grands axes d'évacuation des produits de la forêt. Cet objectif demeure d'actualité. La part accrue des produits de la forêt dans la progression du revenu national impose une politique de continuité dans le désenclavement des zones forestières et la poursuite de l'amélioration des axes existants. En ce qui concerne la desserte des différents pôles de développement et des régions qui en dépendent, il est souhaitable que soit élaboré un plan des infrastructures et des transports tenant compte des priorités fixées par le Gouvernement et faisant ressortir les caractéristiques des projets, leur coût, les charges récurrentes et les moyens de financement proposés. Une attention particulière devra être accordée aux études économiques comparées des différents moyens de transports possibles : routes, fleuves, cabotage maritime et en particulier, voies aériennes, en raison du développement actuel des infrastructures au sol.

Toutefois, toutes les études du réseau général des infrastructures doivent être élaborées dans la perspective de la construction de la voie de chemin de fer Owendo-Booué.

⑤ - Accroître et valoriser la contribution du monde du travail à l'effort de développement

Un des goulots d'étranglement du développement économique du pays se trouve, de toute évidence, à la fois dans la situation démographique du pays et dans la faiblesse générale du niveau technique de la population active. La politique du Gouvernement dans ce domaine particulier de la démographie consistera donc à donner la priorité aux actions susceptibles d'accroître la population et d'améliorer le service de santé afin de lui permettre d'atteindre la totalité de la population gabonaise, avec la périodicité qu'impose une application efficace des moyens de prévention et de soins. Mais l'enveloppe budgétaire de la politique sanitaire n'est pas indéfiniment extensible et l'effort, dans ce secteur, doit donc tendre à une utilisation plus rationnelle des moyens existants, à une organisation et à une coordination plus poussée, afin que les équipements soient valorisés au maximum.

La programmation de la médecine itinérante peut être la solution la plus efficace et la plus rentable eu égard aux objectifs que s'est fixé le

Gouvernement. Cette recherche de l'efficacité et de la rentabilité des moyens déjà mis en place est aussi le souci constant du Gouvernement en ce qui concerne le domaine de l'enseignement général et de la formation technique. L'objectif du 1er Plan a été de rechercher un système d'enseignement original plus conforme au contexte africain et cet effort doit être accentué et poursuivi, afin de répondre davantage aux besoins qualitatifs et quantitatifs de la nation, et éviter le goulot d'étranglement que constitue, pour le développement, la faiblesse du niveau technique de la population active. Pour élaborer scientifiquement un système de formation, il convient d'abord de s'interroger sur les besoins du pays, puis d'adapter les enseignements et les formations de plus en plus spécialisées aux besoins précis de la collectivité nationale.

Tel est l'essentiel du problème, car c'est en fonction des prévisions d'emploi que doivent être prévues les capacités des différents enseignements, l'Etat ne pouvant se permettre le luxe d'assurer une formation qui ne soit pas directement utilisable par le pays.

Compte tenu de ces données et des efforts consentis au cours du 1er Plan pour la création des classes primaires et le développement des enseignements secondaires courts et longs, l'intention du Gouvernement est, pour la durée du IIe Plan, à la fois de persévérer dans cette voie mais aussi de favoriser les actions répondant aux objectifs suivants :

- l'amélioration qualitative des maîtres de l'enseignement primaire ;
- la formation de professeurs techniques par la création d'une école normale régionale d'enseignement technique ;
- la satisfaction des besoins de la nation en cadres, techniciens et ouvriers qualifiés, en affectant exclusivement le Lycée Technique à ces tâches de formation et en ouvrant des collèges techniques dans les départements où le développement industriel est appelé à s'accroître. Au niveau supérieur, les Instituts Universitaires de Technologie devront accueillir chaque année un contingent important de bacheliers.

Il serait souhaitable, en outre, de promouvoir une information plus ample et plus étudiée afin de permettre aux jeunes de mieux s'orienter dans le choix de leurs études en conformité avec leur propre intérêt et celui du pays.

En définitive, les solutions proposées doivent permettre à la fois de former aux divers niveaux les citoyens compétents dont le pays a besoin et de garantir que ces compétences seront utilisées au mieux.

Les objectifs du Gouvernement étant ainsi définis, un certain nombre d'éléments généraux demeurent indispensables à la cohérence du Plan.

En premier lieu, si le Gouvernement attache une importance particulière à la répartition des investissements en fonction des pôles de développement régionaux, il est néanmoins soucieux de l'unité du pays. Aussi, les projets de développement doivent présenter des éléments d'intégration des différentes régions au sein de l'économie nationale.

En second lieu, si le Gouvernement a choisi de s'orienter vers une économie résolument libérale, en faisant appel aux investisseurs et aux capitaux étrangers, le volume de ces financements doit cependant être toujours limité aux possibilités contributives de l'Etat. Tout se passera en effet comme s'il existait un équilibre financements privés — financements publics. A l'appel des capitaux extérieurs répond la nécessité pour l'Etat d'adapter ses structures internes et d'assurer les infrastructures pour éviter un développement désarticulé.

L'ensemble des disponibilités de l'Etat constitue une enveloppe globale qui ne peut être extensible.

Une attention toute particulière devra être portée aux dépenses récurrentes entraînées par la réalisation des projets — charges qui ne sont pas nécessairement fonction de l'importance du projet — le budget de fonctionnement n'étant pas lui non plus infiniment extensible.

Il est d'autre part plus que probable que la réalisation du chemin de fer bouleversera les données de l'économie nationale et a fortiori les plans de répartition élaborés par les services de la main-d'œuvre, et que les besoins en personnel seront vraisemblablement supérieurs aux possibilités qualitatives de la nation.

En fonction de cette contrainte, une des tâches de la Commission Nationale de la Formation et de l'Emploi sera justement de déterminer ce que chacun des secteurs de la vie économique, sociale et administrative, peut raisonnablement espérer sans porter préjudice aux autres.

Enfin, dans la recherche de l'optimum, les projets ne devront pas être seulement confrontés compte tenu des objectifs du Gouvernement, mais devront l'être également, en fonction de leur interaction et leur complémentarité. Une navette doit donc s'établir entre les différentes commissions pour examiner les projets qui ont une incidence sur différents secteurs. Le Comité de synthèse jouera ce rôle de relais.

Tels sont les principes qui doivent guider les travaux des commissions afin qu'ils concourent à un ensemble cohérent d'opérations coordonnées inscrites dans un plan qui doit revêtir un caractère d'engagement collectif.

LOI PROGRAMME N°5/71 DU 15 OCTOBRE 1971

relative au 2° Plan de Développement Economique
et Social 1971-1975

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
CHEF DU GOUVERNEMENT

Promulgue la Loi dont la teneur suit :

ARTICLE I.

Le Deuxième Plan de Développement Economique et Social 1971-1975, avec effet au 1^{er} janvier 1971, est arrêté en prévision des investissements à CENT QUARANTE NEUF MILLIARDS ET NEUF CENT MILLIONS DE FRANCS (149,9 milliards) répartis par secteur de l'Economie Nationale comme suit :

- a) Production = 92,114 milliards
- b) Infrastructures = 53,375 milliards
- c) Equipements sociaux = 4,411 milliards

ARTICLE II.

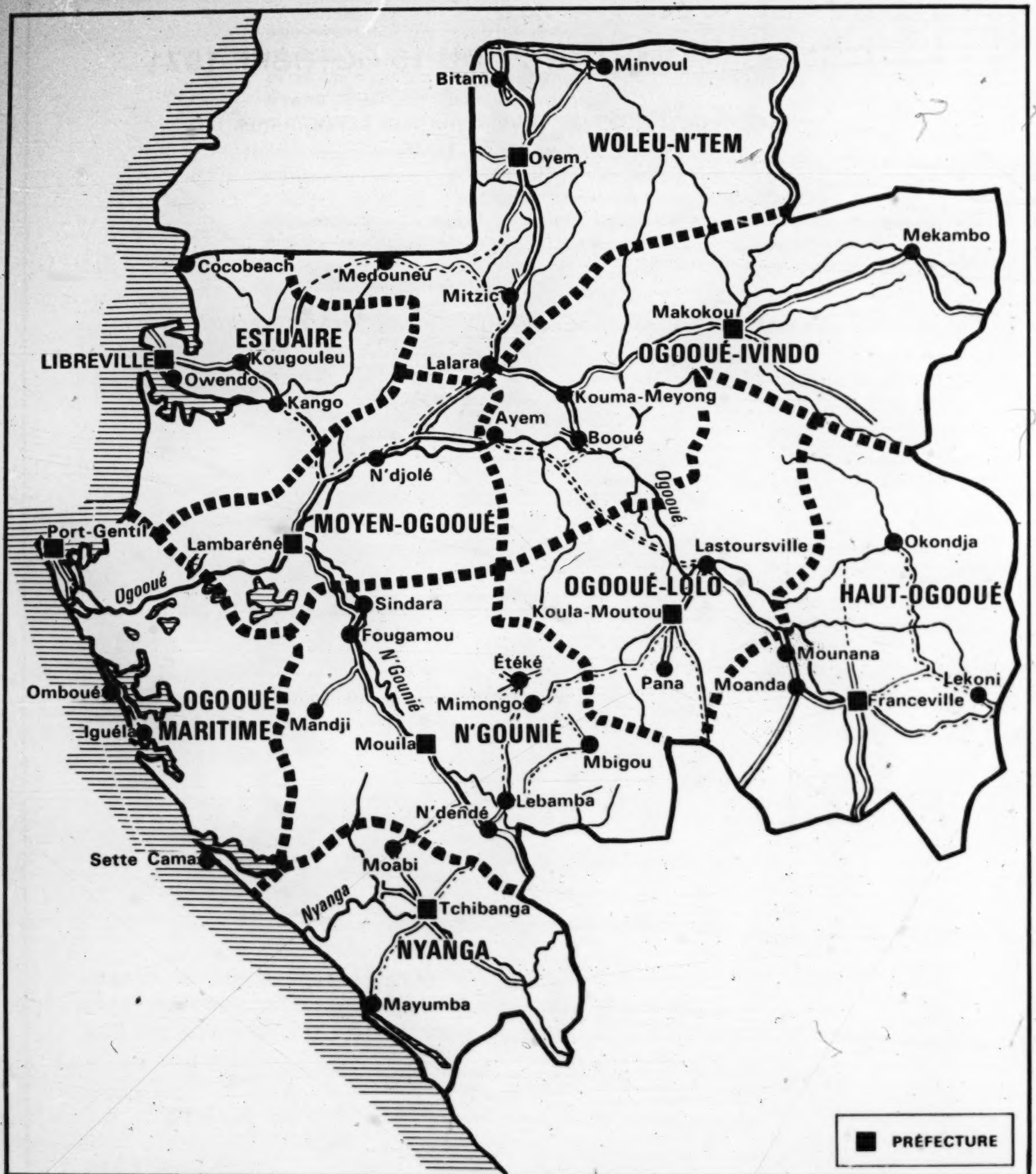
Les recommandations et les résolutions contenues dans le rapport de Commission de l'Assemblée Nationale sont annexées au présent plan de développement et en font partie intégrante.

ARTICLE III.

La présente Loi sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 2 décembre 1970

LE GABON ADMINISTRATIF



PREMIÈRE PARTIE

SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE GABONAISE

Chapitre 1

L'ÉCONOMIE GABONAISE DE 1964 A 1968

1. La production
2. Les revenus des ménages
3. Les investissements

Chapitre 2

LES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE GABONAISE

1. Evolution 1968-1970
2. Les perspectives du Plan

CHAPITRE I

L'Economie Gabonaise de 1964 à 1968

On analysera ci-dessous les principales informations données par les comptes économiques de 1968, en les comparant, lorsque cela est possible, aux comptes de 1964.

① - LA PRODUCTION

A - La valeur ajoutée

Le tableau I donne l'évolution de la valeur ajoutée brute par secteurs économiques de 1964 à 1968 (en F courants).

Les valeurs ajoutées des secteurs énergie et mines se trouvent multipliées par 4 et par 3, par contre les secteurs agriculture, forêts et industrie du bois ne progressent que faiblement, ou pas du tout. Les autres secteurs connaissent une progression allant de 5 à 13 %.

TABLEAU 1 — EVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES — 1964 et 1968*
(millions de F CFA)

	Agri- culture	Forêt	Energie	Mines	Indus- trie du bois	Autres indus- tries	Bâtiment et T.P.	Trans- ports et télécom.	Services et com- merce	TOTAL
Année 1964	7 294	5 648	521	7 466	1 258	1 214	3 089	3 069	6 301	35 860
Année 1968	8 175	6 081	2 081	22 488	1 231	1 772	4 390	3 815	10 452	60 485
Indice 68 (base 100 en 64) .	112,1	107,7	399,4	301,2	97,9	146,0	142,1	124,3	165,8	168,7
Taux annuel moyen de croissance	2,9 %	1,9 %			- 0,5 %	10,0 %	9,2 %	5,4 %	13,5 %	14,0 %

La progression du secteur « mines » est due surtout à la forte croissance de la production et des activités de recherche pétrolière. De 1964 à 1968, la production de pétrole brut, qui passe de 1 068 à 4 642 milliers de tonnes, est multipliée par quatre. La production de minerai de manganèse augmente de 32 % (1964 : 882 000 tonnes — 1968 : 1,161 000 tonnes). La production de concentrés d'uranium (environ 1 400 tonnes) est stable. Cependant, alors que les prix du pétrole et des concentrés d'uranium sont stables pendant la période, la production de minerai de manganèse souffre d'une baisse des prix F.O.B. d'environ 11 %.

La croissance du secteur énergie est le résultat d'une modification structurelle : la mise en service, fin 1967, de la Société Equatoriale de Raffinage. Cependant, la production d'énergie électrique a connu pendant la période un taux annuel de progression d'environ 20 %.

* NOTA : Pour des raisons d'homogénéité, les secteurs industriels ont été regroupés, pour 68, selon la classification adoptée en 1964. Par ailleurs, les modifications suivantes ont été apportées aux chiffres de 1964 et de 1968 :

- pour 1964 : On a déduit de la valeur ajoutée du secteur « Agriculture » 500 millions, représentant la valeur des défrichages, lesquels n'ont pas été pris en compte en 1968 ;
- pour 1968 : La valeur ajoutée imputable aux marges sur produits agricoles (2 000 millions) a été transférée du secteur commerce au secteur agriculture, dans lequel elle était incluse en 1964.

Ceci explique les différences que l'on pourra relever entre les chiffres ci-dessus et ceux donnés plus loin.

Le secteur « Forêt » progresse faiblement. La production d'Okoumé se maintient autour de 800 000 tonnes, alors que la production de bois divers passe de 185 à 250 milliers de m³. Une légère augmentation des prix F.O.B. de l'Okoumé pendant la période est compensée par une baisse de la production des meilleures qualités et le prix moyen de la tonne exportée reste stable. Pour les autres bois, l'évolution des prix est variée, mais la résultante montre une certaine stabilité. En définitive, la faible progression du secteur est due à l'augmentation de la production de bois divers.

La légère régression du secteur « Industrie du bois » est due à la chute des productions de sciages et déroulage, qui diminuent environ de moitié. La production de contreplaqué progresse légèrement (+ 6 %) en volume et en valeur.

La croissance annuelle des secteurs « Autres Industries » et « Bâtiments et Travaux Publics », compte tenu de l'évolution des prix, est en volume de l'ordre de 6 %. La croissance des secteurs « Transports et Télécommunications » et « Services et Commerce » est difficile à interpréter, car on ne peut être certain de l'homogénéité des chiffres entre 64 et 68.

Le secteur « Agriculture » est particulier. Il représente, à concurrence de plus de 90 %, l'agriculture traditionnelle de subsistance, dont les produits sont le plus souvent auto-consommés. Compte tenu de l'évolution des prix des produits agricoles, la croissance en volume de la production se situe entre 1 et 2 % par an, soit un chiffre analogue à celui de la croissance démographique.

Au total, le taux d'augmentation moyen annuel de la valeur ajoutée des entreprises (14,0 %) est important, mais il faut se garder de lui donner trop de signification, étant donné le poids important du secteur mines, lequel est faiblement intégré dans l'Economie. Abstraction faite de ce secteur, le taux de progression moyen est de 7,5 %.

Il est intéressant de comparer la place occupée par chaque secteur dans l'économie moderne, de 1964 à 1968. C'est l'objet du tableau 2 ci-dessous. Par « économie moderne », on entend l'ensemble des secteurs sauf le secteur agriculture.

**TABLEAU II — EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE L'ECONOMIE MODERNE
PLACE DE CHAQUE SECTEUR DANS L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES MODERNES EN
POURCENTAGE DE LA VALEUR AJOUTEE**

	Forêt	Energie	Mines	Indus-tries du bois	Autres Indus-tries	Bâtiment et T.P.	Trans-ports et télécom	Services et com.	Total
Année 1964	19,8	1,8	26,2	4,4	4,2	10,8	10,7	22,1	100
Année 1968	12,1	4,1	44,6	2,4	3,5	8,7	7,6	17	100

D'importantes modifications de structure sont intervenues dans l'économie : en 1964, les secteurs « forêt et industries du bois » (24,2 %) étaient d'une importance comparable au secteur « mines » (26,2 %) ; en 1968, les secteurs du bois ne représentent plus que 14,5 % de la valeur ajoutée par les entreprises modernes, alors que le secteur « mines » en représente 44,6 %, soit trois fois plus.

Cependant, la simple comparaison des valeurs ajoutées est insuffisante pour apprécier le véritable poids économique des secteurs qui est pour le moins autant fonction du degré d'intégration dans l'économie que de l'importance de la valeur ajoutée. Ce degré d'intégration s'apprécie par l'analyse des consommations intermédiaires et de la rémunération des facteurs de production.

B - Les consommations intermédiaires

Le tableau III ci-après, nous permet de comparer, par secteur, les chiffres de la valeur ajoutée à ceux de la production, comparaison qui s'apprécie elle-même en examinant la part de produits locaux qui entrent dans les consommations intermédiaires.

Ce tableau rappelle d'abord que l'agriculture est une activité à très forte valeur ajoutée.

TABLEAU III — ANNEE 1968 — VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES ET CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES
(millions de F CFA)

	0 Agri- culture	1 Forêt	2 Indust. alim.	3 Energie	4 Mines	5 Indus. méca. élec.	6 Textile	7 Indus. du bois	8 Indus. diver- ses	9 BTP	10 Trans- ports et PTT	11 Servi- ces	12 Com- merce	TOTAL
Consommation intermédiaires :														
- Importées	181	1 705	346	433	6 748	780	204	518	107	2 356	771	466	519	15 134
- Locales	77	2 122	192	2 778	5 800	250	23	1 379	87	1 806	1 550	513	3 761	20 338
- Total consommations intermédiaires	258	3 827	538	3 211	12 548	1 030	227	1 897	194	4 162	2 321	979	4 280	35 472
Valeur ajoutée	6 175	6 081	381	2 081	22 488	1 008	153	1 231	230	4 390	3 815	1 578	10 874	60 485
Valeur de la production (chiffre d'affaires)	6 433	9 908	919	5 292	35 036	2 038	380	3 128	424	8 552	6 136	2 557	15 154	95 957
Pourcentage de la va- leur ajoutée par rapport à la production	96,0	61,4	41,5	39,3	64,2	49,5	40,3	39,3	54,2	51,3	62,2	61,7	71,7	
Pourcentage des consommations inter- médiaires locales par rapport au total des consommations inter- médiaires	29,8	55,4	35,7	86,5	46,2	24,3	10,1	72,6	44,8	43,4	66,8	52,4	87,9	

Mis à part les secteurs des « services » au sens large (Transports, Services, Commerce), dont le cas est particulier, on voit que les secteurs les mieux intégrés sont l'ensemble « Forêts » et « Industrie du bois », ainsi que le secteur « Energie ». Le secteur « mines » vient ensuite, dont les consommations intermédiaires locales sont plus importantes qu'on ne pourrait le penser. Enfin, le secteur « Bâtiment et Travaux Publics » est également assez bien intégré, et le sera davantage avec la production locale de ciment. Tout développement de ces secteurs aura un effet d'entraînement important sur l'économie gabonaise.

Les autres secteurs industriels (2-5-6-8) apparaissent comme faiblement intégrés, et de plus à faible valeur ajoutée. Il s'agit là d'activités de transformation de produits importés.

On remarque que, de façon générale, les secteurs entraînants sont ceux qui produisent pour les marchés extérieurs, alors que les secteurs mal intégrés alimentent le marché local, et le plus souvent s'y cantonnent étroitement. L'analyse confirme ainsi un principe de politique économique ; le Gabon a intérêt à transformer sur place ses matières premières, et les capitaux devront être en priorité orientés dans cette direction.

Les secteurs des services sont par nature intégrés mais non entraînants. Leur développement suit celui de l'économie.

C - La rémunération des facteurs de production

L'étude de la dévolution de la valeur ajoutée est l'élément le plus important de notre analyse.

Les tableaux IV et V ci-après, donnent, en valeur et en pourcentage, une ventilation de la rémunération des facteurs de production.

On remarquera tout d'abord que l'on a inclus dans la rémunération du travail le revenu brut des exploitants individuels, ce qui est justifié pour le secteur agricole, mais quelque peu contestable pour les autres secteurs. Cependant, pour ces autres secteurs, la part de ces revenus qui constitue effectivement une rémunération du travail n'est sans doute pas inférieure à 80 %.

Le poste « rémunération brute du capital » comprend les amortissements, tous les frais financiers, les dividendes et l'épargne brute des entreprises.

Les chiffres du secteur « industrie alimentaire » ne sont pas significatifs, les résultats étant faussés pour des raisons conjoncturelles (période de mise en train de nouvelles industries).

TABLEAU IV
ANNEE 1968 — REMUNERATION DES FACTEURS DE PRODUCTION — VALEURS
(millions de F CFA)

	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
	Agri- culture	Forêt	Indus- alim.	Energie	Mines	Indus. méca. élect.	Tex- tile	Indus. du bois	Indus. diver- ses	B.T.P.	Trans- ports et PTT	Ser- vices	Com- merce	TOTAL
Frais de personnel :														
— Salaires	136	2 657	202	683	3 792	582	63	650	63	2 333	2 058	718	2 888	16 825
— Charges	24	513	55	204	975	112	14	121	13	393	337	130	597	3 488
Total frais de personnel	160	3 170	257	887	4 767	694	77	771	76	2 726	2 395	848	3 485	20 313
Revenu brut des exploitants individuels	6 110	120	13		93	59	25	22	40	421	653	73	2 389	10 018
Total de la rémunération du travail	6 270	3 290	270	887	4 860	753	102	793	116	3 147	3 048	921	5 874	30 331
Impôts	6	990	114	151	2 850	148	23	241	35	546	294	216	3 050	8 664
Assurances	4	67	9	22	247	15	1	8	2	65	73	7	62	582
Rémunération brute du capital	-2	1 766	-12	1 021	14 534	92	27	189	77	632	790	464	1 920	21 498
Total = valeur ajoutée	6 278	6 113	381	2 081	22 491	1 008	153	1 231	230	4 390	4 205	1 608	10 906	81 075

OBSERVATIONS :

- les salaires comprennent la fourniture de logement ;
- les charges comprennent les voyages des expatriés ;
- les impôts sont ceux, directs et indirects versés par les entreprises, y compris les droits de sortie, non compris les droits d'entrée (lesquels s'élèvent à 5 835 millions) ;
- les chiffres de valeur ajoutée retenus diffèrent légèrement de ceux donnés au tableau III, car ils comprennent ici des subventions (590 millions).

TABLEAU V
ANNEE 1968 — REMUNERATION DES FACTEURS DE PRODUCTION — POURCENTAGES

	0 Agri- culture	1 Forêt	2 Indus. alim.	3 Energie	4 Mines	5 Indus. méca. élect.	6 Tex- tile	7 Indus. du bois	8 Indus. diver- ses	9 BTP	10 Trans- ports PTT	11 Ser- vices	12 Com- merce	TOTAL
Total rémunération du travail	99,8	53,8	70,8	42,6	21,6	74,8	66,7	64,4	50,4	71,7	72,5	57,3	53,9	49,7
Impôts	0,1	16,2	26,9	7,3	12,7	14,7	15,0	19,6	15,2	12,4	7,0	13,4	27,9	14,2
Assurances	0,1	1,1	2,3	1,0	1,1	1,5	0,7	0,6	0,9	1,5	1,7	0,4	0,6	0,9
Rémunération brute du capital	-	28,9		49,1	64,6	9,0	17,6	15,4	33,5	14,4	18,8	28,9	17,6	35,2
Total : valeur ajoutée	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

D'une façon générale, on peut dire que les postes « rémunération du travail », « impôts » et « Assurances », représentent la rémunération de facteurs de production intérieurs, avec d'importantes réserves pour les salaires dont une part est transférée hors du Gabon par les travailleurs étrangers. Par contre, le poste « rémunération du capital » rémunère des facteurs de production étrangers. Cette rémunération est très importante pour les secteurs « mines et énergie », en raison de l'importance des capitaux d'origine étrangère nécessaires à ces productions.

Compte tenu de ces éléments, les augmentations de valeur ajoutée ont, d'un secteur à un autre, une signification bien différente pour l'économie gabonaise : une augmentation de valeur ajoutée de 100 entraîne une augmentation de la rémunération des facteurs intérieurs de 35,4 pour le secteur « Mines », de 50,9 dans le secteur « Energie », de 71,1 dans le secteur « Forêts », de 84,6 dans le secteur « Industrie du bois », et de 85,6 dans le secteur « Bâtiment et Travaux publics ».

Les secteurs ayant le poids économique le plus lourd, à ce titre, sont souvent ceux qui sont le mieux intégrés à l'économie, au titre des consommations intermédiaires. C'est le cas pour les secteurs « forêts » et « Industries du bois », dont le caractère entraînant déjà dégagé est souligné de façon remarquable. On observera que, si le secteur « mines » a une valeur ajoutée trois fois plus importante que les secteurs « forêts et bois », cette différence ne se retrouve pas si l'on examine la rémunération du travail engendrée par ces secteurs, laquelle n'est que de 20 % supérieure dans le secteur « mines ».

Ceci demande à être complété par une étude sur la destination de la masse salariale que l'on trouvera plus loin.

2 - LES REVENUS DES MENAGES

La comparaison des revenus des ménages de 1964 à 1968 (tableau VI ci-après) montre la stagnation des revenus des entrepreneurs individuels (reflet partiel de la stagnation du secteur agricole), mais également la forte progression des autres revenus, c'est-à-dire essentiellement des salaires. Il n'est pas possible de comparer l'évolution respective des masses salariales des « Africains » et des « Européens », car les chiffres n'existent pas pour 1964. Pour l'année 1968, l'analyse de la structure des revenus des ménages, entre Africains et Européens, d'une part, et par secteur d'activité d'autre part, fait l'objet des tableaux VI et VII ci-après.

TABLEAU VI — REVENUS DES MENAGES EN 1964 ET 1968
(millions de F CFA)

	Revenus entrepreneurs individuels	Salaires et avantages*	Prestations sociales	Transferts	Loyers	TOTAL
Année 1968						
- Ménages africains	9 168	13 056	900	317	700	24 141
- Ménages européens ...	850	14 956	117	21	50	15 994
Total	10 018	28 012	1 017	338	750	40 135
- Dont ménages africains en %	91,5 %	46,6 %	88,5 %	93,8 %	93,3 %	60,1 %
Année 1964						
Total	10 237	17 605	376	186	500	28 904

* NOTA : Les « salaires et avantages » comprennent la fourniture de logement aux salariés. Ils comprennent également les frais de voyage des salariés européens. (1 637 millions de F).

TABLEAU VII
REPARTITION DES MASSES SALARIALES PAR SECTEURS D'ACTIVITE ECONOMIQUE
ET PAR ORIGINE DES SALARIES
(masses salariales : millions de F CFA)

	Masses salariales			Pourcentage masse salariale Africains
	Africains	Européens	Total	
I - Entreprises				
- Agriculture	37	99	136	27,2
- Forêt	1 420	1 237	2 657	53,4
- Industries alimentaires	100	102	202	49,5
- Energie	137	546	683	20,1
- Mines	1 169	2 623	3 792	30,8
- Industries mécaniques et électriques	236	346	582	40,5
- Industrie textile	25	38	63	39,7
- Industrie du bois	334	316	650	51,4
- Industries diverses	27	36	63	42,8
- Bâtiment et T.P.	1 195	1 138	2 333	51,2
- Transports, Télécommunications	987	1 071	2 058	48,0
- Services	238	480	718	33,1
- Commerce	841	2 047	2 888	29,1
TOTAL ENTREPRISES	6 746	10 079	16 825	40,1
II - Institutions financières	179	220	399	44,9
III - Administrations	5 580	3 020	8 600	64,9
IV - Ménages	551		551	100,0
TOTAL GENERAL	13 056	13 319	26 375	49,5

NOTA :

- les « masses salariales » comprennent, en sus des salaires, les avantages en nature, y compris la fourniture de logement aux salariés. Elles ne comprennent pas les frais de voyage des salariés européens ;
- on soulignera que l'ensemble « Administration » comprend les administrations étrangères installées au Gabon (Ambassades...), ainsi que les administrations privées (Missions religieuses...).

Globalement, les revenus des ménages s'élèvent à 40 135 millions, soit un revenu des ménages moyen par habitant d'environ 80 000 F CFA. Les ménages africains perçoivent 60,1 % des revenus. Ils perçoivent environ 90 % des revenus des entrepreneurs individuels, des prestations sociales, des transferts et des loyers. Mais ils ne perçoivent que 46,6 % des salaires et avantages.

Le tableau VII nous montre que, parmi les secteurs productifs les plus importants, ce sont les secteurs « Forêts » et « Industrie du Bois » qui versent la part la plus importante de leurs salaires à des africains (53,4 et 51,4 %). Viennent ensuite les secteurs « Bâtiments et T.P. » (51,2 %) et « Transports et Télécommunications » (48 %). Par contre, les secteurs « Energie » (20,1 %) et « Mines » (30,8 %) versent relativement peu de salaire aux africains. Cette analyse renforce, dans l'ensemble, celle faite plus haut, et permet d'affirmer que, malgré les modifications de structure apparentes subies par l'économie gabonaise, les secteurs de l'économie forestière restent les moteurs les plus importants de la croissance. Ceci confirme le bien fondé de la décision de donner au futur chemin de fer transgabonais une vocation d'abord forestière.

On soulignera cependant que les salaires versés aux Européens constituent, eux aussi, la rémunération de facteurs de production intérieurs. Malgré les transferts à l'extérieur (qui représentent environ 34 % de cette masse salariale), les travailleurs européens font partie intégrante de l'économie gabonaise. Notre analyse a seulement pour but de montrer où doit porter l'effort si l'on veut augmenter rapidement les revenus des gabonais, ce qui est de toute évidence, l'objectif principal du Plan.

③ - LES INVESTISSEMENTS

La comparaison des investissements bruts (ou formation brute du capital fixe) entre 1964 et 1968 montre une forte croissance. Au total, ils sont multipliés par 2,5. Le poids de l'industrie minière, dans cette progression, est de loin le plus important, mais tous les autres secteurs, sauf l'agriculture, augmentent dans des proportions importantes.

Il faut cependant souligner que le cadre annuel est insuffisant pour étudier les investissements, compte tenu des dimensions de l'économie gabonaise. C'est ainsi par exemple que dans le secteur « Energie », les investissements de la Société Equatoriale de Raffinage, réalisés de 1965 à 1967, ne se manifestent ni en 1964, ni en 1968.

TABLEAU VIII
ENTREPRISES — ANNEES 1964 ET 1968 — LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE
(en millions de F CFA)

	Agri- culture	Forêt	Energie	Mines	Indus- trie du bois	Autres indus- triés	Bâti- ments	Trans- ports télécom.	Services et commerce	TOTAL
Formation brute de capital fixe :										
- Année 1964	459	943	-	2 820	134	277	317	663	809	6 422
- Année 1968	96	1 620	281	10 216	180	474	626	873	1 700	16 066

NOTA : Le secteur « Agriculture » ne tient pas compte des investissements réalisés dans l'agriculture traditionnelle (défrichements...).

TABLEAU IX — ANNEES 1964 ET 1968 — ENTREPRISES, INSTITUTIONS FINANCIERES,
ADMINISTRATION ET MENAGES — FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE

	Entreprises	Institutions financières	Adminis- tration	Ménages	TOTAL
Année 1964	6 422	31	3 245	500	10 198
Année 1968	16 066	38	4 338	710	21 152

Cependant, il est intéressant de comparer le montant total des investissements bruts (16 066) des entreprises à celui (cf. tableau IV) de la rémunération brute du capital (21 498). On voit qu'une part importante (75 %) de la rémunération du capital est réinvestie sur place par l'extérieur, soit au titre de renouvellements (lesquels sont certainement importants, de l'ordre de 10 milliards), soit au titre d'investissements nouveaux.

Le tableau IX donne le total des investissements réalisés en 1964 et en 1968 par l'ensemble des agents économiques du Gabon. On voit que les investissements totaux ont doublé de 1964 à 1968 ce qui même compte tenu des réserves exprimées plus haut, donne tout de même la mesure du développement de l'Economie.

CHAPITRE II

Evolution de l'économie gabonaise de 1968 à 1969, les perspectives du IIe Plan

① - EVOLUTION DE L'ECONOMIE GABONAISE DE 1968 A 1970

Une évaluation des principales grandeurs de l'économie gabonaise a été faite pour les années 1969 et 1970 en ce qui concerne le Produit Intérieur Brut (tableau X) et la valeur ajoutée par les entreprises non financières (tableau XI).

TABEAU X — LE PRODUIT INTERIEUR BRUT DE 1968 A 1970 ET SES EMPLOIS
(en milliards de F courants)

	1968	1969	%	1970 -	%
I - Les ressources					
● Rémunération des salariés	30,2	33,7	111,6	36,8	109,1
● Excédent net d'exploitation	15,6	17,1	112,8	19,3	109,0
● Consommation de capital fixe	18,7	20,4	109,1	71,6	105,8
● Impôts indirects - Subventions	11,4	13,3	116,5	15,4	115,6
Produit intérieur brut	75,9	85,1	112,1	93,1	109,5
II - Les emplois					
● Consommation finale	45,1	50,2	111,3	55,1	109,8
- Consommation privée	(32,2)	(35,3)	109,6	(38,4)	108,8
- Consommation publique	(12,9)	(14,9)	115,5	(16,7)	112,1
● Variations de stocks	1,1	1,3		1,4	
● Formation brute de capital fixe	21,1	24,1	114,2	26,1	108,3
- Privée	(16,9)	(19,1)		(19,0)	
- Publique	(4,2)	(5,0)		(7,1)	
● Exportations nettes	8,6	9,5		10,5	
Exportations	(33,2)	(39,5)	119,0	(44,5)	112,6
Importations	(24,6)	(30,0)	122,0	(34,0)	113,3
● Produit intérieur brut	75,9	85,1	112,1	93,1	109,5

Le fort accroissement de Produit Intérieur Brut en 1969 est dû à l'augmentation de la valeur ajoutée par les entreprises après une année 1968 assez terne. Ce phénomène est particulièrement marqué dans les secteurs « Mines », « Bâtiments », et dans le secteur « Forêts » qui a connu un ralentissement en 1968.

Cette croissance du Produit Intérieur Brut se traduit par une forte hausse des exportations portant principalement sur les produits miniers et sur le bois.

La hausse régulière des dépenses en personnel dans le secteur public (hausse des salaires et accroissement des effectifs) a pour conséquence une augmentation parallèle de la valeur ajoutée des Administrations.

Les dépenses d'investissement continuent à progresser avec une pointe en 1969 pour les investissements privés.

L'augmentation des dépenses de consommation demeure importante. Compte tenu de la hausse des prix de détail observée de 1968 à 1970 (+ 9 %), la croissance annuelle de la consommation réelle des ménages se situerait aux environs de 5 %, taux qui reste compatible avec celui constaté pour la période antérieure. La consommation des Administrations par contre est en forte hausse, avec une croissance moyenne annuelle supérieure à celle du Produit Intérieur Brut.

L'année 1970 fait apparaître un ralentissement après la forte accélération de l'année précédente.

De ces divers éléments, il ressort un taux d'expansion moyen annuel du Produit Intérieur Brut de 10,7 % en F courants pour les années 1968 à 1970.

TABLEAU XI — EVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTEE PAR SECTEURS (DE 1968 A 1970)
(en milliards de F CFA)
Entreprises non financières

Secteur d'activité	Agriculture	Forêt	Industries alimentaires	Energie	Mines	Industries mécaniques et électriques	Industries textiles	Industries du bois	Industries diverses	Bâtiments et travaux publics	Transports télé-comm.	Services	Commerce	Total
1968	6,2	6,0	0,4	2,1	22,5	1,0	0,2	1,2	0,2	4,4	3,8	1,6	10,9	60,5
1969	6,3	7,3	0,4	2,3	25,8	1,1	0,2	1,2	0,2	4,9	4,1	1,8	11,9	67,5
1970	6,4	7,7	0,5	2,4	26,3	1,2	0,3	1,5	0,3	5,4	4,5	1,9	12,6	71,0
Taux de croissance annuel moyen	101,6	113,4	111,8	106,8	108,1	109,5	122,5	111,8	122,5	110,8	108,8	109,0	107,5	108,3

② - LES PERSPECTIVES DU II^e PLAN

Le Produit Intérieur Brut et ses composantes ont été projetés pour les années 1970 à 1975 (tableau XII). Cette projection permet de suivre la croissance et la transformation de l'économie et de tester la cohérence des perspectives du II^e Plan. Les agrégats ont été calculés à prix constants (prix 1970).

L'évolution comparée du Produit Intérieur Brut et de la Production Intérieure Brute permet de suivre la part prise par les Entreprises dans l'ensemble du Produit (tableau XIII).

Le rôle joué par les différents secteurs productifs dans le développement économique apparaît à travers les évolutions des valeurs ajoutées (tableau XIV), des exportations (tableau XV), des masses salariales (tableau XVI) et des effectifs salariés (XVII).

TABLEAU XII — LE PRODUIT INTERIEUR BRUT DE 1971 A 1975

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	% 75-70
I - Les ressources :							
● Rémunérations des salariés	36,8	38,9	41,5	46,4	48,5	51,3	106,9
● Excédent net d'exploitation	19,3	20,4	21,7	23,1	24,6	26,1	106,2
● Consommation de capital fixe	21,6	22,8	24,2	26,7	29,8	31,3	107,7
● Impôts indirects moins subventions	15,4	16,7	17,5	20,6	21,4	22,1	107,5
● Produit intérieur brut	93,1	98,8	104,9	116,8	124,3	130,8	107,0
II - Les emplois :							
● Consommation finale	55,1	58,7	62,7	66,9	71,4	77,8	107,1
- Consommation privée	(38,4)	(40,6)	(43,1)	(45,5)	(48,2)	(52,1)	(106,3)
- Consommation publique	(16,7)	(18,1)	(19,6)	(21,4)	(23,2)	(25,7)	(108,7)
● Variations de stocks	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	
● Formation brute de capital fixe	26,1	25,7	27,0	34,5	38,5	34,4	
- Privée	(19,0)	(18,2)	(20,2)	(20,2)	(24,1)	(21,8)	
- Publique	(7,1)	(7,5)	(14,3)	(14,3)	(14,4)	(12,6)	
● Exportations nettes	10,5	12,9	13,6	13,7	12,6	16,7	
Exportations	(44,5)	(49,3)	(51,6)	(57,3)	(58,8)	(59,2)	105,9
Importations	(34,0)	(36,4)	(38,0)	(43,6)	(46,2)	(42,5)	104,6
● Produit intérieur brut	93,1	98,8	104,9	116,8	124,3	130,8	107,0

TABLEAU XIII — LA PRODUCTION INTERIEURE BRUTE

(En francs constants) 1970	1970	1971	1972	1973	1974	1975	Taux de croissance 1975-1970
Valeur ajoutée des entreprises	71,7	76,1	80,9	89,7	96,1	101,3	107,1
Production intérieure brute	80,9	86,2	91,4	102,6	109,2	114,6	107,2

Commentaires :

La Production Intérieure Brute devrait croître de 7 % par an en moyenne en F constants avec une brusque accélération en 1973 et un ralentissement en 1975, compte tenu de la forte concentration des investissements en milieu de période.

L'évolution du Produit Intérieur Brut suit de très près celle de la production, le taux de croissance annuel moyen des salaires versés par les Administrations ayant été fixé, par hypothèse, à 7 % (cf. deuxième partie, titre 1, chapitre II : le financement du Plan).

La formation brute de capital fixe, c'est-à-dire la création de nouveaux moyens de production suivra un rythme comparable à celui des financements : rapide au cours des années 1973-1974, plus lent en 1975. Ce taux d'accroissement irrégulier est dû à la réalisation de projets importants (chemin de fer, usine de cellulose) dont l'effet se répercute de façon sensible sur l'ensemble de l'activité économique.

La balance commerciale apparaît comme extrêmement favorable. L'accroissement rapide des exportations en début de Plan est dû, pour l'essentiel, aux découvertes « off-shore » du secteur pétrolier, qui laissent espérer une production accrue d'environ 800 000 tonnes de

brut en 1972 et 2 000 000 de tonnes à partir de 1973. Les importations, du fait des investissements massifs prévus en 1973 et 1974 et en particulier de la part importante que représentent les importations de matériels dans les devis de construction de l'axe lourd Owendo-Bélinga et de l'usine de cellulose, croîtront brusquement en milieu de période pour dépasser la valeur qu'elles auront en 1975.

La masse des salaires distribués dans le pays s'accroîtra de 6,9 % par an, à un rythme légèrement inférieur à celui de la production intérieure : c'est l'effet du développement de productions nouvelles plus automatisées et d'une amélioration de la productivité du travail fortement liée à l'élévation des qualifications.

L'effort d'investissement nécessité par la croissance du Produit Intérieur Brut reste compatible avec une augmentation très satisfaisante de la consommation individuelle qui atteint un taux moyen de 6,3 par an. Compte tenu du taux d'accroissement annuel de la population retenu (1,5 %) la consommation individuelle augmente donc de 4,2 % par an.

Les dépenses de l'Administration (salaires des personnels et achats de biens et services) devraient croître à un taux supérieur à celui du Produit Intérieur Brut (108,7 %) en raison de l'importance des charges récurrentes liées aux investissements publics.

Les structures de l'économie

TABEAU XIV — REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES PAR SECTEURS
(en milliards de F 1970)

	1970	% de la valeur ajoutée	1975	% de la valeur ajoutée	Taux de croissance annuel de 1975 à 1970
Valeurs ajoutées :					
Secteur primaire					
- Agriculture	6,4		6,9		1,9 %
- Forêts	7,7		10,5		6,4 %
	14,1	19,9	17,4	17,4	
Secteur secondaire					
- Mines	26,3		36,8		7,0 %
- Energie	2,4		3,5		7,8 %
- Industries du bois	1,5		2,4		7,7 %
- Industries diverses	2,3		3,1		11,9 %
- Bâtiments et TP	5,4		9,5		
	37,9	53,4	55,3	55,3	
Secteur tertiaire					
- Services	6,4		9,7		8,6 %
- Commerce	12,6		17,6		6,9 %
	19,0	26,7	27,3	27,3	
	71,0	100 %	100 %	100 %	

Le tableau ci-dessus montre que la part du secteur minier reste prépondérante. Le Gabon est un pays minier qui développe son secteur industriel. Cette croissance du secteur secondaire se retrouve dans la structure du Commerce Extérieur.

TABLEAU XV — REPARTITION DES EXPORTATIONS PAR SECTEUR
(en millions de F 1970)

	1970	Part du total des exportations	1975	Part du total des exportations
Secteur primaire :				
- Agriculture	568	} 25,4 %	620	} 23,6 %
- Forêts	10 770		13 390	
Secteur secondaire :				
- Mines	26 930	60,5 %	37 769	63,8 %
- Industries du bois	3 140	7,0 %	4 340	7,3 %
- Autres industries	847	1,9 %	1 476	2,5 %
- Divers et réexportations ..	2 245		1 611	
Total	44 500	100 %	59 200	100 %

On y voit régresser légèrement le secteur primaire, en raison essentiellement de la stagnation des exportations des produits agricoles, et les mines accroissent encore leur importance en fournissant près de 65 % du volume des exportations. La part du secteur industriel reste à peu près constante et ne pourra croître en valeur relative qu'après la mise en service de l'usine de cellulose (1975-1976).

Si l'on compare les exportations à la Production Intérieure Brute pour les années 1970 et 1975, les pourcentages obtenus respectivement (55 et 51,6 %) traduisent une moins grande dépendance de l'économie gabonaise à l'égard des marchés extérieurs. Elle reste néanmoins fort sensible aux fluctuations de la conjoncture mondiale.

TABLEAU XVI
REPARTITION DES REVENUS DES SALAIRES (1) PAR SECTEUR

	1970	Part de chaque secteur	1975	Part de chaque secteur
- Secteur primaire	3 500	17,5 %	4 130	16,1 %
- Secteur secondaire	10 110	50,6 %	15 320	52,2 %
- Secteur tertiaire	6 390	31,9 %	9 290	31,7 %
	20 000	100 %	29 340	100 %

La répartition sectorielle des salaires se modifie peu de 1970 à 1975. Elle n'est pas très éloignée de celle des emplois salariés.

TABLEAU XVII — REPARTITION DES EMPLOIS SALAIRES EN 1975

— Secteur primaire	11 770 = 18,1 %
— Secteur secondaire	34 250 = 52,1 %
— Secteur tertiaire	18 880 = 29,1 %

Les différences entre ces répartitions des salaires et répartitions des emplois salariés proviennent des niveaux moyens de rémunération qui sont différents d'un secteur à l'autre selon la qualification de la main-d'œuvre employée.

En conclusion, pour la période du II^e Plan Quinquennal, s'affirmera encore le caractère minier et industriel de l'économie gabonaise : le secteur secondaire absorbera plus de 70 % des investissements, pour fournir en 1975, 52 % de la Production Intérieure Brute, 74 % des exportations et 52 % des salaires.

(1) Salaires et avantages en nature, non compris les charges sociales liées aux salaires.

DEUXIÈME PARTIE

LES PROGRAMMES SECTORIELS

LA PRODUCTION

A. L'économie forestière et les industries du bois	15
B. L'économie minière	28
C. L'énergie et les ressources hydrauliques	43
D. Les industries de transformation et l'artisanat	51
E. Le développement rural	67
F. Les transports	72

LES INFRASTRUCTURES

1. Le chemin de fer	85
2. Les routes	90
3. L'aéronautique	94
4. Les ports	96
5. Les postes et télécommunications	99
6. L'O.R.T.G.	102
7. Le tourisme	105
8. L'urbanisme et l'équipement administratif	110

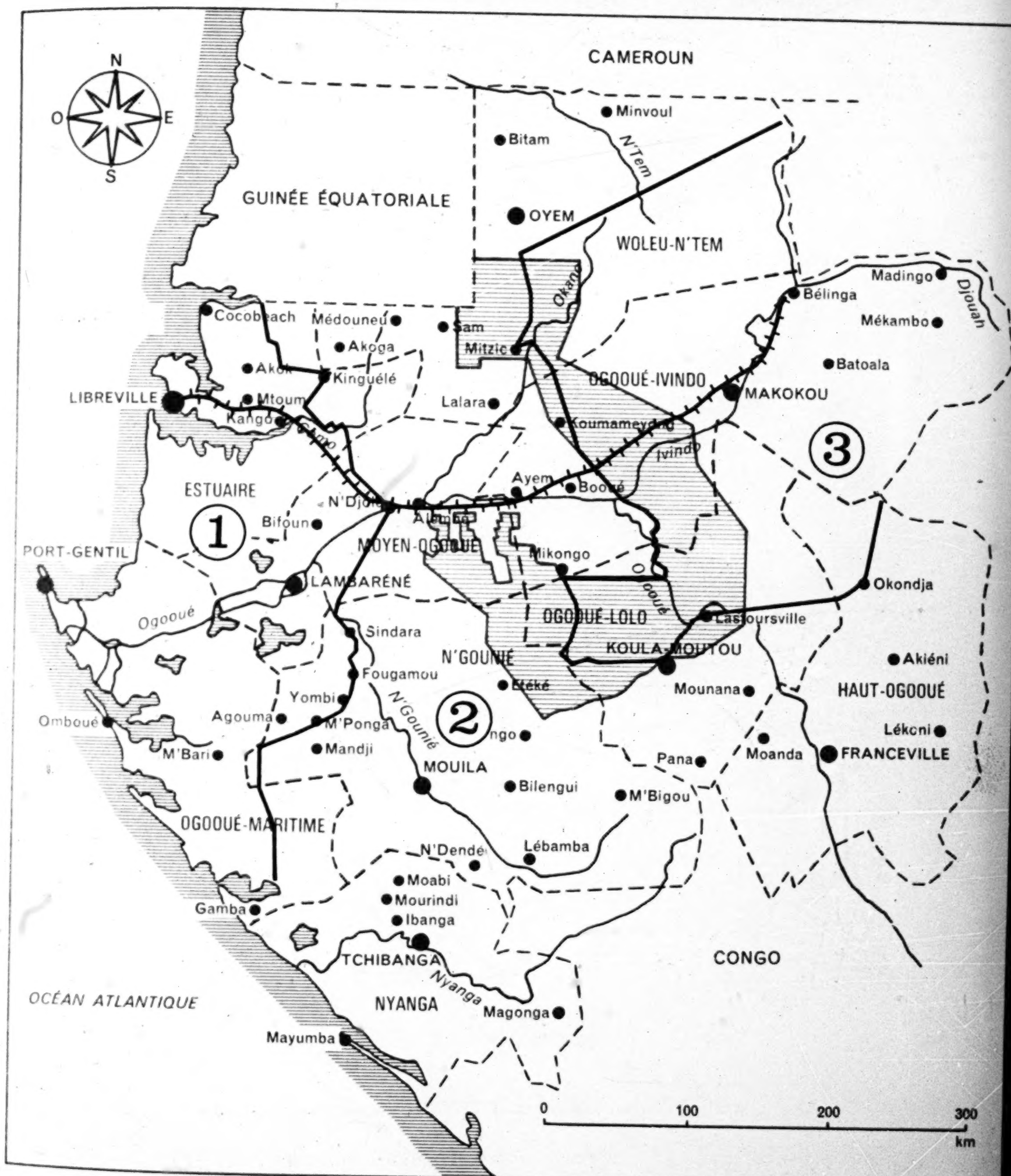
LES EQUIPEMENTS SOCIAUX

H. L'éducation et la formation	117
J. L'action sociale	122
K. La santé publique et l'hygiène	124

CARTE FORESTIÈRE



EXPLOITATION FORESTIÈRE LIÉE AU CHEMIN DE FER



++++ Chemin de fer en projet

 Zone à lotir en liaison avec le financement du chemin de fer (2 900 000 ha)

— Limite des zones forestières

la production

A — LA FORET ET LES INDUSTRIES DU BOIS

La forêt couvre 22 millions d'hectares soit 85 % de la superficie du territoire gabonais. Longtemps la seule ressource nationale, sa part dans l'économie a diminué depuis la mise en exploitation des richesses du sous-sol (pétrole, manganèse, uranium...). Son rôle n'en demeure pas moins fondamental à la fois en raison des richesses potentielles qu'elle recelle mais aussi parce que le Gabon lui doit encore une part importante de ses ressources budgétaires et un revenu *per capita* relativement élevé en Afrique.

Chapitre I —

Les données actuelles de l'économie forestière

1 - L'EXPLOITATION DE LA FORET

Les superficies attribuées au 15 mars 1970 totalisaient 3 761 635 hectares pour 48 titulaires ; au 31 décembre 1968, elles étaient de 2 876 193 hectares pour 41 titulaires. Les 7 nouveaux bénéficiaires ont obtenu 332 872 hectares ; on peut donc en déduire qu'il a été attribué aux titulaires déjà existants 552 570 hectares de permis. Ce chiffre est important et laisse présumer une bonne continuité de l'exploitation forestière.

a) Les conditions de la production

L'exploitation forestière exige d'importants investissements. On estime le coût de l'ouverture d'un chantier à 55 millions. Les entreprises les plus importantes construisent environ 80 km de routes par an.

Le transport des bois en direction des ports se fait dans un premier temps par route, puis par flottage.

C'est la région comprise entre Ndjolé, Alembé, Lalara et Ayem qui est la plus fréquentée par les grumiers des exploitants de deuxième zone. Il est fréquent qu'un grumier accomplisse deux rotations par jour entre Lalara et Ndjolé (point de mise à l'eau des grumes) soit 520 km.

Compte tenu des charges et de la circulation qu'elles doivent supporter, les routes sont difficiles à maintenir dans un état convenable. Les axes non bitumés ne peuvent résister au passage de 100 à 150 grumiers de 45 à 50 tonnes par jour. Des essais de bitumage ont déjà été réalisés sur la route Ale bé-Ndjolé et les résultats semblent satisfaisants.

L'Ogooué est le fleuve du Gabon sur lequel le flottage des bois est le plus important. La mise à l'eau des grumes à destination de Port-Gentil se fait aux abords immédiats de Ndjolé, en amont ou en aval de la ville, suivant le niveau du fleuve. Chaque chantier possède des rampes de mise à l'eau et constitue ses trains de bois sur place. Des remorqueurs acheminent les trains de bois jusqu'à la mer. Ces remorqueurs sont la propriété d'importantes compagnies (Delmas, SBON filiale SHO) ou ont été construits en collaboration avec certains exploitants.

Le tarif officiel de transport des grumes pratiqué par la compagnie Delmas est de 700 à 750 F la tonne de Ndjolé à Port-Gentil, mais le tarif généralement facturé aux clients importants est nettement inférieur, car les compagnies fixent leur prix par contrat avec chacun des exploitants et accordent parfois une ristourne de fin d'année si un certain tonnage a été atteint. En prenant pour référence les prix pratiqués sur l'axe fluvial Ndjolé-Port-Gentil, long de 300 km, le prix moyen de la tonne kilométrique de flottage de bois est de 2 F.

Pour l'acheminement des bois non flottables vers Port-Gentil est utilisé, soit le transport sur barges, soit l'insertion des grumes dans les radeaux de bois flottables.

Le chemin de fer Owendo-Booué constituera une solution neuve au transport des bois divers non flottables et des bois périssables ; il permettra un nouveau déplacement vers l'Est des exploitations forestières ainsi qu'une industrialisation des régions concernées. Il facilitera notamment l'installation des unités de déroulages à l'intérieur et le développement de la production de sciages.

b) La production

La production d'okoumé s'est régulièrement développée jusqu'en 1960, a atteint une relative stabilité jusqu'en 1967 et s'accroît fortement depuis ; la production des bois divers, c'est-à-dire de tous les autres bois exploités au Gabon, croît régulièrement.

PRODUCTION D'OKOUME ET DE BOIS DIVERS (en milliers de tonnes)		
Années	Okoumé	Bois divers
1964	832	134
1965	794	129
1966	787	121
1967	750	113
1968	842	159
1969	928	195
1970	924	189

2 - LES INDUSTRIES DU BOIS

La période actuelle peut être considérée comme une période de transition en ce qui concerne les industries du bois. La situation est différente selon la nature des produits considérés.

1. La production de contreplaqué s'accroît régulièrement. Après être passée de 63 300 m³ en 1967 à 69 300 m³ en 1968, elle a atteint en 1969 l'objectif fixé de 75 000 m³. Cette production est le fait d'une seule usine, celle de la Compagnie Française du Gabon qui est une des plus importantes du monde et qui a même été longtemps la plus grande usine de contreplaqué de feuillus.

Créée en 1946 avec l'aide financière du Plan Marshall et dotée de matériel américain, l'usine couvre une superficie de 6 hectares. Elle est gérée par la société de gestion de la C.F.G. et approvisionnée par sa filiale forestière, le C.G.P.P.O., qui exploite dans deux régions : la Ngounié à l'ouest de Mouila et l'Abanga au nord de la route Ndjolé-Lalara. Elle emploie actuellement 1 500 personnes, dont 63 cadres et techniciens expatriés. En plus de la production de contreplaqué, elle produit quelques 1 200 m³ de sciages destinés à la confection des emballages.

La gamme de ses produits est très étudiée, en ce qui concerne l'épaisseur et le nombre de plis, la longueur et la largeur des panneaux, les types de collage etc. mais avec une prédominance marquée pour les panneaux de dimension standard et de faible épaisseur.

Les ventes de la C.F.G., en 1969, se répartissaient comme suit :

- 5 000 m³ au Gabon
- 4 000 m³ dans les pays de l'U.D.E.A.C.
- 66 000 m³ exportés hors U.D.E.A.C.
- 75 000 m³

2. La production de placages déroulés qui ne cessait de décroître par suite de la mévente de ce produit, reprend actuellement à un rythme encourageant en raison de la réouverture de plusieurs usines après modernisation de leurs équipements. Les entreprises existantes sont les suivantes :

- la S.A.D.E.R. (Société Africaine de Déroulage des Etablissements Rougier) qui a repris l'usine de la C.A.P. à Port-Gentil. La société Rougier possède également une petite unité de déroulage installée sur le chantier d'Edénia et destinée à la récupération des culées, billons et branches, en vue de la production de placages exportés en bobines ;
- la société « Les Placages Gabonais » à capitaux allemands, située également à Port-Gentil, a repris l'usine de déroulage des Ets Gallais et a recommencé à produire en 1970 ;
- la C.P.B.G. (Compagnie de Placages du Bois Gabonais) à Owendo près de Libreville, a été reprise par les Ets Rayer, et après une modernisation rationnelle, produit à l'heure actuelle principalement des placages de petites dimensions ;
- la S.H.M. (Société de la Haute Mondah), filiale des Ets Leroy est en cours de modernisation et reprendra d'ici peu la fabrication des placages déroulés.

3. La production de sciages qui avait en 1967 dépassé 35 000 m³ est retombée en 1969 à 28 800 m³. Cette diminution est due principalement au ralentissement des activités du Consortium Forestier et Maritime de la S.N.C.F. (C.F.M.).

Il existe un certain nombre de scieries à caractère artisanal produisant pour les besoins locaux (souvent en utilisant les rebus d'Okoumé impropres pour le déroulage), ou encore intégrées à des entreprises (travaux publics, mines, menuiseries). Les principales scieries industrielles sont :

	en 1969
— Le Consortium Forestier et Maritime de la S.N.C.F. à Nombalowe près de Libreville	7 530 m ³
— La C.E.B. à Port-Gentil	4 380 m ³
— La scierie Libéco à Libreville	4 013 m ³
— Les Etablissements Gallais à Port-Gentil	3 772 m ³
— La Société de la Haute Mondah près de Libreville	2 259 m ³
— La scierie de l'Ogombié à Libreville	2 191 m ³

Le C.F.M. qui possède deux usines, l'une à Nombalowe, l'autre à Foulenzem, produisant uniquement des traverses de chemin de fer (16 000 m³ en 1969), est donc de loin la plus importante entreprise de sciage du Gabon. Il réalise aussi des panneaux préfabriqués, d'une conception très rationnelle, destinés à la construction de maisons d'habitation sur socle en béton. Le volume de cette production est important (2 900 m³ en 1969).

Les usines de transformation de bois installées au Gabon ont absorbé, en 1969, 14 % de la production totale d'Okoumé, mais avec une tendance de plus en plus marquée vers la diversification, par l'utilisation d'un nombre croissant d'essences de « bois divers » se répartissant en deux catégories principales :

- les bois blancs déroulables tels que ozigo, ilomba, tola, olon, etc. et d'autres moins connus comme certains andoung;
- les bois de sciage, qui sont surtout des bois durs ou mi-durs, aux usages possibles très variés.

Certains bois enfin, sont susceptibles de fournir en quantité limitée des placages de luxe : sipo, sapelli, dibetou, etc. les bubinga et autres.

4. La production de traverses enfin décroît après être passée par un maximum en 1967 et 1968. La construction du chemin de fer Owendo-Booué redonnera un nouvel essor à cette production.

3 - LA PLACE DE LA FORET DANS L'ECONOMIE DU GABON

L'examen des résultats provisoires des comptes de 1968 permet de comparer les valeurs ajoutées des secteurs 2 (exploitations forestières) et 5 (Industries du bois) au total de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises gabonaises. La comparaison de ces chiffres est possible avec ceux de 1964.

Secteurs (en millions de F CFA)	1964		1968	
	Valeur	Pourcent.	Valeur	Pourcent.
Exploitations forestières	5 648	15,8 %	5 764	10,2 %
Industries du bois	1 258	3,5 %	1 263	2,2 %
Total des exploitations forestières + Industries du bois	6 906	19,3 %	7 027	12,4 %
Total valeur ajoutée des entreprises	35 860	100 %	56 546	100 %

Si l'on compare d'abord les valeurs de 1968 à celles de 1964, on constate la stagnation des secteurs économiques liés à la forêt. Cette stagnation, qui apparaissait déjà, pour la période considérée, dans les chiffres de production cités plus haut, a pris fin en 1969, année qui a vu une forte croissance de la production forestière (Okoumé : + 10 %, Bois divers + 23 %). Cette augmentation a été confirmée par les résultats de 1970.

Si l'on examine le pourcentage des deux secteurs forestiers par rapport à la valeur ajoutée globale des entreprises, on constate une forte diminution de l'importance de la forêt, qui ne représente plus en 1968, que 12,4 % de la valeur ajoutée des entreprises. Cependant, cette régression n'a rien de surprenant, lorsque l'on sait que, dans le même temps, la valeur ajoutée du secteur mines et extraction pétrolière a été multipliée par trois, et celle du secteur énergie par quatre.

L'importance des secteurs « forêt » est en fait plus grande que ne le laisse apparaître la seule analyse des valeurs ajoutées si l'on examine le montant des salaires versés :

(en millions de francs)	Salaires versés		Pourcentage secteurs forêts sur l'ensemble
	Par les secteurs « Forêts »	Par l'en- semble des secteurs	
Salariés africains	1 677	6 426	26,1 %
Salariés non africains	1 427	7 255	19,7 %
Totale masse salariale	3 104	13 681	22,7 %
Pourcentage masse salariale Africains sur total	54,0 %	47,0 %	

Ainsi, les deux secteurs de la forêt représentent 22,7 % des salaires versés par les entreprises, et 26,1 % des salaires versés à des salariés africains. C'est un des rares secteurs où la masse salariale africaine soit supérieure à celle des non-africains. Si on les compare au secteur mines (y compris production pétrolière), on constate que les salaires versés par la forêt sont supérieurs à ceux versés par les mines alors que la valeur ajoutée par les mines représente 39 % de la valeur ajoutée globale.

L'impact sur l'économie des secteurs de la forêt peut encore se mesurer par l'importance des consommations intermédiaires produites localement, qui sont récapitulées ci-après (voir tableau page suivante).

Les consommations intermédiaires produites localement représentent donc 61 % du total des consommations intermédiaires, ce qui indique un degré d'intégration élevé de l'économie forestière dans l'économie gabonaise. Cette intégration est évidente pour le secteur « Industries du bois », dont la matière première est fournie par le secteur « exploitations forestières », mais elle est à souligner également pour ce dernier secteur (55 % des consommations intermédiaires produites localement). Ces pourcentages peuvent s'apprécier par comparaison avec ceux relevés dans les comptes économiques pour d'autres secteurs : industrie alimentaire : 39 %, industrie mécanique 24 %, industrie textile 14 %.

Les effets fiscaux directs de l'économie forestière sont également importants. Le montant des droits et taxes perçus à l'exportation des bois bruts et travaillés était de 1 909 millions en 1969, soit 11 % des recettes fiscales.

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DES SECTEURS DE LA FORET
(en millions de F CFA)

Consommations intermédiaires	Secteur 2 : Exploitations forestières	Secteur 5 : Industries du bois	Total secteurs 2 + 5
I — Production locale :			
— Secteur Exploitation forestière	318	897	1 215
— Secteur Energie	916	107	1 023
— Industries du bois		154	154
— Industries mécaniques et élec- triques		12	12
— Bâtiments et Travaux Publics ..	37	10	47
— Transports et Télécommunica- tions	665	58	723
— Services	273	160	433
Total	2 209	1 398	3 607
II — Importations :			
— Industries du bois		24	24
— Industries mécaniques et élec- triques	1 551	143	1 694
— Industries diverses	262	198	460
— Services		131	131
Total	1 813	496	2 309
Total consommations intermé- diaires	4 022	1 894	5 916
+ Valeur ajoutée	5 764	1 263	7 024
= Chiffres d'affaires des entre- prises	9 786	3 157	12 943

A ce montant, il faut ajouter 250 millions d'impôts sur les B.I.C. versés par les entreprises, 173 millions de recettes domaniales liées à la forêt au total 2 332 millions, soit 13,6 % des recettes fiscales.

A ces effets fiscaux directs, il conviendrait d'ajouter les effets indirects — qui sont évidemment très importants compte tenu de l'intégration des secteurs dans l'économie et de la masse des salaires versés — et qui se traduit par une consommation accrue de produits importés, lourdement taxés. On peut les évaluer au minimum à 1 200 millions. En définitive, les effets fiscaux de la forêt représenteraient 2 332 + 1 200 = 5 352 millions, soit 20,5 % des recettes fiscales.

L'essentiel des exportations se fait hors UDEAC et le tableau ci-après en donne la valeur pour les 4 dernières années ainsi que le pourcentage par rapport au volume global des exportations.

	1966	1967	1968	1969
Valeurs des exportations des produits de la forêt	10 085	9 574	10 845	13 510
Valeur globale des exportations du Gabon	25 290	29 680	30 803	36 719
Pourcentage	38,9 %	32,2 %	35,2 %	36,8 %

Chapitre II —

Les objectifs et projets du Plan

Au cours du 1^{er} Plan, la politique forestière suivie peut se résumer ainsi : maintenir, développer et améliorer le capital et la production de la forêt gabonaise. La politique forestière étant à long terme, ces principes restent valables pour le second plan dont les objectifs seront les suivants :

- maintien de la production d'Okoumé à son niveau actuel, et développement de la production de bois divers ;
- développement des exploitations forestières appartenant à des gabonais ;
- conservation du patrimoine forestier ;
- préparation de l'exploitation de la troisième zone qui ne commencera qu'au début du III^e Plan.

Les actions publiques et privées décrites ci-dessous, sont conformes à ces objectifs.

① - LES ACTIONS PUBLIQUES

a) Programme de prospections et d'inventaires forestiers

Ce projet se propose de faire une campagne d'inventaires forestiers en première zone d'abord, puis en seconde zone, pour organiser au mieux les intérêts réciproques de l'Etat et des exploitants forestiers.

Dans un premier temps sera créé, au sein de la Direction des Eaux et Forêts, un « Service d'Aménagement Forestier » qui sera chargé du dépouillement préliminaire des inventaires. Dans un second temps, des équipes d'inventaires seraient mises en place sur le terrain : deux équipes en 1971, quatre ensuite, pour inventorier 320 000 hectares en 5 ans.

A l'heure actuelle, les permis temporaires d'exploitation sont adjugés en fonction d'un potentiel de bois supposé. Cette évaluation est faite en fonction des renseignements obtenus par le service forestier auprès d'exploitations voisines s'il y en a. Ces évaluations sont toujours sous-estimées et les permis sous-adjugés. Une meilleure connaissance du potentiel réel de la forêt éviterait à l'Etat les pertes de revenus impossibles à chiffrer mais certaines.

Ce projet de prospections et d'inventaires forestiers s'élève à 130 millions de F CFA pour 5 ans et doit couvrir 360 000 hectares en première et deuxième zone.

b) Programme de développement de l'assistance technique aux exploitants gabonais (ATEG)

Créée depuis 1965, l'ATEG est un instrument de promotion des exploitants forestiers gabonais. D'après les statistiques de production, les activités des Gabonais en ce domaine paraissent s'être développées. La production d'okoumé issue des permis gabonais et des coupes familiales qui était de 198 000 tonnes en 1965, a atteint 250 000 tonnes en 1970.

Pour une large part toutefois, cette production est le fait de forestiers européens qui exploitent des permis qui leur ont été affermés par les titulaires gabonais. C'est pourquoi l'ATEG se doit de dispenser son aide aux forestiers gabonais qui exploitent eux-mêmes. Actuellement les moyens de cet organisme sont trop limités pour qu'il puisse faire face aux besoins nés du développement de l'activité forestière en milieu gabonais. Il ne dispose, par exemple, que de 3 tracteurs et de 4 mécaniciens pour l'ensemble de la première zone.

Le programme d'équipement retenu est le suivant :

	(en millions de F)
— 1971 - Mise en route de la brigade de l'Ogooué-Maritime - Achat d'un grumier	8
- Equipement de la brigade du Moyen-Ogooué	18,8
— 1972 - Equipement de la brigade de la Ngounié	18,8
— 1973 - Remplacement des tracteurs « Agrips » de la brigade de la Nyanga par un tracteur à pneus articulés	7,5
— 1974 - Brigade de la Ngoumié - Achat d'un remorqueur de 150 CV et d'une plate	18,5
— 1975 - Equipement d'une brigade ATEG à Booué	18,8
TOTAL	90,4

c) Programme de plantations d'okoumé de la Société Technique de la Forêt d'Okoumé (S.T.F.O.)

Depuis 1944 les plantations d'okoumé se sont poursuivies sans interruption avec des moyens sans cesse accrus, pour dépasser en année normale le rythme de 2 000 hectares par an.

Au cours du II^e Plan, cet effort se poursuivra, toujours sur la base de 2 000 hectares de plantation par an. La réalisation du programme quinquennal exigera le versement par le budget de développement d'une subvention totale de 1 825 millions.

d) Prospection forestière de la région Mouila - Fougamou

Une étude préliminaire du potentiel forestier de la région dite de Mouila-Fougamou, c'est-à-dire de la région de la Ngounié a été faite en 1967 par le C.T.F.T. L'un des buts de cette étude était de déterminer le périmètre susceptible d'être desservi par le réseau routier aboutissant à Sindara. Depuis, au vu des résultats de cette enquête préliminaire, un certain nombre de décisions ont pu être prises quant aux constructions de routes à entreprendre. D'autres restent en suspens pour lesquelles la connaissance des réserves de bois d'œuvre sur pied est essentielle. C'est le cas de la sous-région qui se trouve à la limite de la zone à exploiter grâce au réseau routier de la vallée de la Ngounié.

La zone à prospecter est située en amont de Mouila et s'étend vers l'Est sur une superficie de quelques 300 000 hectares (220 000 hectares environ de forêt dense) à partir de la route Mouila-Ndendé à cheval sur la vallée de la Ngounié.

Compte tenu des temps nécessaires à la mise en route du chantier et au dépouillement des résultats, les délais d'exécution seront de 16 mois.

Le montant total de l'opération s'établit à 27 500 000 F CFA.

e) Création de jardins grumiers d'okoumé

Ce projet prévoit la mise au point de techniques de génétique forestière concernant l'okoumé. La réalisation en sera confiée au C.T.F.T. et le coût de l'opération est évalué à 45,8 millions de F.

f) Projet de développement forestier du Gabon (inventaire troisième zone)

Il s'agit de la continuation en 1971 et 1972 du projet d'inventaire forestier de la troisième zone entrepris depuis 1969 avec l'assistance financière du P.N.U.D. Le coût global pour les années 1971 et 1972 est de 403,4 millions, dont 82,6 millions devront être supportés par le Budget de Développement. Cet inventaire est étroitement lié à la réalisation du projet de chemin de fer.

g) Pêche et pisciculture

Le développement de ce domaine sera amorcé et soutenu par l'implantation, sur l'ensemble du pays d'une chaîne de froid adaptée à la pêche littorale et à la pisciculture. En effet, les plus importantes zones de pêche se trouvent éloignées des grands axes de communication. Aussi l'obstacle principal à l'essor de cette production réside dans la conservation du poisson à l'état frais.

Ces zones de pêche sont en outre sous-exploitées parce que les pêcheurs ne sont ni préparés, ni équipés, ni organisés pour réaliser de grosses prises. Ils se contentent de pratiques très artisanales et se trouvent confinés dans une économie de subsistance.

La chaîne de froid comportera 3 éléments :

1. Un circuit de ramassage du poisson sur les lieux de production qui se présentent le plus souvent dispersés.
2. La centralisation du poisson dans un entrepôt frigorifique situé à proximité d'un grand axe de communication.
3. Un moyen d'évacuation du poisson stocké vers les centres de consommation.

Cette création favorisera en plus la concentration des populations de pêcheurs autour des entrepôts. Ceci facilitera les opérations de crédit et le développement d'une politique de prêt dont le remboursement sera facilité par le fait que toute la production des pêcheurs transitera par la chaîne de froid.

Le projet concernera les régions de la Nyanga, du Moyen-Ogooué, de l'Ogooué-Maritime, de l'Estuaire, du Woleu-N'Tem et de la Ngounié. La réalisation s'étagera sur toute la durée du Plan pour un coût total de 175 millions.

h) Chasse et protection de la nature

Dans ce domaine l'action de l'Administration des Eaux et Forêts a été assez limitée ces dernières années, l'essentiel des activités de ses services techniques ayant été consacré au seul domaine de l'exploitation forestière.

Cette disparité a été renforcée par le volume très réduit des dotations budgétaires réservées à la faune et à la protection de la nature et par l'absence de techniciens se consacrant exclusivement à cette tâche en raison des difficultés rencontrées pour leur engagement ou la régularisation de leur situation.

La réconsidération du secteur touristique dans l'ensemble de l'économie nationale pourrait apporter, par effet induit, un regain d'intérêt en faveur de la faune sauvage et de la protection de la nature.

Les actions retenues sont les suivantes :

1. Etude technique générale de la situation de la faune au Gabon ;
2. Formation systématique de spécialistes en matière de faune et de la protection de la nature ;
3. Equipement des services de chasse ;
4. Cession par l'Etat des domaines de chasse, formant unités touristiques, à des particuliers qui les exploiteront sous contrat de gérance.

Les dépenses actuellement prévisibles se limitent à l'acquisition d'un véhicule « Land-Rover » par année pour les besoins de contrôle de faune, soit 7 500 000 F CFA.

EAUX ET FORETS — INVESTISSEMENTS SUR FONDS PUBLICS

(en millions de F CFA)

Projets	Total général	Fonds publics gabonais						Fonds publics extérieurs						Observations
		Total	71	72	73	74	75	Total	71	72	73	74	75	
1. Programme de prospections et d'inventaires.....	21	21	8	6		1	6							projet présenté au F.A.C.
2. Développement ATEG	90	90	26	19	8	18	19							
3. Programme STFO	1825	1825	365	350	420	350	340							
4. Prospection région Mouila-Fougamou	28							28	14	14				projet en cours contribution FAO acquise
5. Création de jardins grainiers d'okoumé	46							46	10	7	8	13	8	
6. Projet de développement forestier du Gabon	393	83	43	40				310	155	155				
7. Chaîne de froid pêcheries artisanales	175							175	35	35	35	35	35	PNUD Programme quinquennal
8. Service des chasses ...	7	7	1	2	2	1	1							
Total	2585	2026	443	417	430	370	366	559	214	211	43	48	43	

2 - LES ACTIONS PRIVÉES

a) L'exploitation forestière

Les objectifs de l'économie forestière sont liés au projet chemin de fer. Les forestiers doivent en effet se préparer à suivre l'ouverture de la voie ferrée. Par ailleurs les perspectives ouvertes par l'exploitation de la troisième zone auront des conséquences sur le rythme d'exploitation des superficies actuellement concédées.

L'ouverture des deux millions d'hectares dont le chemin de fer permettra l'exploitation entraînera une modification d'échelle de l'économie forestière, dont la production augmentera alors de plus de 60 % par rapport à celle d'aujourd'hui. Cette modification structurelle ne pourra se faire que progressivement, pour des raisons financières, commerciales et de formation professionnelle.

Les nouvelles entreprises forestières qui viendront s'implanter au Gabon apporteront leur contribution au développement de la production. Cependant il est certain qu'une part importante de l'effort attendu sera demandée aux entreprises existantes, qui devront se préparer, au cours du second Plan, à accroître leurs activités.

Aucune zone importante, à l'exception de la région des Abeilles, ne devant être ouverte à l'exploitation au cours du Plan, l'effort devra porter principalement sur les superficies déjà attribuées dont l'exploitation pourra être rapide, étant donné les perspectives ouvertes par la construction du chemin de fer.

L'effort devra porter principalement sur l'exploitation de bois divers dont la production, évaluée à 189 000 tonnes en 1970, devrait atteindre 265 000 tonnes en fin de Plan, soit une augmentation d'environ 7 % par an. La production d'Okoumé devra elle aussi augmenter, mais sans doute dans une mesure moindre, car le chiffre de 928 000 tonnes atteint en 1969 et maintenu en 1970 constitue déjà une importante progression par rapport à la production moyenne des années 1965 à 1968, qui était d'environ 800 000 tonnes. La production pourrait atteindre 1 100 000 tonnes en fin de Plan, soit un accroissement d'environ 4 % par an.

Une récente étude a permis de chiffrer les prévisions d'investissements bruts pour le secteur « exploitation forestière ». On a distingué les achats de matériel d'exploitation et les autres investissements. Ces derniers comprennent notamment les frais d'ouverture et d'installation des chantiers, dont on soulignera l'importance, puisqu'ils représentent environ 37 % des investissements totaux.

INVESTISSEMENTS BRUTS SECTEUR EXPLOITATION FORESTIERE

(en millions de F CFA)

	1971	1972	1973	1974	1975	Total
Matériel	1 042	1 292	1 334	1 091	1 042	5 801
Autres investissements	688	651	725	608	716	3 390
Total	1 730	1 943	2 059	1 699	1 760	9 191

b) Les industries du bois

L'avenir des industries du bois restera basé, comme celui de l'exploitation forestière, sur l'okoumé, mais avec une tendance de plus en plus marquée vers la diversification, par l'utilisation d'un nombre croissant d'essences de « bois divers ».

Les bois déroulés

En ce qui concerne la fabrication du contreplaqué, l'usine de Port-Gentil de la Compagnie Française du Gabon exécute actuellement un programme de modernisation qui permettra de porter la production de 75 000 à 85 000 m³. De plus, la gamme des produits fabriqués sera complétée par des panneaux de grande dimension.

La production de placages déroulés est en expansion. La Société Africaine de Déroulage (S.A.D.E.R.) envisage la création de deux nouvelles usines à Babetteville et à Zomoko, dont la capacité totale de production sera d'environ 13 000 m³, les investissements s'élevant à 120 millions.

Avec la construction du chemin de fer Owendo-Booué, des unités de déroulage pourront se situer loin dans l'intérieur, apportant ainsi une activité économique dans des régions jusqu'à présent défavorisées. C'est ainsi que la firme allemande Danzer envisage la création d'une importante usine de déroulage dans la région de Booué. Cette usine qui pourrait entrer en service en 1973 produira la première année 6 000 m³ de placages, puis 12 000 m³, et en régime normal, 2 400 m³ de sciages. Le montant de l'investissement sera d'environ 500 millions. Ultérieurement, cette société prévoit l'implantation annexe d'une usine de fabrication de panneaux de coffrage et de contreplaqués qui absorberait la moitié environ de la production de l'usine de placages. Le volume de produits finis sera de l'ordre de 7 000 m³ pour un investissement s'élevant à 135 millions. Ces projets industriels « Danzer » s'inscrivent dans le cadre d'un vaste complexe forestier, comportant une importante exploitation forestière qui ravitaillera les usines précitées et exportera également du bois en grumes. Au total, la firme Danzer investira plus de un milliards de francs durant la période du Plan. Le nombre d'emplois créés s'élèvera à 469.

c) Les sciages

En dehors de l'augmentation de la production des traverses entraînée par la construction du chemin de fer, le devenir de l'industrie des sciages apparaît plus incertain.

Son développement toutefois, devrait à plus ou moins long terme, profiter à la fois à l'amenuisement des ressources forestières des autres pays producteurs d'Afrique et de la construction du chemin de fer Owendo-Booué, qui permettra de transporter à un prix rentable des bois qui, jusqu'à présent, ne pouvaient être exploités parce que trop périssables, trop lourds pour être transportés par flottage ou simplement de trop faible valeur marchande pour pouvoir supporter un transport par route sur une longue distance. Ces deux facteurs, en favorisant l'exploitation d'un volume croissant de bois divers, devraient permettre aux producteurs gabonais d'offrir sur le marché international, en quantités suffisantes pour alimenter un courant commercial régulier, une gamme de plus en plus étendue de sciages aptes aux emplois les plus variés.

Abstraction faite du projet le plus important du secteur forestier : l'implantation d'une usine de cellulose dans la région de Kango — dont il est traité plus loin, au chapitre consacré au secteur de l'industrie — le montant des investissements bruts prévus dans l'industrie du bois peut être évalué à 2 milliards de francs pour la période du Plan, selon le calendrier suivant :

1971	200
1972	300
1973	500
1974	500
1974	500
1975	500

RECAPITULATION **LES INVESTISSEMENTS DU SECTEUR FORET ET INDUSTRIE DU BOIS**

Projets (en millions de F CFA)	Total des investissements						Total fonds publics intér.	Total fonds publics extér.	Total fonds privés
	1971	1972	1973	1974	1975	Total			
Actions publiques	657	628	473	418	409	2 585	2 026	559	
Actions privées :									
— Exploitation forestière	1 730	1 943	2 059	1 699	1 760	9 191			9 191
— Industrie du bois	200	300	500	500	500	2 000			2 000
Total	2 587	2 871	3 032	2 617	2 669	13 776	2 026	559	11 191

① - LES DONNÉES

a) La production

Le secteur minier, le plus dynamique de l'économie gabonaise est, avec celui des forêts, à l'origine du développement spectaculaire des exportations.

Quoique récent son développement a été extrêmement rapide comme le montre le tableau des productions ci-après :

Production (en milliers de t.)	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Pétrole brut	1 264	1 447	3 444	4 642	5 027	5 398
Gaz naturel	10,65	11,50	17,42	24,87	21,42	21,90
Minerai de man- ganèse	1 280	1 274	1 148	1 255	1 363	1 453
Concentré d'ura- nium	1,64	1,60	1,45	1,37	1,39	1,00

Or (en kilog.)	1 155	1 071	910	512	443	501
----------------------	-------	-------	-----	-----	-----	-----

Ces résultats sur une si courte période, sont particulièrement remarquables, mais une réserve s'impose, c'est celle des limites des possibilités d'expansion de ces productions.

Les seuils de croissance seront analysés pour chacune des productions extractives, mais d'ores et déjà on peut en conclure qu'il faudra diversifier l'économie minière en mettant en valeur de nouvelles richesses offrant les meilleures perspectives d'expansion. C'est ce que le Gouvernement a envisagé à long terme en adoptant le projet de mise en valeur du gisement de fer de Mékambo.

b) La géologie du Gabon

Le territoire du Gabon est constitué pour sa plus grande partie (210 000 km² sur une superficie globale de 267 000 km²) par une « vieille plate-forme » antécambrienne, bordée à l'Ouest par un « bassin sédimentaire côtier » d'âge secondaire et tertiaire (50 000 km² environ), et à l'Est par le début des formations continentales essentiellement sableuses et gréseuses de la cuvette du Congo.

La plate-forme comporte un socle cristallin et cristallophyllien formant les massifs de Chaillu, les Monts de Cristal et de la région de Makokou, sur lequel s'appuient des formations sédimentaires métamorphosées et plissées, classées dans le précambrien. C'est dans cet ensemble que se trouvent les gisements actuellement exploités de manganèse, d'uranium, d'or, ainsi que le très important gisement de minerai de fer de Mékambo. De nombreux indices d'autres substances minérales y ont été signalés, mais ils ne peuvent pour l'instant être considérés comme ayant une valeur économique.

Le bassin sédimentaire côtier est divisé en deux par une réapparition des terrains du socle formant un horst étroit ; la partie Ouest comporte une série dite salifère avec sel gemme, élément dominant, et sels potassiques souvent injectés en dômes diapyrés dans les couches supérieures. A l'Est, affleurent surtout des séries antérieures de caractère continental et lagunaire.

Dans le bassin sédimentaire côtier, ou dans la zone marine qui le borde, se trouvent les gisements de pétrole actuellement exploités ; divers indices de substances minérales, plomb et zinc notamment, ont en outre été signalés en zone terrestre.

c) Caractéristiques du secteur minier

Le Gabon comporte de nombreuses zones géologiquement favorables à la présence de gisements, et compte tenu des difficultés de pénétration notamment, il est évident que leur recensement est loin d'être exhaustif. Il appartient à l'Etat de mener les recherches dans ce sens ; mais celles-ci sont extrêmement onéreuses. Le 2^e Plan de développement économique et social, ayant pris pour option prioritaire la réalisation du chemin de fer transgabonais, il apparaît que, pour la période considérée, la recherche minière ne comportera pas encore d'opération d'envergure.

En raison de la diversité des ressources minières actuelles, l'avenir sur les 5 prochaines années n'est pas compromis, mais le problème est à repenser à long terme.

Enfin, l'économie minière, pour aussi active soit-elle, reste plaquée sur le secteur traditionnel qu'elle n'a pas réussi à intégrer pour l'instant, à la vie économique moderne. Ce fait, bien que généralisé en Afrique, prend une forme particulièrement aiguë au Gabon, où l'absence des artisans et de producteurs de cultures vivrières ne permet pas de retenir une part importante des revenus distribués.

En l'état actuel des choses, l'incidence sur l'économie traditionnelle est faible. L'ensemble des revenus est transféré, soit sous forme d'épargne, soit pour l'achat de biens de consommation importés.

2 - LES SECTEURS MINIERS

a) Le pétrole

1. La situation actuelle

Les prévisions du premier plan de Développement Economique et Social ont été dans ce domaine très largement dépassées, tant sur le plan de l'extraction que sur celui de la masse globale des investissements.

Ces résultats sont dus au fait que les travaux de reconditionnement des puits en exploitation et la mise en service, ces deux dernières années, de nouveaux gisements (Anguille, Gamba, Ivinga notamment) ont largement compensé le déclin normal des anciens puits.

L'activité en matière de recherches pétrolières est également en plein essor car de nouvelles sociétés sont venues s'implanter au Gabon pour prospector les « rendus » des sociétés installées depuis de plus longue date.

La production de pétrole brut, en passant de 1,3 à 5,4 millions de tonnes de 1965 à 1970, a connu ces dernières années un accroissement rapide.

Elle est caractérisée par le fait que, originellement issue des gisements terrestres, elle a tendance de plus en plus à faire appel aux réserves de gisements « off shore ». L'incidence de ces derniers était de 15 % de la production totale en 1968, 27 % en 1969 et ne cessera de croître relativement. Par ailleurs, un autre fait marquant est l'apparition de producteurs nouveaux. Ce phénomène ne pourra qu'aller en progressant en raison de l'émulation motivée par les résultats obtenus par les premiers producteurs.

2. Les perspectives d'avenir

LES RESERVES

Le total des réserves récupérables actuellement reconnues se situe aux environs de 70 millions de tonnes. Comme nous pouvons le constater les réserves à vue augmentent au fil des ans, ceci en raison de l'effort constant de recherches réalisées par les sociétés titulaires des titres miniers, par leur nombre toujours croissant, et surtout par le perfectionnement des méthodes de forage en mer qui permettent de s'éloigner davantage des côtes.

LA PRODUCTION (en millions de F CFA)

Sociétés	1971	1972	1973	1974	1975
Elf — SPAFE	2 849	2 921	2 573	2 328	2 142
Association SPAFE-SHELL ..	2 390	2 070	1 938	1 714	1 536
Total	5 239	4 991	4 511	4 042	3 678

Le tableau ci-dessus donne les prévisions de production pour les cinq années à venir des champs pétrolifères actuellement en exploitation. Mais compte tenu des premiers résultats connus des recherches « off-shore » effectuées par la Société « Elf-Spafe », on peut sans grand risque d'erreur, estimer que la production globale approchera 6 millions de tonnes en 1971 et 1972 et 7 millions de tonnes à partir de 1973, année où le nouveau gisement sera en pleine exploitation.

3. Les investissements

Les investissements seront de deux sortes : les uns orientés vers le renforcement des moyens de production et les autres vers la recherche.

Investissements du secteur pétrolier	1971	1972	1973	1974	1975	Total
1 Production :						
SPAFE (1)	2 900	1 350	—	—	—	4 250
Association Shell-SPAFE	442	168	—	—	—	610
Shell	885	325	65	65	65	1 415
2 Recherche :						
Elf — SPAFE	950	1 325	1 050	950	950	5 225
Association SPAFE-SHELL	1 761	825	1 619	950	1 100	6 255
GULF (2)	230	230	230	230	230	1 150
Union CARBIDE (2)	100	100	100	100	100	500
TEXACO-Chevron (2) ..	96,5	96,5	96,5	96,5	96,5	483
OCEANIC (2)	150	150	150	150	150	750
ISRAEL (2)	50	50	50	50	50	250
Autres permis (3)	600	600	600	600	600	3 000
Total	8 164,5	5 229,5	3 960,5	3 191,5	3 341,5	23 888

(1) Il est difficile de chiffrer les investissements productifs à moyen terme car ils sont directement fonction des découvertes. Cependant, on peut estimer qu'au cours des années 1973-1975, ils seront au moins égaux à ceux de 1972.

(2) Il s'agit de minimum d'engagements financiers, au titre de la loi minière.

(3) Il s'agit d'estimations tenant compte des zones libérables au titre de la loi minière et d'un taux moyen d'engagements quinquennal au km² ces dernières années.

4. Les emplois et les salaires

Au cours des dernières années, la situation des emplois et salaires dans le pétrole a évolué de la façon suivante :

ANNEES	En millions de F CFA			
	Emplois		Salaires	
	Expatriés	Gabonais	Expatriés	Gabonais
1964 (1)	128	897	—	—
1965 (1)	135	914	592	408
1966 (1)	222	1 264	604	426
1967	255	1 118	1 224	554
1968	258	1 110	1 513	594
1969	260	1 102	1 525	589

(1) Chiffre ELF-SPAFE seulement.

b) Le gaz naturel

L'exploitation du pétrole entraîne une production notable de gaz naturel, dont seule une faible partie est actuellement utilisée par les producteurs eux-mêmes d'une part, par la raffinerie de Port-Gentil et par la Société d'Energie Electrique d'autre part. Une étude effectuée par des spécialistes de l'Institut Français du Pétrole à la demande du Gouvernement Gabonais a permis d'estimer les disponibilités actuelles.

(en millions de Nm³ par an)

Années	Production			Besoins locaux				Disponible
	Mandji	Anguille	Total	SPAFE	SER	SEEG	Total	
1968	365	120	485	5	2	16	23	462
1969	290	145	435	5	2	17	24	411
1970	235	115	350	5	2	18	25	325
1971	195	115	310	5	2	19	26	284
1972	170	100	270	5	2	20	27	243
1973	150	100	250	5	2	21	28	222
1974	115	100	235	5	2	21	28	207
1975	120	85	205	5	2	22	29	176
1976	100	85	185	5	2	22	29	156
1977	90	85	175	5	2	23	30	145

Il est évident que la transformation du gaz naturel produit pourrait être la source de revenus nouveaux importants. Le Gouvernement s'emploie activement à mettre en place, avec un groupe belge, une importante unité chimique qui, à partir du gaz local, fabriquera l'azote de l'urée et des engrais nitrates complexes.

c) Le manganèse

1. La situation actuelle

LA PRODUCTION

Au cours du 1er Plan, la COMILOG, dont les premières productions remontent à 1962, a atteint son régime de croisière.

Bien que les cours mondiaux du manganèse aient subi ces derniers temps des vicissitudes diverses, ses productions se sont d'abord maintenues et ont ensuite progressé. Ceci est dû en grande partie à la qualité exceptionnelle du minerai de Moanda, que sa haute teneur fait particulièrement rechercher.

Le tableau suivant donne l'évolution de cette production, et des valeurs d'exportation au cours des dernières années :

Années	Production de la Mine (en milliers de tonnes)				Chiffre d'affaires Valeur mercurelle (en millions de F) CFA
	Métallurgique		Bioxyde		
	A - 6×10 mm	B - 2×6 mm	A	B	
1962	203	—	—	—	6 840 7 538 6 753 6 947 7 125
1963	629	17,9	2,4	—	
1964	941,6	15,7	4,2	—	
1965	1 274,6	—	5,7	—	
1966	1 267,7	—	5,7	—	
1967	1 066,4	58,7	13,3	9,0	
1968	1 252,0	31,5	29,0	3,6	
1969	1 317,2	60,6	7,7	7,2	
1970	1 400,0	170,0	20,0	10,0	
(estima- tions)					

LES INVESTISSEMENTS

Le coût de la mise en exploitation a été particulièrement élevé et les immobilisations de la COMILOG s'élèvent au 31 décembre 1969 à 27,3 milliards de F CFA dont 13,9 milliards sont déjà amortis.

LES EMPLOIS

	Engagés locaux				Expatriés	Total
	Gabonais	Congolais	Autres Africains	Européens		
Direction Mine						
Manceuvre	434					434
Ouvrier spécialisé	261					261
Ouvrier qualifié ...	92	4				96
Ouvrier haut. qual.	48	3				51
Auxiliaires				25		25
Contractuels	24	2				26
Cadres	2			2	90	94
Total	861	9		27	90	987

Téléphérique						
Manceuvre	341	75				416
Ouvrier spécialisé	212	44				256
Ouvrier qualifié ...	99	18				117
Ouvrier haut. qual.	22	5				27
Auxiliaires				10		10
Contractuels	15	5	1			21
Cadres			1	1	52	54
Total	689	147	2	11	52	901

2. Les perspectives

LES RESERVES

Les réserves à vue des gisements de Moanda peuvent être évaluées au 31 décembre 1969 à 235 000 000 de tonnes de minerai tout venant correspondant à 140 000 000 de tonnes de minerai lavé.

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

La consommation de manganèse qui est à environ 95 % le fait de la sidérurgie, est très directement liée à la production de l'acier. Ces dernières années, la part du Gabon dans l'approvisionnement en manganèse des sidérurgies importatrices de l'hémisphère occidental est passé de 12 à 21 %. Cette progression a été réalisée par suite du recul de l'exploitation des gisements anciens. Il est généralement admis que la consommation d'acier augmentera de 5 % dans les années à venir. La part du Gabon ne saurait excéder 30 % dans les approvisionnements. Toutes ces considérations ont amené la COMILOG à admettre, à long terme, les prévisions de production suivantes :

Taux acier	1970	1980		1985	
	Part Gabon 22 %	25 %	30 %	25 %	30 %
4 %	Mt 1,6	Mt 2,5	Mt 3,0	Mt 2,9	Mt 3,5
5 %		2,7	3,3	3,3	4,0
Perspective la plus probable	1,6	2,9		3,4	

LA PRODUCTION

Les prévisions de productions pour la période 1971-1975 sont indiquées ci-dessous :

1971	1,8 millions de tonnes/an
1972	2 millions de tonnes/an
1973	2,2 millions de tonnes/an
1974	2,3 millions de tonnes/an
1975	2,3 millions de tonnes/an

LES EFFECTIFS

L'évolution des effectifs durant les dernières années est donnée dans le tableau ci-après :

ANNEES	EMPLOIS			SALAIRES en millions CFA	
	Expatriés	Gabonais	Expatriés Gabonais	Expatriés	Gabonais
1964	144	1 247	1/8,66	378	168
1965	159	1 521	1/9,55	378	168
1966	174	1 548	1/8,83	441	205
1967	173	1 512	1/8,73	469	227
1968	177	1 521	1/8,59	469	248
1969	163	1 537	1/9,42	584	267

Dans l'avenir les effectifs globaux se stabiliseront aux chiffres actuels.

Les travaux de parachèvement et de compléments d'installation en vue d'augmenter et d'améliorer la production arrivent à leur terme.

Le personnel libéré par la fin de ces travaux sera reconverti aux opérations d'exploitation proprement dites.

Par contre, le Plan d'africanisation de la Compagnie, élaboré et mis en application depuis l'année 1969, conduira à une réduction du personnel expatrié, et entraînera corrélativement un accroissement du personnel d'encadrement local.

Compte tenu de cette stabilisation des effectifs, les masses salariales varieront uniquement en fonction des révisions des grilles de salaire de la Convention Collective des Mines.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements que réalisera la COMILOG se répartissent sur les installations situées au Gabon et sur celles du Congo, comme suit :

	GABON	CONGO	TOTAL
Direction	500	—	500
Mine	1 000	—	1 000
Téléphérique	400	—	400
Chemin de fer	—	1 200	1 200
Port	—	100	100
Investissements sociaux ..	275	225	500
Total*	2 175	1 525	3 700

Selon le calendrier suivant :

1971	900 m CFA
1972	800 m CFA
1973	800 m CFA
1974	600 m CFA
1975	600 m CFA

d) Uranium

1. La situation actuelle

La production de concentrés uranifères est stabilisée depuis quelques années en raison de l'absence de marché officiel de cette substance. Par ailleurs les réserves de minerai mises en évidence par la COMUF étaient à l'origine très réduites. Les ventes annuelles se sont donc limitées à 400 tonnes de métal contenu.

Des travaux récents ont mis en évidence des extensions du gisement initial et des possibilités de réserves nouvelles. Enfin, des prévisions à longue échéance font espérer une évolution favorable des débouchés.

Il n'en demeure pas moins que cette exploitation rencontre des difficultés pour la plupart à caractère économique, le manque d'élasticité et l'étroitesse du marché de l'uranium ayant, à court terme, peu de chances d'être améliorés. D'autre part, pour des raisons techniques d'exploitation la marge bénéficiaire se situe dans une fourchette qui tend à se resserrer.

LA PRODUCTION

La production est en légère régression. La chute enregistrée au cours de l'année 1970, est accidentelle et non significative. Au demeurant, la tendance est plutôt à la stagnation.

Les investissements réalisés par la COMUF sont consignés dans le tableau ci-dessous :

(Millions de F CFA)	1965	1966	1967	1968	1969	1970	Total
Recherches	98,5	131,2	196,5	161,6	224	310,8	1 122,6
Immobilisations productives ...	237,5	120,6	117,3	155,6	237,8	317,9	1 176,7
Social	16,5	12,7	49,2	51,9	51,5	124,3	306,1
Total	352,5	264,5	363,0	369,1	513,3	753,0	2 605,4

Les emplois et salaires :

ANNEES	EMPLOIS			SALAIRES (Millions CFA)		
	Expatriés	Gabonais	Expatriés Gabonais	Expatriés	Gabonais	% de salaires gabonais par rapport au total
1964	93	612	1/6,58	—	—	—
1965	93	756	1/8,13	251	103	29,1
1966	91	844	1/9,71	322	134	29,4
1967	93	912	1/9,80	358	168	29,4
1968	108	969	1/8,97	423	180	29,8
1969	119	864	1/7,26	429	217	33,5

2. Les perspectives

LES RESERVES

Grâce à la découverte récente de deux nouveaux gisements, dont l'un exploitable en découverte, les réserves sont actuellement estimées à 20 ans de production à la cadence actuelle.

- Le gisement de MIKOULONGOU : 5 000 tonnes d'uranium métal, mais avec des coûts d'exploitation onéreux.
- Gisement souterrain nouveau de BOYINDZI : 3 000 tonnes.
- Gisement nouveau d'OKLO : 5 000 tonnes en découverte.

Sur l'ensemble de ces réserves, 4 000 tonnes ont déjà été exploitées.

LES INVESTISSEMENTS

COMUF envisage d'investir pendant la prochaine période quinquennale :

(millions CFA)

	1971	1972	1973	1974	1975	Total
Recherches	200	200	200	230	230	1 060
Matériel	200	200	200	200	200	1 000
Social	100	100	50	50	50	350
Total	500	500	450	480	480	2 410

LA CONJONCTURE

Les pronostics optimistes sur le développement mondial de l'énergie nucléaire n'ont pas été confirmés, pour diverses raisons. Les prévisions de vente à court terme ne sont pas, d'autre part, favorables, eu égard à l'existence de stocks importants. L'équilibre entre production et besoins pourrait être atteint vers 1977 ou 1978. L'industrie de l'uranium est donc confrontée avec le dilemme d'une surproduction à court terme, suivie d'un besoin de gros investissements nécessaires à la satisfaction de la demande à long terme.

PRODUCTION

Pendant la période 1971-1975, il est peu vraisemblable que les ventes globales annuelles puissent dépasser 400 à 450 tonnes d'uranium-métal.

RECHERCHES

Ce sont surtout des sondages qui seront effectués pour réaliser l'inventaire des possibilités de cette concession et déterminer les emplacements les plus favorables à la création éventuelle de nouvelles installations.

On prévoit d'exécuter environ 100 000 mètres de sondages au cours de la période 1971-1975.

EXPLOITATION MINIERE

Le minerai extrait pendant les 5 ans à venir proviendra principalement du gisement d'OKLO et de la nouvelle carrière de MOUNANA. La découverte et l'enlèvement de stériles seront effectués à la cadence d'environ 1 million de m³ chaque année, ce qui correspond en gros à enlever 26 tonnes de stériles pour extraire 1 tonne de minerai contenant elle-même environ 4 kg de métal.

L'importance de ces travaux a déjà nécessité l'achat de tracteurs, pelles et dumpers en 1970, d'autres investissements au moins aussi importants devront être réalisés au cours des 5 ans.

Un autre gisement devra être préparé pendant cette période. Ce sera vraisemblablement un gisement à exploiter par puits et galeries : BOYINDZI ou la partie inférieure d'OKLO, actuellement en cours de reconnaissance. On peut indiquer que deux puits au moins devront être foncés à une profondeur de plus de 200 mètres.

USINE

Grâce aux travaux qui viennent d'être effectués, l'usine de traitement et son annexe de fabrication d'acide sulfurique ont maintenant une capacité qui permet d'augmenter très rapidement la production d'au moins 25 %. Compte tenu de la situation du marché, leur agrandissement ou la construction d'installations nouvelles ne paraît pas devoir se réaliser au cours de la période 1971-1975, mais toutes les études et les projets seront effectués afin de pouvoir s'adapter à la croissance de la demande dès que celle-ci se produira.

e) L'OR

La responsabilité des exploitations aurifères est assurée par la société d'Etat SOGAREM. La production d'or se maintient difficilement aux alentours de 500 kg/an en raison de l'épuisement normal des gisements en particulier ceux d'Etéké et de Lastourville. Le souci majeur de la SOGAREM est la recherche de nouveaux gisements exploitables. Il y a peu d'espoir cependant de voir la situation s'améliorer dans un proche avenir en raison des moyens financiers dont dispose cette société. Une étude plus générale entreprise avec la collaboration des Nations-Unies va démarrer incessamment et sur laquelle nous reviendrons plus loin.

3 - LES OBJECTIFS ET LES ORIENTATIONS GENERALES

PERSPECTIVES DE PRODUCTION

S'il appartient au Gouvernement de créer le climat favorable grâce auquel les sociétés privées n'hésiteront pas à financer les très gros investissements nécessaires à l'exploitation minière, il est par contre certain que ce sont d'autres facteurs, tels la richesse des réserves existantes et plus encore les fluctuations des cours mondiaux qui déterminent la rentabilité de l'exploitation et le niveau de la production. Ces éléments échappent à l'action du Gouvernement.

Le niveau de la production attendue pendant la période 1971-1975 a été précisé pour chacun des principaux minerais gabonais. Aussi se bornera-t-on à indiquer dans le tableau d'ensemble ci-dessous, la production annuelle prévisible pour chacun des produits.

LES PERSPECTIVES DE LA PRODUCTION MINIERE (1971-1975) (En millions CFA)

Valeur en millions de F 1970	1971	1972	1973	1974	1975
Pétrole Brut					
— Quantité (1 000 tonnes)	5 800	6 000	7 000	7 000	7 000
— Valeur F.O.B.	20 570	21 280	24 830	24 830	24 830
Gaz					
— Quantité (10 ⁶ Nm ³)	310	270	250	235	205
— Valeur F.O.B.	620	540	500	470	410
Manganèse					
— Quantité (1 000 tonnes)	1 800	2 000	2 200	2 300	2 300
— Valeur F.O.B.	9 720	10 800	11 800	12 420	12 420
Uranium					
— Quantité (en tonnes)	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400
— Valeur F.O.B.	2 086	2 086	2 086	2 086	2 086
Or					
— Quantité (en kilogs)	500	500	500	500	500
— Valeur F.O.B.	125	125	125	125	125
Total valeurs	33 121	34 831	39 341	39 931	39 871

Pour le pétrole brut, compte tenu des variations de prix intervenues au cours de l'année 1970, les estimations de valeur ont été faites en prenant pour prix de référence, le prix moyen pratiqué dans l'année.

Le Gouvernement Gabonais ne peut guère avoir d'influence sur les marchés internationaux des matières premières, mais il lui appartient par contre :

- A — De ménager l'avenir en poursuivant un programme systématique de prospection;
- B — De favoriser une plus grande intégration du secteur minier à la vie économique du Gabon.

a) Préparation de l'avenir : la recherche minière

Le Gabon est un pays où il devrait être inutile de plaider en faveur de la recherche minière. Les résultats obtenus jusqu'ici sont éloquentes. Certains penseront que ce type de recherche est long et coûteux. Il est certain que le coût de la recherche est très élevé car elle se déroule dans des conditions naturelles des plus difficiles.

Pourtant si le Gabon peut se flatter aujourd'hui de tenir un bon rang parmi les producteurs mondiaux d'uranium, de manganèse, et dans une moindre mesure, le pétrole, c'est aux sommes très importantes investies dans la recherche minière qu'il le doit.

Il importe que l'effort entrepris soit continué et si les sociétés privées qui exploitent le pétrole, l'uranium ou le manganèse, ont leur propre programme de recherches, l'Etat ne peut cependant se décharger entièrement de cette tâche sur elles.

Le Ministre chargé des Mines a, dans cette perspective, arrêté un programme de recherches géologiques et minières couvrant la période du 2^e Plan quinquennal.

Ce programme comprend notamment :

1. Projet commun GABON-FONDS SPECIAL DES NATIONS-UNIES

Le projet comporte la prospection détaillée de deux zones (d'une superficie totale de 71 000 km²) dont le contexte géologique est à priori favorable à la présence de minéralisation.

La zone I (66 000 km²) est, grosso-modo, limitée :

- Vers le Nord et le Sud par les parallèles 0°15' Nord et 2° Sud ;
- Latéralement par les méridiens 11° et 14° Est.

La zone II - (5 000 km²).

Elle est comprise entre les méridiens 12°43' Est et 13°21' Est et les premier et deuxième parallèles Nord.

Les travaux qui seront effectués sur ces zones constitueront en :

- Photogéologie ;
- Géophysique aéroportée par les méthodes magnétiques et radio-métriques ;
- Géophysique au sol sur les anomalies détectées par la campagne aéroportée précédente ;
- Géochimie ;
- Sondages de 200 à 500 mètres de profondeur, pour un total de 4 à 5 000 mètres forés.

La participation du Fonds Spécial des Nations-Unies s'élève à 158 millions de F CFA et la contrepartie du GABON à 102 millions de F.

2. Création d'un service géologique opérationnel

L'élaboration de la carte géologique et la prospection minière du territoire du Gabon ont été assurées par la Direction des Mines et de la Géologie de l'A.E.F. jusqu'en 1959, puis à partir de cette date, par l'Institut Equatorial de Recherches Géologiques et Minières, organisme commun aux quatre Etats de l'Afrique Equatoriale.

L'Institut Equatorial a été dissous le 31 décembre 1961 et depuis cette date, le Gabon doit exécuter par ses propres moyens les tâches relatives à la géologie et à la recherche minière. La carence des moyens matériels n'a pas permis à la Direction des Mines de mettre en place un service géologique capable de poursuivre valablement l'œuvre commencée par les organismes précités.

Le présent projet vise à pallier cette lacune.

Le Décret du 3 septembre 1965 a créé une division Géologique et Minéralogique, à laquelle sont dévolues les attributions d'un service géologique national, mais ses structures administratives et techniques sont encore embryonnaires. En matière d'effectifs notamment, ce service dispose :

- d'un expert géologique minier des Nations-Unies dont l'objectif essentiel est de réaliser une synthèse des recherches minières effectuées à ce jour, et d'ébaucher les grandes lignes d'un « plan minéral » ;
- d'un géologue de l'Assistance Technique Française.

Sur le plan matériel, en 1967, la Direction des Mines a pu obtenir l'inscription d'un crédit de 33 millions de F CFA au Budget de Développement, qui permet de réaliser en 1968 un ensemble de nouveaux bâtiments sis en contrebas du boulevard Léon MBA. Cet ensemble comprend : bureaux, salles d'archives et de collections, magasins, ateliers, laboratoires de physicochimie et minéralogie et garage. La surface bâtie est de 723 m².

L'absence ou l'insuffisance de son équipement en matériel de travail sur le terrain ou de laboratoire a fait que sans qu'une option fondamentale ait été définie, le Service Géologique s'est vu réduit à un travail de documentation, de synthèse et d'information.

Les investissements nécessaires peuvent être chiffrés ainsi que suit :

a - Extension des installations actuelles	95
b - Equipements techniques	25
c - Matériel de terrain	40

millions CFA 160

3. Plan minéral

A l'heure actuelle, il apparaît nécessaire de faire le point de toutes les connaissances acquises en géologie et sur les possibilités du sous-sol gabonais. Ce travail constituera le Plan minéral qui fixera les orientations à donner à la recherche minière, et établira un fichier de tous les indices minéraux connus.

Il comprendra une phase de documentation pendant laquelle seront rassemblés et synthétisés les résultats des travaux géologiques, miniers et de prospection, une phase de réflexion et de discussion. Les conclusions présenteront un choix de sujets à traiter. Ce document sera mis à la disposition des sociétés désireuses d'entreprendre des recherches minières au Gabon.

Il sera rétabli, avec le concours du Bureau de Recherches Géologiques et Minières sous la Direction d'un expert géologue de cet organisme. Son coût est estimé à 9 millions CFA. Son financement sera assuré par le Budget de Développement.

4. Etude géologique d'indice

Ce projet est le prolongement logique du précédent. Chaque indice recensé devant faire l'objet d'une étude particulière approfondie sur le terrain.

Il serait souhaitable, à cet effet, de demander au Fonds d'Aide et de Coopération une dotation annuelle de l'ordre de 40 millions de F CFA. Les travaux seraient confiés au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (B.R.G.M.).

5. SOGAREM

La SOGAREM traverse actuellement une période délicate. Depuis deux ans, la production d'or a baissé très nettement par suite de l'épuisement des gisements. Compe tenu des frais qu'elle supporte sa situation financière est devenue difficile.

Il semble possible de l'assainir de la façon suivante :

- a) En lui donnant les moyens de s'affranchir des prêts bancaires pour l'achat de l'or. Il conviendrait de lui accorder un fonds d'achats que l'on peut estimer actuellement à 15 millions de F CFA.
- b) En augmentant ses activités d'exploitation.

Des études menées ces deux dernières années ont montré la possibilité d'exploiter deux flats d'une certaine importance dans la région d'Etéké. Il s'agit du flat de la MIGOTO qui contiendrait 145 kg d'or dans 150 000 m³ de tout venant et celui de MASSIMA plus étendu qui pourrait produire 693 kg d'or en traitant 621 000 m³.

Le projet d'exploitation basé sur l'utilisation d'un matériel déjà amorti que possède la SOGAREM et sur la situation privilégiée du flat de MIGOTO situé près d'une route montre une rentabilité très intéressante pour un investissement initial de 3 millions de F CFA.

En ce qui concerne MASSIMA l'investissement serait plus élevé. Le matériel et la préparation de l'exploitation nécessiteraient les dépenses suivantes :

— Matériel d'exploitation :

- Une dragline	16 millions
- Installation de traitement	3 millions
- Véhicule	1 million
— Construction d'une piste d'accès au flat	30 millions
— Habitations légères	1 million
— Une reconnaissance de contrôle de la teneur moyenne ..	6 millions
	57 millions

Les travaux dureraient 3 ans et demi et le bénéfice net après amortissement avoisinerait 30 millions.

b) Favoriser l'intégration du secteur minier à l'économie Gabonaise

Le brillant développement de la production minière a renforcé le trait dominant de l'économie gabonaise : la juxtaposition de deux secteurs absolument distincts :

- un secteur traditionnel en dehors des circuits monétaires ;
- un secteur moderne totalement orienté vers l'extérieur.

Comme l'agriculture ou l'exploitation forestière, l'activité minière s'apparente à l'économie de cueillette. Au sortir du pays, le minerai de manganèse reste encore minerai, et si l'on n'y prend garde, les minerais de fer et de plomb seront aussi exportés tels quels. Par ailleurs, l'absence d'industries locales, l'absence aussi d'une paysannerie font que les sociétés minières importent la totalité des produits industriels qui leur sont nécessaires et que les salariés qu'elles emploient consacrent la plus grande partie de leurs revenus à l'achat de produits de consommation également importés.

L'effort à entreprendre a pour but d'atténuer ces aspects négatifs. Pour cela il faut :

1. Qu'une part plus grande des matières premières minérales produites au Gabon subissent dans ce pays une première transformation.

L'usine d'enrichissement de la C.O.M.U.F. prouve que même lorsqu'il s'agit d'une technique poussée, l'expérience peut être tentée avec succès. Aujourd'hui, l'uranium est enrichi sur place, le pétrole brut de Port-Gentil alimente une raffinerie, bientôt le calcaire de Coniquot permettra la fabrication de ciment gabonais. Enfin un projet est à l'étude pour l'installation d'une usine de piles électriques qui utilisera le bioxyde de manganèse de Moanda.

2. Que la formation professionnelle des Gabonais soit activement menée, afin qu'un nombre plus grands d'ouvriers hautement qualifiés, de cadres moyens et de techniciens soient gabonais. Cette évolution est souhaitée par les entreprises qui voient leurs frais d'exploitation lourdement grévés par les charges consécutives à l'emploi de personnel expatrié.

4 - MOYENS FINANCIERS ET ADMINISTRATIFS

a) Moyens financiers

Les investissements prévus pendant la durée du Plan sont ventilés dans le tableau ci-après. Ils seront le fait avant tout des entreprises privées. Le secteur pétrolier vient très largement en tête avec 5 000 millions d'investissements par an. Les fonds publics consacrés à la recherche géologique et minière pendant la durée du 2e Plan quinquennal s'élèvent à 709 millions de F CFA.

Sources de financement des investissements miniers 1971-1975 (en millions de F CFA)	Fonds publics						Fonds privés						Total général
	71	72	73	74	75	Total	71	72	73	74	75	Total	
Sociétés pétrolières							8 140	5 230	3 960	3 192	3 342	23 883	
Comilog							620	500	500	430	125	2 175	
Comuf							500	500	450	480	480	2 410	
Recherches minières													
Projet P.N.U.D.	99	66	40	40	15	260							
Création service	45	50	40	20	5	160							
Plan minéral	9	—	—	—	—	9							
Etudes	40	50	50	50	50	240							
Sogarem	27	34	19	—	—	80							
	220	200	149	110	70	749	9 284	6 230	4 910	4 102	3 947	28 473	29 222

b) Moyens législatifs et administratifs

Le contrôle de l'activité minière au Gabon est du ressort de la Direction des Mines. La création d'un service géologique opérationnel, au cours du 2^e Plan, viendra renforcer les moyens dont dispose l'Administration.

C — L'ENERGIE ET LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

En premier lieu, il convient de noter que sont incluses dans ce chapitre les ressources hydrauliques car l'eau est étroitement associée à l'électricité dans les opérations de distribution dont la Société d'Energie et d'Eau du Gabon (S.E.E.G.) a le monopole.

I — Situation actuelle

A - ENERGIE ELECTRIQUE

1. La consommation

- REGION DE LIBREVILLE ET DE L'ESTUAIRE

Le tableau ci-après indique d'une part les productions et d'autre part l'évolution des ventes depuis 1965 à Libreville (en millions de kWh).

Cette évolution se caractérise :

- par le taux de croissance élevé de la production qui double tous les cinq ans;
- le pourcentage élevé des ventes basse-tension par rapport à l'ensemble;
- la croissance régulière de l'utilisation en liaison avec un taux de croissance modéré du nombre d'abonnés;
- enfin un taux de croissance relativement élevé de la puissance de pointe (doublement en cinq ans).

**TABLEAU DES PRODUCTIONS ET CONSOMMATIONS
DE LA REGION DE LIBREVILLE DE 1965 à 1970**
(en millions de Kwh)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970
I. — Production						
Libreville	18,9	23,2	25,3	30,2	37,0	46,8
N'Toum	—	—	1,1	1,7	1,8	2,1
	18,9	23,2	26,4	31,9	38,8	48,9
II. — Ventes						
Totales	15,2	18,9	21,6	26,1	32,1	41,4
B.T.	11,5	14,2	17,5	20,3	24,0	30,3
H.T.	3,7	4,7	4,1	5,8	8,1	11,1
Pointes maximum						
(Kw)	3 600	4 450	4 800	5 680	7 400	8 000
Abonnés	4 123	4 596	5 016	5 416	5 881	6 400

En 1969 les ventes se sont ventilées de la façon suivante :

a) Ventes basse tension :	24 millions de kWh
— Eclairage et usages domestiques	9,8 millions de kWh
— Climatisation	12,3 millions de kWh
— Eclairage public	0,5 million de kWh
	<u>22,6 millions de kWh</u>
Force motrice :	1,4 million de kWh
	<u>24,0 millions de kWh</u>
b) Ventes haute tension :	8,1 millions de kWh
— Privé et Administrations	7,5 millions de kWh
— Forage et pompage (S.E.E.G.)	0,6 million de kWh
	<u>8,1 millions de kWh</u>

- REGION DE PORT-GENTIL

Le tableau suivant indique l'évolution depuis 1965 de la production d'énergie électrique à Port-Gentil :

	1965	1966	1967	1968	1969	1970*
Production	22,1	25,0	29,3	42,3	45,0	49,8
Ventes	18,1	20,3	24,2	36,2	38,4	46,5
Basse tension	6,0	7,2	8,3	9,2	9,9	13,2
Haute tension	12,1	13,1	15,9	27,0	28,5	33,3
Pointes maxima (Kw)	4 050	4 960	6 200	6 950	7 300	—
Abonnés (BT + HT)	1 547	1 630	1 802	1 809	1 867	2 100

*-Estimation

En 1969 les ventes se sont ventilées de la façon suivante :

a) Ventes basse tension :	9,9 millions de kWh
— Eclairages et usages domestiques	9,3 millions de kWh
— Eclairage public	0,3 million de kWh
— Force motrice	0,3 million de kWh
	<u>9,9 millions de kWh</u>
b) Ventes haute tension :	28,5 millions de kWh
— S.G.C.F.G.	7,9 millions de kWh
— S.E.R.	12,4 millions de kWh
— S.P.A.F.E.	5,8 millions de kWh
— Haute tension (particuliers)	1,5 million de kWh
— Station de pompage (S.E.E.G.)	0,9 million de kWh
	<u>28,5 millions de kWh</u>

- RESTE DU GABON

- Centres de l'intérieur

Plusieurs centres de l'intérieur sont électrifiés mais leur consommation reste faible. Les déficits d'exploitation de ces centres sont couverts par les bénéfices réalisés dans les villes importantes, par le truchement d'un fonds de péréquation des tarifs créé en 1963.

Le tableau de la page suivante indique les productions réalisées dans les divers centres depuis l'origine.

- Les centrales des compagnies minières

En dehors des centrales de la Comilog et de la Shell, dont les productions sont citées dans le tableau ci-après parce que fournissant également de l'énergie aux utilisateurs privés, il existe aussi une centrale à Mounana exploitée par la COMUF pour ses besoins propres. La consommation du centre a été de 1,1 million de kWh en 1970.

LES CENTRES RURAUX (en 1 000 Kwh) - PRODUCTION

Centres	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	Prévisions 1970
LAMBARÉNÉ	-	244	339	338	365	326	300	311	364	365
MOANDA*	-	-	11	32	107	153	199	228	291	340
OYEM	-	-	-	83	157	189	231	321	389	420
BITAM	-	-	-	27	104	121	123	136	136	145
MOUILA	-	-	-	58	167	214	250	288	332	380
FRANCEVILLE	-	-	-	-	-	-	72	146	197	280
MAKOKOU	-	-	-	-	-	-	-	51	121	140
GAMBA**	-	-	-	-	-	-	-	-	25	50
NTOUN	-	-	-	-	-	-	-	-	4	15
TCHIBANGA	-	-	-	-	-	-	-	-	4	45
KOULAMOUTOU	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

* Energie produite par la Comilog.

** Energie produite par la SHELL.

2. La distribution et la production

- LA DISTRIBUTION

Depuis 1964, l'exclusivité de la production et de la distribution de l'électricité et de l'eau dans les centres urbains de la République Gabonaise a été confiée à la S.E.E.G.

Le capital social de cette société a été porté en 1969 de 400 à 550 millions de F CFA, par souscription de 15 000 actions nouvelles de 10 000 F CFA de valeur nominale réparties comme suit :

— République Gabonaise	9 338
— SPAFE	600
— B.G.D.	1 300
— U.G.B.	200
— B.N.P.	200
— COFITA	37
— C.M.C.R.	37
— S.E.R.	3 025
— B.I.A.O.	263

- MOYENS DE PRODUCTION

- A Libreville

- 1 groupe SULZER de 900 kVA installé en 1960 ;
- 3 groupes PAXMAN de 1 200 kVA installés en 1961 et 1963 ;
- 6 groupes AGO de 1 275 kVA installés de 1965 à 1970 ;

La centrale de Libreville dispose actuellement d'une puissance installée de 15 750 kVA et d'une puissance garantie de 12 000 kVA soit de près de 10 000 kW.

- A Port-Gentil

Ancienne centrale :

- 3 groupes turbo-alternateurs de 2 500 kVA ;
- 1 groupe AGO-gaz de 1 875 kVA installé en 1967 ;
- 2 groupes Diesel AGO de 1 875 kVA qui seront envoyés à Libreville en 1971 installés en 1975 et 1976.

Nouvelle centrale :

- 1 groupe TWIN AGO-gaz de 3 750 kVA installé en 1969 ;
- 1 groupe TWIN identique installé en 1970.

Port-Gentil dispose actuellement d'une puissance installée de 20 625 kVA et d'une puissance garantie de 14 375 kVA soit environ 11 500 kW.

- Dans les centres de l'intérieur

Lambaréné :

- 1 groupe MAN de 200 kVA ;
- 1 groupe POYAUD de 170 kVA ;
- 1 groupe WINTERTHUR de 135 kVA ;
- 1 groupe WINTERTHUR de 85 kVA.

Oyem :

- 1 groupe OSSBERGER de 210 kVA (hydraulique) ;
- 3 groupes Diesel BAUDOUIN de 90 kVA.

Bitam :

- 1 groupe POYAUD de 70 kVA ;
- 2 groupes POYAUD de 50 kVA.

Mouila :

- 2 groupes POYAUD de 150 kVA ;
- 1 groupe POYAUD de 70 kVA.

Francéville :

- 1 groupe POYAUD de 125 kVA ;
- 1 groupe POYAUD de 70 kVA ;
- 1 groupe POYAUD de 50 kVA.

Makokou :

- 1 groupe POYAUD de 140 kVA ;
- 1 groupe POYAUD de 70 kVA ;
- 1 groupe POYAUD de 50 kVA.

N'Toum :

- Alimentation par la centrale de la Station de pompage équipée de 3 groupes SULZER de 450 kVA.

Tchibanga :

- 2 groupes POYAUD de 70 kVA ;
- 1 groupe POYAUD de 50 kVA.

Koulamoutou :

- 2 groupes POYAUD de 70 kVA ;
- 1 groupe POYAUD de 50 kVA.

Mounana - (COMUF) :
— 2 groupes de 875 kVA;
— 4 groupes de 625 kVA.
Moanda (COMILOG) :
— 5 groupes de 750 kVA.

3. Perspectives de l'accroissement de la consommation

- LIBREVILLE

Le tableau ci-après fait apparaître les prévisions de l'évolution de la puissance de pointe et des consommations dans cette localité :

	1971	1972	1973	1974	1975
Consommations GWh	56,3	66,7	82,4	88,5	93,7
Puissance de pointe MW	11,1	14,6	15,8	17,0	18,0

- PORT-GENTIL

La situation est stagnante et l'évolution actuelle faible (7 % en moyenne sur 3 ans).

Le projet le plus important serait l'alimentation possible en énergie de la SOGACHIM, ce qui impliquerait l'installation de groupes plus puissants dans une extension de la nouvelle centrale.

- CENTRES DE L'INTERIEUR

Au cours du II^e Plan seront réalisées les nouvelles électrifications suivantes :

1971 : Ndjolé, Ndendé, Lastourville, Fougamou;
1972 : Mitzié;
1973 : Okanda;
1974 : Lébamba;
1975 : Mbigou.

B - AUTRES SOURCES D'ENERGIE

Ces sources jouent un rôle secondaire au Gabon (pétrole et gaz). Leurs perspectives de production et de consommation sont reprises par ailleurs, dans le secteur « Mines ».

II — Potentiels et objectifs

A - POTENTIELS

Pour faire face à l'augmentation rapide des besoins énergétiques résultant en grande partie de la réalisation de projets industriels, l'usine de cellulose notamment, le Gabon dispose d'atouts extrêmement favorables : sites hydroélectriques importants et réserves de gaz inutilisées pour l'instant. L'exploitation judicieuse de ces ressources devrait permettre de fournir de l'énergie à bon marché aux industriels, ce qui constitue une incitation à investir non négligeable.

En ce qui concerne les sites hydroélectriques, la construction du barrage de Kingué, qui sera achevé en cours du Plan sera un premier pas dans cette voie. Il faudra cependant prévoir, pour la mise en route de la cellulose l'aménagement des biefs amont tel celui de Tchimbélé.

Les ressources en gaz naturel utilisées actuellement par la seule centrale de Port-Gentil trouveront leur valorisation maximale avec la création de l'usine d'ammoniac et d'urée de la SOGACHIM.

B - OBJECTIFS

Les objectifs du Gouvernement en ce qui concerne l'énergie demeurent inchangés par rapport à ceux du Plan précédent. Ils sont de deux ordres :

1. **Abaissier le coût de l'énergie** car c'est la condition « *sine qua non* » d'un développement industriel rationnel permettant de transformer sur place les richesses naturelles du pays. Le prix de l'énergie est actuellement beaucoup trop élevé, compte tenu des ressources potentielles dont dispose le Gabon. Les moyens d'y porter remède sont :

- l'accroissement de la consommation ;
- l'étude pour la reconnaissance plus approfondie des sites hydroélectriques.

2. **Développer la consommation d'électricité dans les centres de l'intérieur**

Grâce au fonds de péréquation des tarifs d'électricité les déficits d'exploitation des centres de l'intérieur peuvent en partie être résorbés, et le Gouvernement peut poursuivre sa politique d'électrification des régions, politique qui contribue fortement à la fixation des populations. Elle permet également aux habitants des centres ruraux de se sentir moins défavorisés par rapport à leurs concitoyens des villes.

III — Les projets et leurs effets

Le tableau ci-après chiffre à 11.948 millions de F CFA les investissements dans le secteur énergie pendant le IIe Plan dont :

- 1 656 sur budget gabonais ;
- 10.292 sur aide extérieure.

A - LES PROJETS PRINCIPAUX

1. Le barrage de Kingué

C'est le projet le plus important, mais sa construction ayant débuté à la fin du 1er Plan, son incidence sur le IIe est limitée. Néanmoins, il est à noter un net dépassement du coût de réalisation (qui sera de 5 120 millions) par rapport aux premières estimations qui étaient de 3 milliards de F CFA. La première tranche de la Centrale électrique qui sera mise en service en 1972, permettra de disposer à Libreville d'une puissance suffisante jusqu'en 1975.

2. Autres projets

a) RENFORCEMENT DES CENTRALES DE LIBREVILLE ET PORT-GENTIL

Avant la mise en service de Kingué, deux autres groupes AGO de 1875 kVA en provenance de Port-Gentil seront installés en 1971 à Libreville et en 1972, il sera mis en service deux groupes de 12 000 kVA.

A Port-Gentil un nouveau groupe TWIN-AGO à gaz, de 3 750 kVA sera installé en 1971 dans la nouvelle centrale.

b) ELECTRIFICATION DES CENTRES DE L'INTERIEUR

Environ 400 millions seraient consacrés jusqu'en 1975 à l'électrification des centres de l'intérieur. La plus grande partie des centres sera alors couverte.

3. Les effets

L'effet principal à prévoir, à la suite de la mise en route de Kingué est un abaissement spectaculaire du prix de vente de l'énergie. Ces prix sont actuellement les suivants à Libreville :

TARIFICATIONS

Eclairage et usages domestiques	le kWh
Dégressif 3 tranches :	
1re tranche : de 0 à 40 heures d'utilisation mensuelle de la puissance souscrite	40,10
Taxe municipale en sus : 3 F CFA par kWh consommé	
2e tranche : de 40 à 130 heures d'utilisation mensuelle de la puissance souscrite	37,10
3e tranche : au-delà de 130 heures d'utilisation mensuelle de la puissance souscrite	26,20
Cuisine	
Tranche unique	35,30
Autres usages que l'éclairage, les usages domestiques et la cuisine	
Tranche unique	26,70
Taxe municipale en sus : 3 F CFA par kWh consommé	
Usages industriels (abonnés alimentés par un branchement haute tension)	
En dehors des heures de pointe : tranche unique	19,40
Taxe municipale en sus : 2 F CFA par kWh consommé.	
Pendant les heures de pointe : tranche unique	29,10
Taxe municipale en sus : 2 F CFA par kWh consommé	
Climatiseurs : 2 options possibles	
E2 - Climatiseurs raccordés sur circuit éclairage et usages domestiques - dégressif	
1re tranche : de 0 à 40 heures d'utilisation mensuelle de la puissance souscrite	40,10
Taxe municipale en sus : 3 F CFA par kWh consommé	
2e tranche : de 40 à 130 heures d'utilisation mensuelle de la puissance souscrite	37,10
3e tranche : au-delà de 130 heures d'utilisation mensuelle de la puissance souscrite	21,70
E9 - Climatiseurs raccordés sur circuit séparé	
Tranche unique	21,70
E6 - Eclairage public	
1re tranche : les 2 000 premiers kWh mensuels	37,60
2e tranche : les 2 400 kWh suivants	36,60
3e tranche : les 3 600 kWh suivants	25,70
4e tranche : le supplément consommé mensuellement	21,70

La mise en route du barrage de Kinguéle permettra d'abaisser le tarif de l'électricité à usage industriel à un prix qui en première analyse serait de 4 F CFA le kWh. Le prix est encore trop élevé pour fournir une incitation réelle à investir aux industries grosses consommatrices d'énergie.

TABEAU RECAPITULATIF : LES INVESTISSEMENTS DES SECTEURS EAU ET ENERGIE

Projets (en millions de F CFA)	Budget de Développement						Autres sources de financement						Total général
	71	72	73	74	75	Total	71	72	73	74	75	Total	
I - ENERGIE													
1. Barrage de Kinguéle	300	250	-	-	-	550	400	550	-	-	-	950	1 500
Pont amont	30	30	30	-	-	90	-	-	-	-	-	-	-
2. Ouvrages d'interconnexion	-	-	-	-	-	-	60	60	-	-	-	120	120
3. Libreville :													
Extension centrale	-	-	-	-	-	-	65	55	-	-	-	120	120
Réseau urbain 20 kV	-	-	-	-	-	-	10	10	20	20	20	80	80
Réseau aérien 20 kV	-	-	-	-	-	-	-	20	-	-	-	20	20
Ligne 90 kV (ville Nord)	-	-	-	-	-	-	-	125	-	-	-	125	125
Electrification quartiers	-	-	-	-	-	-	25	25	25	25	25	125	125
Renforcements	-	-	-	-	-	-	10	10	10	10	10	50	50
Réseau éclairage public	-	-	-	-	-	-	65	-	-	-	-	65	65
Bâtiments publics (Présidence, etc.)	-	-	-	-	-	-	294	290	-	50	-	634	634
Opérations financées par tiers	-	-	-	-	-	-	100	100	100	100	124	524	524
4. Port-Gentil :													
Extension centrale	-	-	-	-	-	-	50	50	50	50	50	250	250
Réseau urbain 20 kV	-	-	-	-	-	-	-	-	20	20	25	65	65
Hôtel hôtes de marque	3	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	3
Opérations financées par tiers	-	-	-	-	-	-	16	16	16	16	16	80	80
5. Centres ruraux, progr. électrific.	-	-	-	-	-	-	75	75	75	75	100	400	400
Opérations financées par tiers	-	-	-	-	-	-	24	24	24	24	24	120	120
6. Ligne Kinguéle-MBEL (Cellulose)	100	100	100	100	100	500	-	-	-	-	-	-	500
7. Etudes chutes - Impératrice	60	40	30	-	-	130	-	-	-	-	-	-	130
TOTAL ENERGIE	493	420	160	100	100	1 273	1 194	1 410	340	390	394	3 728	5 001
II - EAU													
1. Libreville :													
Extension du réseau d'adduction	-	-	-	-	-	-	2 438	1 185	1 800	-	-	5 423	5 423
A. *Solution urgence	62	-	-	-	-	62	-	-	-	-	-	-	62
B. **Solution urgence	-	265	-	-	-	265	-	-	-	-	-	-	265
C. Extension quartiers	-	-	-	-	-	-	50	50	50	-	-	150	150
D. Bâtiments administratifs	-	-	-	-	-	-	70	-	-	-	-	70	70
E. Financement par tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	171	171	171
2. Port-Gentil :													
a) Programme normal	-	-	-	-	-	-	100	-	-	-	-	100	100
b) Divers	7	14	13	11	11	56	-	-	-	-	-	-	56
3. Centres ruraux :													
a) Programme normal	-	-	-	-	-	-	115	114	101	100	70	500	500
III - DIVERS													
Programme immobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	150	150	150
Total eau et divers	69	279	13	11	11	383	2 773	1 349	1 951	100	391	6 564	6 947
Total général	562	699	173	111	111	1 656	3 967	2 759	2 291	490	785	10 292	11 948

* Première phase.

** Deuxième phase.

TABEAU RÉSUMÉ DES INVESTISSEMENTS PRÉVISIBLES PAR SOURCES DE FINANCEMENT

Fonds publics intérieurs		4 535
— Budget de Développement	1 656	
— Budget d'équipement administratif	704	
— Collectivités locales	340	
— Budget autonome S.E.E.G.	1 835	
Fonds publics extérieurs		6 518
Fonds privés intérieurs		895
		11 948

Les projets et leurs effets

La description des projets retenus dans le IIe Plan quinquennal sera faite sous trois rubriques :

- industries basées sur une production nationale et tournées vers l'exportation sur le marché mondial;
- industries basées sur une matière première locale et orientée vers la satisfaction des besoins locaux et du marché de l'UDEAC;
- industries destinées à satisfaire exclusivement les besoins du marché gabonais.

A - INDUSTRIES TOURNÉES VERS L'EXPORTATION SUR LE MARCHÉ MONDIAL

Il s'agit d'industries souvent très importantes transformant des produits locaux (bois, minerais) en produits semi-finis ou finis exportés vers les grands centres industriels mondiaux, spécialement l'Europe.

Il existe deux projets de ce type :

- une usine de cellulose;
- une usine de fabrication d'ammoniaque et d'urée.

1. Usine de cellulose — Historique

Dès 1963, le Gouvernement Gabonais, soucieux de valoriser sa production, entreprenait des études en vue d'implanter sur son territoire une usine de cellulose.

A cette fin, un inventaire des essences forestières favorables fut dressé, les méthodes d'exploitation furent définies et des essais de fabrication furent tentés tant en laboratoire qu'en usine.

Ces éléments rassemblés après plusieurs années de travaux et de recherches, devaient conduire à la création, en octobre 1969 de la SOCIÉTÉ GABONAISE DE CELLULOSE (SOGACEL), société anonyme au capital de 10 millions de F CFA, regroupant d'une part l'Etat Gabonais (45 %), le Centre Technique Forestier Tropical (10 %) et d'autre part des groupes financiers français et américains (Lilles-Bonnières-Colombes et Allen 35 %) et deux banques (Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale et Crédit Commercial de France 10 %).

Cette société fit procéder, grâce à l'aide financière des gouvernements français et canadien, à des pré-études industrielles permettant de mettre en évidence la factibilité de l'usine en fonction des données gabonaises et des études du marché mondial.

Les études

Les résultats de ces études ont confirmé que l'établissement d'une usine produisant 700 tonnes/jour de pâte de cellulose blanchie à partir de bois feuillus tropicaux était faisable sous tous les aspects techniques, économiques et commerciaux et que le projet présentait une bonne rentabilité.

Dans l'état actuel d'avancement du projet, seules les caractéristiques essentielles de la future usine sont connues :

- **Capacité de production** : 700 tonnes/jour de pâte blanchie à base de feuillus tropicaux (245 000 T/an).
- **Importance de l'investissement** : 100 millions de \$ US (27,8 milliards de F CFA), dont 84,831 millions de \$ US pour l'usine proprement dite.
- **Réserve de matières premières** : Périmètre forestier de 200 000 hectares réservé à cet effet.
- **Prix du bois entrée usine** :
 - les 3 premières années : \$ 9,64/m³ (2 651 F CFA);
 - par la suite : \$ 7,73/m³ (2 125 F CFA).
- **Prix de la pâte ex-usine** : \$ 71,80/TM (13 756 F CFA).
- **Chiffre d'affaires** : \$ 34 300 000 (9,433 milliards de F CFA) à partir de la 5e année.
- **Bénéfice en régime de croisière** :

Année	4	5	6	8	10
\$ (1 000)	9 349	10 567	11 200	12 450	10 332
F CFA (Millions)	2 571	2 906	3 080	3 424	2 841
% - placement	41,3	46,8	49,4	55,0	45,7

Le marché

L'étude fait apparaître un accroissement de la demande pour la pâte de bois de 30 millions en tonnes entre 1968 et 1980 pour la zone Amérique du Nord et Europe. Cette augmentation serait d'environ 8 millions de tonnes en ce qui concerne la pâte blanchie, ce qui représente une augmentation annuelle de 10 % environ.

Les perspectives sont favorables d'autant qu'Oji Paper s'est engagé à absorber la moitié de la production.

Le financement

Compte tenu du résultat de ces études, la Société Gabonaise de Cellulose a décidé d'augmenter son capital de 10 millions de F CFA à 50 millions de F CFA afin de participer au financement des études complémentaires indispensables et d'introduire en son sein des groupes papetiers désireux de réaliser le projet et de participer à son financement.

Le groupe Oji Paper et deux groupes français « La Cellulose du Pin » et « La Rochette-Cenpa » ont décidé d'entrer dans le capital de la Sogacel afin de participer aux études définitives et de réaliser l'usine projetée.

Après cette augmentation, le capital de la société se trouve ainsi réparti :

— République Gabonaise	32,5 %
— Lilles-Bonnières-Colombes	17,5 %
— Centre Technique Forestier Tropical	10 %
— La Rochette-Cenpa	10 %
— La Cellulose du Pin	10 %
— Oji Paper	10 %
— Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale	5 %
— Crédit Commercial de France	5 %

La société a estimé que compte tenu de l'investissement à entreprendre (100 millions \$ US), son capital devrait être porté par étapes à 40 millions de \$ US (soit 11,12 milliards CFA), le surplus des investissements à réaliser devant être sollicité auprès d'organismes prêteurs internationaux susceptibles de consentir des taux d'intérêt favorables pour une implantation d'une industrie nouvelle dans un pays en voie de développement.

Le schéma de financement pourrait être le suivant :

Capital social :

40 millions \$ — 11,12 milliards CFA

— Groupes privés papetiers	50 à 55 %
— Organismes financiers internationaux	30 %
— Gouvernement Gabonais + C.T.F.T.	15 à 20 %

Emprunts :

60 millions \$ — 16,7 milliards CFA

— Long terme	
Organismes internationaux	50 %
Organismes des pays intéressés	16 %
— Moyen terme — (avec différé)	34 %

Le Gouvernement Gabonais et la Société de Cellulose ont l'intention de proposer à la Société de Financement Internationale une participation dans le capital de Sogacel qui pourrait s'établir à hauteur de 25 % du capital final, soit 10 millions de dollars US, le Gouvernement Gabonais conservant 10 %, le C.T.F.T. 10 %, les groupes papetiers intéressés et les établissements financiers privés 55 %.

2. Usine de fabrication d'ammoniac et d'urée

L'idée d'implanter une usine d'engrais nitrates au Gabon est née de la présence à Port-Gentil de gaz naturel pour le moment en grande partie brûlé aux torchères. On pourrait envisager la fabrication d'ammoniac à partir de ce gaz naturel, et la transformation de celui-ci en engrais nitrates.

Le premier point à préciser est de savoir quelle doit être la capacité minimum d'une telle usine pour être rentable, compte-tenu des prix actuels sur le marché mondial (45 \$ US la tonne). Cette étude devra bien entendu déterminer dans quelles conditions et à quel prix le gaz de Port-Gentil pourrait être utilisé. Une première approche du problème a été réalisée par le Syndicat Belge d'Entreprise à l'Etranger (Sybeta) mais la dimension de la future usine n'a pu être déterminée avec certitude compte tenu des contraintes particulières dues aux réserves en gaz et au marché mondial des engrais.

B - INDUSTRIES TOURNÉES VERS LA SATISFACTION DES BESOINS LOCAUX ET DU MARCHÉ DE L'U.D.E.A.C.

Il s'agit :

- soit d'entreprises visant en priorité à la satisfaction des besoins du marché national. L'exportation d'une partie de leur production leur assurant une rentabilité plus grande mais n'étant qu'accessoire ;

— soit d'entreprises visant en priorité à fournir le marché de l'U.D.E.A.C.

Le Gabon représentant un marché de consommation étroit, de telles entreprises ne se conçoivent que si l'unité envisagée utilise pour sa production une matière première qu'elle peut trouver à bon compte au Gabon.

1. Extension de la raffinerie de Port-Gentil

Le Conseil d'Administration de la Société Equatoriale de Raffinage (S.E.R.), en sa séance du 7 mai 1969, a constaté que les conditions du marché devant entraîner le doublement de la capacité de production de la raffinerie, (conditions stipulées par la convention d'établissement de cette société) avaient été remplies en 1970. En conséquence, il a été décidé de confier à Elf-Union l'étude de l'approche économique et technique des conditions d'implantation des nouvelles installations. Cette étude dont les principales variantes ont été réalisées avec le concours d'un ordinateur, fait apparaître les faits résumés ci-après :

Principales hypothèses

a) Evolution du marché des hydrocarbures en UDEAC

L'étude du marché UDEAC jusqu'en 1969 a permis d'établir les projections jusqu'en 1980. La consommation de l'ensemble des produits (super-carburant, essence tourisme, kérosène, gas-oil, Diesel-oil, fuel-oil 1 500") évoluera de la façon suivante dans cette zone :

1969	574 400 tonnes
1970	625 700 tonnes
1974	885 000 tonnes
1977	1 152 000 tonnes
1980	1 504 000 tonnes

Ces résultats font apparaître la nécessité de construire une raffinerie supplémentaire qui démarrerait en janvier 1973 et la possibilité de mettre en service une troisième unité à partir de 1978.

b) Sites et schémas envisagés

1. Plusieurs variantes ont été étudiées à partir des sites suivants :

- VICTORIA
- DOUALA
- POINTE-NOIRE
- PORT-GENTIL

et des deux hypothèses de base à savoir que la prochaine unité de raffinage comporterait :

- soit une installation complète, réplique des installations de Port-Gentil avec :
 - distillation atmosphérique,
 - hydrotraitement des essences et kérosène,
 - réformage catalytique,
 - visbreaking, cracking thermique du fuel, d'une capacité de 700 000 à 1 000 000 de tonne/an ;
- soit une étape plus simplifiée comportant uniquement une simple distillation :
 - distillation atmosphérique du brut,
 - traitement chimique des essences d'une capacité de 700 000 t/an ;

Schémas - La conjonction de ces différentes hypothèses dégage 4 schémas principaux possibles :

SCHEMA I

- En 1973 mise en service à VICTORIA d'une simple distillation de 700 000 t/an ;
- En 1976 extension de cette distillerie à 1 million de tonnes ;
- En 1979 distillation à Pointe-Noire (700 000 t/an).

SCHEMA II

- En 1973 - Mise en service à Pointe-Noire d'une simple distillation de 700 000 t/an ;
- En 1978 - Raffinerie complète à Douala.

SCHEMA III

- En 1973 - Simple distillation à Douala (700 000 t/an) ;
- En 1976 - Augmentation de la capacité de 1 million de t ;
- En 1979 - Distillation à Pointe-Noire.

SCHEMA IV

- En 1973 - Doublement de l'usine de Port-Gentil ;
- En 1977 - Mise en place d'une raffinerie complète à Douala.

Les données chiffrées des divers investissements auxquels donneraient lieu les hypothèses ci-dessus énumérées, sont consignés dans le tableau de la page suivante. Il ressort avec précision que tout milite en faveur du doublement de la capacité actuelle de la raffinerie de Port-Gentil.

- proximité de la matière première. En effet, c'est le pétrole brut des gisements de Mandji, Gamba et Emeraude qui doit être traité ;
- le site de Victoria nécessiterait la mise en place d'une installation de stockage du brut très importante et donc onéreuse ;
- le port de Douala ne permet pas, en l'état actuel des choses, la réception à quai des bateaux d'un soutage suffisant pour le trafic envisagé ;
- il n'est pas pensable d'implanter une raffinerie complète à Pointe-Noire en raison de la structure des marchés. En effet, le marché du fuel est faible au Cameroun et le marché d'essence élevé. C'est exactement le contraire à Pointe-Noire. Or l'installation de visbreaking vise à augmenter le pourcentage relatif d'essence fabriquée. Cette hypothèse n'a donc pas été envisagée dans le tableau ci-joint.
- la lecture du tableau des investissements fait ressortir un prix de réalisation du doublement de Port-Gentil extrêmement compétitif par rapport aux autres sites. Il convient de souligner à ce propos, l'intérêt qu'il y a dans le cas présent, à diminuer au maximum le montant global des immobilisations. Les amortissements de celles-ci sont obligatoirement répercutés sur les prix des produits fabriqués. S'agissant de produits pétroliers ayant une incidence directe sur les coûts de fabrication de l'énergie, il importe dans tout pays en voie de développement d'en diminuer au maximum le prix, car l'énergie à bon marché est un des facteurs principaux de l'industrialisation.

IMPORTANCE DES INVESTISSEMENTS SELON LE LIEU D'IMPLANTATION

	Victoria		Douala		Pointe-Noire		Port-Gentil
	Distil. *	Raffin. **	Distillerie	Raffinerie	Distillerie	Raffinerie	Doublement
I — Détail des investissements pour distillation simple (1 000 US \$)							
Frais d'établissement	2 000		1 800		1 800		
Unités de fabrication	2 100		2 100		2 100		
Production	800		700		700		
Stockage brut	1 600		1 600		1 600		
Stockage expédition fuel	900		900		500		
Stockage autres produits	1 300		800		800		
Installations maritimes ..	2 000		400		200		
Installations générales ..	1 000		700		700		
Investissements hors site	400		400		400		
Total	12 100		9 400		8 800		
II — Compléments pour raffinerie complète							
Frais généraux		2 000		2 000		—	1 000
Unités supplémentaires ..		8 800		8 800		—	3 000
Utilités nouvelles		1 400		1 400		—	400
Stockages complémentaires		400		400		—	700
Installations générales ..		1 000		1 000		—	300
		13 600		13 600			5 400
Total général { en 1 000 US \$..	12 100	25 700	9 400	23 000	8 800	—	5 400
en millions CFA	3 370	7 150	2 600	6 380	2 450	—	1 500

* Capacité 700 000 tonnes/an.
 ** Capacité 1 000 000 tonnes/an.

2. Marbrerie

Dans un protocole d'accord signé le 26 juin 1970 entre la République Gabonaise et la Société « Societa Incremento e Commerciale S.P.A. », (SINCO), il avait été convenu la création d'une société de droit gabonais appelée Sogamar (Société Gabonaise de Marbres et Matériaux) ayant pour objectif l'ouverture de carrières de marbre dans la région de Tchibanga et l'implantation d'une usine de transformation de ce matériau à Libreville.

Le capital social a été fixé à 270 millions de F CFA, souscrit pour un tiers par des actionnaires présentés par le groupe de la société promotrice et le reste, d'une part par l'Etat Gabonais qui apporte notamment un terrain d'une superficie de 10 hectares environ, et d'autre part par des organismes publics ou privés et des épargnants gabonais désireux de participer à ce projet.

	Millions de F CFA	%
Etat Gabonais (terrain)	10	3,70
Sonadig	30	11,11
B.G.D.	5	1,85
Autres organismes publics (C.G.P.S.)	77	42,60
Epargnants gabonais	42	
Groupe Sinco	90	33,33
Autres sociétés privées dont Agip	16	7,41
	270	100,00

L'investissement à réaliser est de l'ordre de 840 millions de F CFA. Le financement de l'opération sera obtenu de la façon suivante :

— Capital social	270 millions CFA
— Crédits fournisseurs italiens	450 millions CFA
— Prêts moyen terme (Banques locales)	120 millions CFA
	840 millions CFA

Cette nouvelle activité créera 105 emplois à Tchibanga et 135 à l'usine de Libreville. La matière première sera acheminée par tracteurs avec remorques jusqu'à Mayumba, puis transportée par barges jusqu'à Libreville. Une société indépendante exploitera en sous-traitance les activités maritimes.

Le promoteur se propose de fabriquer à partir de la troisième année 70 000 m² de plaques et dalles de marbre et 30 000 m² de granito pour passer progressivement en cinq ans à 240 000 m² de marbre et 100 000 m² de granito. Une étude de marché réalisée par l'Ingénieur-Conseil de l'Agence Gabonaise de Promotion Industrielle et Artisanale laisse prévoir pour les années à venir et pour l'ensemble de la gamme des productions un marché de l'ordre de 70 000 m²/an. La Sogamar sera donc appelée à exporter ses reliquats de fabrication, ce qui, compte tenu de la conjoncture actuelle, ne devrait pas poser de problème. Un dossier d'agrément au régime II du Code des Investissements a été déposé au Secrétariat de la Commission « ad hoc ».

3. Cimenterie

Au cours du 1er Plan, une unité de broyage de clinkers a été construite à Libreville. Cependant en 1970, les aléas du marché mondial des clinkers ont entraîné quelques perturbations dans la marche des installations. Il est donc envisagé de créer une cimenterie intégrée qui exploiterait le gisement de calcaire de l'île de Coniquet. Cette réalisation pourrait intervenir à partir de 1974. Les coûts en sont encore mal définis.

C - USINES DESTINÉES A SATISFAIRE LE MARCHÉ NATIONAL

Bien que le marché gabonais ne groupe qu'un nombre relativement restreint de consommateurs, il faut remarquer que ceux-ci disposent « *per capita* » d'un revenu nettement plus élevé que dans tous les autres pays de l'Afrique francophone. Aussi la consommation de certains produits alimentaires ou industriels atteint un niveau assez élevé pour justifier la création de moyennes et petites industries dont le seuil de rentabilité se situe à un bas niveau de production.

Il s'agit essentiellement d'industries de fabrication de biens de consommation à substituer aux importations, ou de biens intermédiaires cherchant à satisfaire les besoins des industries locales.

1. Usine de boissons gazeuses

La Société pour l'Expansion des Boissons Hygiéniques au Gabon (SEBOGA) a été constituée en 1967, au capital initial de 30 millions de F CFA. Cette société a l'intention de créer, à Libreville une industrie nouvelle pour la fabrication des boissons hygiéniques et des sirops et d'assurer la diffusion des produits fabriqués sur l'ensemble du territoire national.

Plus précisément ses objectifs sont de fabriquer des boissons non alcoolisées en majorité gazeuses et sucrées de la gamme Coca-Cola complétées par divers produits aux goûts du consommateur gabonais : sodas à base de café, sirops aromatisés aux parfums d'orange, citron, menthe, grenadine, etc. L'ensemble représentera une production de 20 000 hl/an puis 50 000 hl/an en régime de croisière.

La SEBOGA appartient au groupe des Brasseries et Glacières de l'Indochine. L'investissement qu'elle se propose de réaliser s'élève à 300 millions de F CFA répartis comme suit :

Industriel et social	F CFA
— Terrain et aménagements	31 420 000
— Bâtiments	67 114 400
— Equipements industriels	99 119 120
— Véhicules et engins	6 611 500
— Laboratoire	802 000
— Montage	4 955 960
Emballages	49 050 000
Commercial et administratif	29 004 500
Fonds de roulement	12 000 000
TOTAL	300 077 490

Le financement en sera assuré par :	Millions de CFA
— Augmentation du capital de 30 à 200 millions	170
— Prêts moyen terme BGD et UGB	90
— Prêt de la société « Brasseries du Cameroun »	40
TOTAL	300

Participeront au capital social de la société :

- Société Anonyme des Brasseries du Cameroun ;
- Société d'Etudes et de Réalisations Techniques ;
- Brasseries et Glacières de l'Indochine ;
- Personnes physiques du groupe.

Une participation de 10 %, soit 20 millions de F CFA sera réservée aux capitaux gabonais (épargnants, Sonadig Promogabon).

Ce projet créera 84 emplois nouveaux dont 81 reviendront à des nationaux, dès le démarrage. Par la suite, l'effectif sera porté à 110.

Si le projet tient ses promesses, la Seboga envisage de développer les industries telles que :

- flaconnages, bouteilles et récipients en verre ;
- capsules et couvercles de bouchage ;
- caisses-casiers en matière plastique.

2. Usine de cigarettes

La Société des Cigarettes Gabonaises (Sociga), qui a été agréée par décret n° 875/PR du 7 août 1970, au régime 1 B du Code des Investissements à entrepris de créer une usine de cigarettes destinée à satisfaire le marché local. Celui-ci, qui a fait l'objet d'une étude, a été évalué en 1969 à 10 177 000 paquets de cigarettes soit 206 tonnes et l'on peut espérer qu'il augmentera de 3 % par année. L'édification de l'usine est donc prévue en 3 étapes :

1er temps - Fabrication de cigarettes à partir de tabac noirs hachés en provenance de la Société Industrielle et Agricole de Tabac Tropical (SIAT) de Brazzaville. Production initiale : 11 millions de paquets de cigarettes soit 220 tonnes/an environ. La capacité nominale de production sera néanmoins dès le départ de 400 tonnes/an.

2e temps - Lorsque le marché global en cigarettes atteindra 16 millions de paquets/an, un circuit intégré de traitement du tabac brun sera créé.

3e temps - Lorsque la vente des cigarettes blondes atteindra à elle seule 5 millions de paquets par an ou 100 tonnes environ, un circuit intégré du tabac blond sera installé.

Le capital social de 10 millions de F CFA au départ, devra être porté par la suite à 100 millions. Il regroupe :

— Société de Participations Industrielles et Financières pour la France et l'Afrique (S.P.I.F.)	85,5 %
— Société Job	0,5 %
— Unipar	0,5 %
— Société des Cigarettes Nationales	0,5 %
— Sofical	3 %
— Etat Gabonais	10 %

L'investissement initialement estimé à 200 millions de F CFA, est en fait dépassé et porté à 220 millions en raison de l'augmentation de certains postes (terrain — Génie Civil).

— Terrain	10 millions CFA
— Génie Civil	90 millions CFA
— Mobilier	5 millions CFA
— Matériel de fabrication	70 millions CFA
— Matériel roulant	5 millions CFA
— Fonds de roulement	40 millions CFA
TOTAL	220 millions CFA

La part de 10 % réservée aux capitaux gabonais est intégralement couverte par l'apport du terrain.

Le financement sera assuré par le capital social (100 millions de F CFA), le reste étant couvert par un prêt à moyen terme et des avances d'actionnaires sur comptes courants. Hautement mécanisée, cette manufacture de cigarettes emploiera 43 personnes dont 40 nationaux.

Les marques commercialisées seront en premier lieu celles auxquelles sont habitués les consommateurs (gamme des Brazza).

Les travaux de Génie Civil ont commencé en décembre 1970; les installations devraient entrer en production à la fin du premier trimestre 1972.

3. Brasserie à Franceville

Le 15 décembre 1970 a été posée à Franceville, en présence du Chef de l'Etat, la première pierre de la brasserie, que se propose d'édifier la SOBRAGA. L'investissement s'élèvera à environ 200 millions de F CFA. Les installations produiront 25 000 hectolitres de bière, 10 000 hectolitres de boissons gazeuses et emploieront 60 personnes.

4. Piles électriques

Ce projet a débuté par une analyse exhaustive du marché gabonais actuel, et a réservé sur ce chapitre des surprises heureuses. En effet, il est rapidement apparu que la consommation réelle était supérieure à celle que font apparaître les statistiques douanières. Cette différence est certainement due au mode de comptabilisation de ces statistiques exprimées en tonnes et donc plus approximatives que l'estimation de l'unité de vente, ici réalisée.

Il a été mis en évidence une consommation en 1968 de 4,648 millions de piles de 1,5 volts dont 32 % de piles blindées, et 68 % de semi blindées. On voit que le marché local, fournit à lui seul les 66 % du seuil de rentabilité nécessaire à la création d'une usine de cette sorte. Celle-ci étant la première installée en UDEAC, il n'est pas douteux que les autres pays de la zone fourniront le débouché complémentaire.

Selon des observations faites sur place la consommation s'oriente de plus en plus vers les piles semi-blindées ou blindées, dont la robustesse est mieux adaptée aux conditions climatiques particulières. Ce fait a conduit à recommander une fabrication unique de piles blindées, en s'efforçant d'abaisser au maximum leur prix de revient pour les rendre largement compétitives avec les produits actuellement importés. En définitive, on envisage la construction d'une chaîne de production de 7 millions d'unités/an, par procédé semi-automatique, de piles type R 20 standard (poids moyen d'environ 90 grammes, hauteur 60 mm et diamètre 33,5 mm). Cette production pourrait, si les besoins s'en faisaient sentir, être portée rapidement à 21 millions d'unités, par addition de chaînes parallèles.

L'investissement global initial est de 162 millions CFA. Les emplois créés sont de 59 dont quatre expatriés, au stade de démarrage et de 150 lors de la pleine fabrication.

5. Oxygène — Acétylène et azote dissous

La Société Gabonaise d'oxygène et d'acétylène (GABOA) filiale de l'Air Liquide, se propose de monter à Libreville, une unité de fabrication d'oxygène à partir de l'air atmosphérique et d'acétylène à partir du carbure de calcium. Cette installation sera en tous points semblable à celle que cette société exploite actuellement à Port-Gentil, et elle a été essentiellement imaginée pour éviter les manipulations onéreuses des récipients entre les deux localités.

En principe, les nouveaux investissements s'élèveront à 74 millions de F CFA.

6. Pêcherie Industrielle — (Pêcheries Industrielles Gabonaises : PECIG)

Dans un protocole d'accord n° 774 signé le 11 juin 1968 entre le Gouvernement Gabonais et la Société Japonaise Kawakami International Trading Co., il avait été convenu de la création d'une société de Droit Gabonais appelée « Les Pêcheries Industrielles Gabonaises » en abrégé « PECIG », ayant pour objectif d'entreprendre une campagne de pêche expérimentale dans le but de déterminer les possibilités réelles de la pêche industrielle.

Après consultation à domicile du Conseil de Gestion de Promogabon, la Société PECIG au capital social de 10 millions de F CFA (80 % Kawakami et 20 % Promogabon) a été créée en février 1969.

La campagne de pêche sous-traitée à Okkaido Fisheries a effectivement débuté le 22 février 1969 et s'est poursuivie jusqu'à ces jours derniers. Les résultats en sont favorables et il est envisagé de passer au second stade du projet qui comporte d'une part la création d'une flotille de pêche, et d'autre part la réalisation, à terre, d'installations frigorifiques et de conditionnement.

Le programme quinquennal des investissements prévus, est résumé dans le tableau ci-après :

La flotille de pêche sera constituée au départ de :

- 1 chalutier pour la pêche aux poissons;
- 2 crevettiers — (45 TJB);
- 1 poseur de casiers à langoustes de fabrication locale (ACAE).

Elle sera rapidement augmentée par la société pour atteindre une douzaine d'unités à la fin de la période considérée.

En ce qui concerne les investissements à terre, ils ont commencé par l'acquisition d'un terrain de 2 300 m² dans la zone industrielle d'Oloumi destiné à construire un frigorifique tampon d'une capacité de 150 tonnes pour l'approvisionnement du marché gabonais. Une étude réalisée localement, estime les besoins de ce marché à 240 tonnes/mois. Cette consommation ne pourra être satisfaite pleinement qu'à partir de mars 1971. Un second frigorifique plus important (800 tonnes environ) sera construit, par la suite, dans la zone portuaire d'Owendo.

Le financement de l'opération, en l'état actuel des choses n'est pas défini avec une grande précision. Il semble cependant qu'il puisse être obtenu par :

- augmentation du capital qui sera porté :
 - à 50 millions CFA incessamment,
 - à 100 millions CFA en 1974;
- prêts à long terme portant 6,5 % d'intérêt accordé par le FONDS DE COOPERATION ECONOMIQUE D'OUTRE-MER DU JAPON :
- prêts à moyen terme 8 % des banques Hokkaido Takushoku, Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale - B.I.A.O. - Union Gabonaise de Banque - U.G.B. - et Banque de l'Indochine;
- prêts à court terme par paiement différé du matériel pour les installations à terre.

INVESTISSEMENTS (En 1.000 F CFA)	Prix unitaire	1970	1971	1972	1973	1974	TOTAL
I - FLOTILLE DE PÊCHE							
Chalutier 300 TJB.....	77 000	77 000	-	-	-	-	77 000
Crevettier 90 TJB.....	55 000	-	-	-	-	110 000	110 000
Crevettier 45 TJB.....	38 500	77 000	77 000	-	-	-	154 000
Poseurs de casiers (ACAE) ..	3 500	3 500	7 000	7 000	-	-	17 000
TOTAL.....		157 500	84 000	7 000	-	110 000	358 500
II - INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES							
Terrain.....		4 000	-	-	-	100 000	178 500
Bâtiment.....		36 000	-	-	-		
Entrepôt.....		2 000	-	-	-		
Installations frigorifiques.....		36 500	-	-	-		
TOTAL.....		78 500	-	-	-	100 000	178 500
III - LOGEMENTS - REALISATIONS SOCIALES							
		12 000	24 000	-	-	-	36 000
TOTAL GÉNÉRAL.....		248 000	108 000	7 000	-	210 000	573 000

N.B. En fait en 1970 ont été achetés un chalutier et un crevettier. Le reste de l'investissement est à reporter sur 1971.

Compte tenu du fait que les comptes d'exploitations prévisionnels font apparaître un ratio de rentabilité du capital supérieur à 1 dès la troisième année, et un cash-flow très important, il est loisible de penser que la société aura également recours pour une grande part à l'autofinancement.

Dans le domaine de l'emploi, le nombre de postes créés est indiqué dans le tableau ci-après :

	Expatriés	Nationaux
Bureau	3	8
Frigorifiques	1	17
Section bateaux	35	30
	39	55
Total	94	

Le nombre d'emplois tenus par des étrangers est assez important au démarrage parmi le personnel embarqué. Ceci est dû en grande partie au manque de vocations spontanées. Il convient donc, d'une part, d'entreprendre une campagne de sensibilisation des esprits, et d'autre part d'accélérer les opérations de formation professionnelle. La PECIG espère amener son personnel navigant aux proportions suivantes :

	Expatriés	Nationaux	Total	%
1970	35	30	65	46,2
1971	43	50	93	53,8
1972	41	62	103	60,2
1973	36	67	103	65,1
1974	46	87	133	65,4

7. Entrepôts frigorifiques

La Société Navale Caennaise envisage de construire dans la zone portuaire d'Owendo un entrepôt frigorifique, des chambres de stockage et un tunnel de congélation, le tout alimenté par une flotille de pêche composée d'un thonier, six crevettiers et deux chalutiers.

Au stade actuel du projet, les installations prévues comportent :

- 1 aire de manutention pour le thon de 1 250 m² ;
- 1 aire de transformation pour crevettes et poissons de chaluts de 1 250 m² ;
- 2 chambres froides à 0° pour la réception de poisson frais : 600 m³ ;
- 1 batterie de bacs à saumure pour la congélation du thon frais ;
- 1 tunnel de congélation de 10 tonnes/jour ;
- 1 ensemble de chambres froides à -25° pour le stockage de produits congelés répartis en 5 chambres de grandeurs inégales communiquant entre elles (9 800 m³) ;
- les dépendances nécessaires (bureaux, ateliers) etc.

La valeur globale de l'investissement est de l'ordre de 200 millions de F CFA dont 35 % obtenus par autofinancement ; le solde pourrait faire l'objet d'un emprunt à 7 ans.

Le capital social de la société de droit gabonais à créer sera en principe de 70 millions de F CFA répartis de la façon suivante :

- Gouvernement Gabonais 15 %
- Société Navale Caennaise 70 %
- Groupement des Coopératives maritimes 15 %

Ce projet entraînera la création de 122 emplois.

8. Câblerie

La mission des experts de la C.E.E., envoyée pour recenser les possibilités d'industrialisation des pays africains et malgache associés, avait dès 1966 relevé l'intérêt qu'il y avait à implanter une câblerie au Gabon. En effet, dans ce domaine, ce pays est gros consommateur, en raison des nombreux chantiers forestiers et absorbe à lui seul 70 % des importations de l'U.D.E.A.C.

Bien que le seuil minimum de fabrication (1 500 tonnes/an) soit atteint par le marché intérieur et qu'il y ait garantie de financement par la B.F.I. du fait de la sélection de ce projet par la mission citée ci-dessus, aucun industriel ne semblait intéressé. Promogabon avait de son côté multiplié la diffusion du rapport C.E.E.

Pour la réalisation de ce projet, des contacts ont été pris avec un groupe anglais.

9. Fabrication d'objets en plastique

La Société Gabonaise de Plastique (SOGAPLAST) se propose d'installer un atelier de fabrication d'objets courants en plastique, par moulage. L'investissement prévu est de 37 155 000 F CFA réparti en :

	1 000 F CFA
— Terrains et bâtiments	6 850
— Machines et matériel de fabrication	23 345
— Matériel roulant	3 960
— Fonds de roulement	3 000
	<u>37 155</u>

Le financement sera assuré par :

— Capital social	5 000
— Crédits fournisseurs	19 855
— Avances actionnaires	12 300
	<u>37 155</u>

10. Caisserie — Clouterie

La Société Métal-Gabon se propose de réaliser le programme d'investissements suivant, pour l'implantation à Libreville d'une Caisserie-Clouterie :

	1971	1972	1973	1974	1975	Totaux
I. Clouterie						
— Matériel de fabrication	28 171		3 704	500		39 630
— Matériel roulant ...	1 990	4 680				
— Matériel de gestion		585				
II. Caisserie			2 500			2 500
III. Lances à boucles		1 700	1 850			3 550
VI. Services généraux	14 860	800	8 000	4 500	11 200	39 360
Totaux	45 021	7 765	16 054	5 000	11 200	85 040

11. Création d'un domaine industriel à Owendo

Il est prévu dans la zone industrielle du port d'Owendo la création d'un « domaine industriel » qui sera réalisé avec le concours de l'Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel (ONUDI). Le projet comporte également la création intégrée d'un centre de démonstration de la petite industrie.

- La durée du projet serait répartie sur trois ans. Le PNUD fournirait les services d'une équipe d'experts internationaux pour une durée totale de 96 mois — hommes, des bourses au personnel gabonais de contrepartie et à quelques petits industriels nouveaux, de l'équipement pour le centre de démonstration et les dépenses diverses.
- La contribution de contrepartie de l'organisme public comprendra : les services d'homologues et autre personnel nécessaire au fonctionnement du projet, les immobilisations, les frais généraux, dépenses de fonctionnement et dépenses diverses.
- Le financement de la contribution gouvernementale peut s'inscrire dans l'enveloppe normale des financements opérés par Promogabon sur ses crédits propres dans le cadre de ses attributions, et peut également faire appel à l'aide que peut lui apporter la Banque Gabonaise de Développement sous forme de prêts.

(en milliers de F CFA)	An I	An II	An III	Total
I - Participation gouvernement.				
- Immobilisation	4 000	32 250	3 250	39 500
- Charges récurrentes	580	1 130	1 570	3 280
- Salaires et traitements	2 830	5 470	6 370	14 670
Total I	7 410	38 850	11 190	57 450
II - Contribution PNUD				
- Equipements et fournitures ..	2 750	10 587	4 537	17 874
- Traitements experts	19 800	29 452	13 612	62 864
- Bourses	2 090	2 915	825	5 830
- Dépenses diverses	1 188	1 768	816	3 772
Total II	25 828	44 722	19 790	90 340
Total général (I + II)	33 238	83 572	30 980	147 790

L'Agence Gabonaise de Promotion de la petite industrie et de l'Artisanat

Créée fin 1964, dans le but de hâter le développement industriel et artisanal par la création de petites et moyennes entreprises, l'Agence Gabonaise (PROMOGABON) a axé principalement jusqu'ici ses activités sur l'exploitation de grands ensembles industriels et de leurs études et sur l'aide à la gestion de petits artisans.

Son champ d'activité est très large :

- elle centralise et diffuse tous renseignements sur l'industrialisation du pays, recueille les renseignements concernant l'évolution de la conjoncture industrielle et fournit aux industriels des données facilitant la prise de décision en matière d'investissements ;

- elle entreprend des études de viabilité de projets, de soumissions de marchés, de sous-traitance;
- elle assure un service de vulgarisation industrielle chargé de la promotion de l'esprit d'entreprise, de la formation à la gestion, de l'aide technique aux entrepreneurs gabonais;
- enfin, elle vise à établir des domaines industriels (centre Lafond, Domaine d'Owendo) dont elle assure un premier temps la gestion, afin de favoriser l'implantation de petites et moyennes entreprises.

Etablissement Public à caractère industriel et commercial, PROMOGABON est dotée de ressources propres.

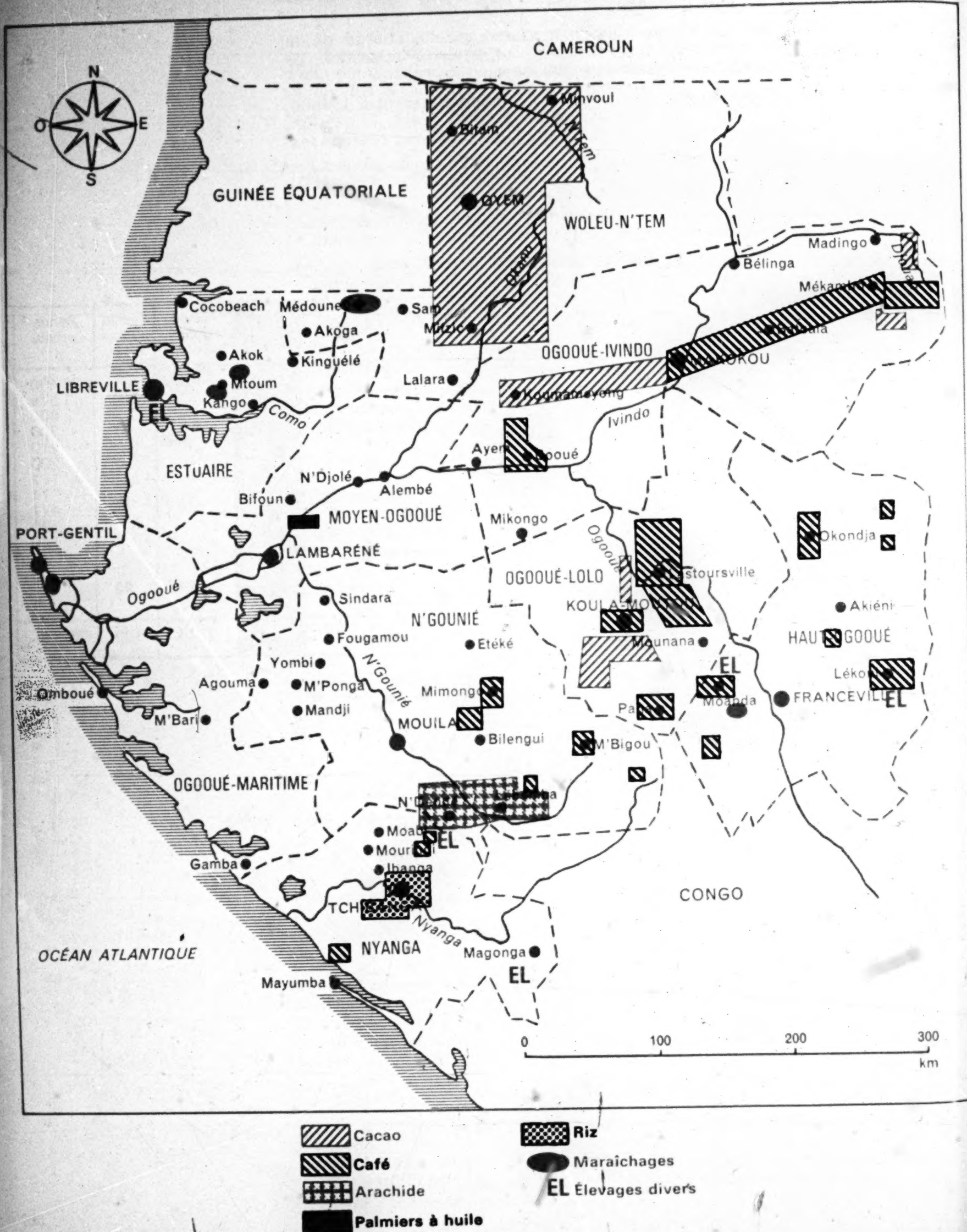
TABEAU RECAPITULATIF : LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

PROJETS (en millions de F CFA)	1971	1972	1973	1974	1975	Total	Fonds publics gabonais	Fonds publics extér.	Fonds privés
Cellulose	4 950	12 925	8 250	1 375	—	27 500	1 100		26 400
Extension de la raffinerie			750	750		1 500	25	100	1 375
Marbrerie	400	440				840	40*		800
Boissons gazeuses	150	150				300			300
Cigarettes	110	110				220	10*		210
Brasserie à Franceville	100	100				200			200
Piles électriques		80	82			162			162
Oxygène et acétylène	34	40				74			74
Pêcheries industrielles	275	7		210		492	20		472
Entrepôts frigorifiques		30	40			70			70
Câblerie		80	80			160			160
Plastique	37					37			37
Clouterie	45	8	16	5	11	85			85
Domaine industriel			33	84	31	140	58	90	
Dotation Promogabon	35	35	35	35	35	175	175		
Total	6 136	13 955	9 286	2 459	77	31 913	1 378	190	30 345

* Apports en nature.

** Apports en nature déduits.

AGRICULTURE



1 - LES DONNÉES ECONOMIQUES

Par suite d'une faible démographie, de l'absence de commerce privé — générateur d'échanges — et de voies de communication adaptées, le monde rural n'a pas fait l'objet d'investissements importants durant de nombreuses années.

Le 1er Plan avait déjà mis l'accent sur la véritable désagrégation des structures traditionnelles par l'exode des hommes actifs sur les chantiers forestiers et un véritable nomadisme de salariés attirés de plus en plus vers les villes, en définitive sur la réduction de la vie rurale au stade d'une économie de subsistance.

Il recommandait, pour au moins freiner cette évolution, d'investir quelques 205 millions annuels dans le secteur de la production agricole. Ce qui a d'ailleurs été fait.

Quelles sont les données actuelles ?

Alors que, au cours du IIe Plan, les différents secteurs de la production bénéficieront assurément de l'effet d'entraînement provoqué par la phase de construction du chemin de fer Owendo - Booué en 1973, on peut considérer comme probable un renversement de la tendance en ce qui concerne le secteur agricole.

Ce secteur ne peut que perdre ses éléments les plus jeunes et les plus dynamiques au profit de la zone de chemin de fer, en raison de la demande accrue de main-d'œuvre. En conséquence, la diminution des surfaces exploitées, la mauvaise répartition de la main-d'œuvre et une demande accrue de produits vivriers entraîneront inéluctablement une augmentation des coûts de production des produits agricoles.

Il est donc nécessaire de pallier la baisse quantitative de la production, par le développement de la part commercialisée en adoptant une politique d'augmentation de la productivité par la formation des agriculteurs et le développement des investissements.

L'augmentation de la capacité de production du secteur rural dépendra autant du montant des investissements nouveaux que de la volonté de porter les efforts sur « les pôles de développement » agricole. La concentration des investissements sur quelques grands projets à haute rentabilité, devrait permettre de maintenir le taux de croissance actuel de la production intérieure brute du secteur agricole et d'atteindre pour l'année terminale du Plan une P.I.B.-Objectif de 9 100 millions.

Cet objectif représente 112 % de la P.I.B. du secteur agricole pour l'année 1970, évaluée à 8 120 millions après projection des tendances antérieures.

2 - LA POLITIQUE AGRICOLE ADOPTÉE

Une restructuration du milieu rural s'impose. Pour atteindre ce but, il est très important de considérer que le développement rural ne se conçoit qu'avec une « participation active et concertée » de tous les Ministères qui agissent dans les zones rurales et principalement dans les zones définies comme prioritaires par le Ministère de l'Agriculture.

En ce qui le concerne, le Ministère de l'Agriculture concentrera ses efforts sur les zones où les investissements immédiats pourront permettre d'augmenter rapidement le niveau de vie des masses rurales.

Dans ce but, différentes méthodes adaptées suivant les objectifs seront mises en œuvre :

a) La vulgarisation des techniques agricoles autour de « secteurs de base »

L'objectif prioritaire sera la création de « blocs de plantations » suffisamment importants pour permettre et un contrôle technique moins onéreux et plus efficace, et une meilleure commercialisation des produits.

90 000 agriculteurs sont concernés par cette méthode. La concentration des notions de vulgarisation et le jeu de « primes à la production et à la plantation » devraient permettre une augmentation continue des surfaces cultivées et une meilleure qualité des produits.

Dans le cadre de cette action en surface, les projets retenus par le Gouvernement sont les suivants :

— Développement de la culture de cacao au Woleu-N'Tem

Au cours du 1er Plan, le développement de la culture du cacao au Nord du Woleu-N'Tem a été assuré sous la forme d'une action intégrée, confiée au Bureau de Développement de la Production Agricole (B.D.P.A.), assisté financièrement par le Fonds d'Aide et de Coopération.

Pour le IIe Plan, l'aide du F.A.C. se terminant fin 1971, le Gouvernement a envisagé de demander l'assistance de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement en lui demandant d'étudier un programme de plus grande envergure, qui couvrirait les zones cacaoyères qui n'avaient pas été incluses dans le projet initial. Le coût de l'opération serait de l'ordre du milliard.

Compte tenu des délais prévisibles d'agrément du dossier, le Gouvernement assurera le relais de financement, soit 147 millions.

— Culture du café - Haut-Ogooué - Ogooué-Lolo - Ogooué-Ivindo	50 millions
— Développement de la culture de l'arachide dans la N'Gounié	22 millions

b) La création de « centres de Paysannat »

Ils seront en partie financés par le Budget pour les gros travaux d'infrastructure (rizières, cultures vivrières, petit élevage) afin d'y installer de jeunes paysans liés par contrat au Ministère de l'Agriculture. Ces bénéficiaires obtiendront pour leur implantation une aide du Crédit Rural remboursable.

Pendant 10 ans, le paysan « contractuel » devra suivre les directives données afin d'assurer une meilleure rentabilité des investissements. En cas de non exécution du contrat, il sera remplacé par un autre paysan. La création de ce « paysannat » devrait permettre de fixer les agriculteurs ou éleveurs et par une action suivie de l'Administration leur redonner une « vie rurale » active dans le cadre de ces groupements de producteurs équipés d'une façon plus moderne.

Les projets retenus sont les suivants :

— Cultures fruitières et vivrières dans l'estuaire et le Haut-Ogooué	329 millions
— Développement du riz irrigué dans la Nyanga	270 millions
— Développement de la race ovine dans le Haut-Ogooué et dans la Nyanga	40 millions
— Société de Développement de MEDOUNEU	170 millions

L'élevage des bovins n'est qu'un aspect particulier de la promotion rurale. Celle-ci doit amener l'éleveur au-delà de la possession du bien jusqu'à la jouissance des produits de ce bien. Elle doit le convaincre de les multiplier par son effort propre, non de se contenter du croît naturel.

Pour atteindre ce résultat, la méthode consiste donc :

- à concentrer dans des endroits propices et en temps utile un maximum de moyens de travail (unités mécaniques, amélioration des pâturages);
- à pratiquer systématiquement l'intéressement des paysans, en particulier les plus jeunes, au maniement des méthodes modernes d'élevage.

Les projets retenus sont les suivants :

- Ranch de l'Okouma 10 millions
- Programme associé de pâturages 10 millions

c) La recherche expérimentale

Toute action d'avenir entreprise dans le secteur agricole implique un travail de recherches appliquées.

La diversification des cultures conduit à introduire de nouvelles espèces à rendement plus élevé et à examiner leur comportement pendant plusieurs années.

Il existe actuellement à AKOK et à TCHIBANGA des centres d'essais spécialisés sur la production du riz et des cultures vivrières. Le projet présenté par le service agricole vise à étendre les activités de ces centres à d'autres productions agricoles. Pour compléter cette action de vulgarisation d'espèces végétales et de techniques agricoles, il est également envisagé de développer la formation d'agriculteurs déjà entreprise dans ces deux centres, en organisant un cycle d'études théoriques et pratiques de 10 mois.

3 - LES ACTIONS COMPLEMENTAIRES

Des projets présentés par le Ministère de l'Economie Rurale, le premier traduit l'intérêt que porte ce département à la recherche des informations statistiques indispensables à une meilleure connaissance des domaines de la production, de la commercialisation et des prix des produits agricoles. L'établissement d'un système rationnel de collecte des statistiques courantes s'inscrit dans le cadre du recensement mondial de l'Agriculture préconisé par la F.A.O. et plus particulièrement dans celui du programme régional UDEAC-TCHAD.

Le second s'inscrit plus intimement dans la politique générale agricole définie par le Ministère de l'Agriculture.

La vulgarisation autour des secteurs de base agricoles ne peut donner ses pleins effets que dans la mesure où les paysans — se sentant concernés — participent eux-mêmes aux actions entreprises.

Cette adhésion ne sera emportée, que si leur milieu est sensibilisé aux techniques modernes de production.

Ces projets sont les suivants :

- Statistiques agricoles 108 millions
- Programme de Coopération et d'animation Rurale ... 80 millions

4 - LE FINANCEMENT DES PROJETS

La réalisation des travaux et études inscrits dans le programme de développement rural retenu par la Commission Nationale, implique à la fois des dépenses d'investissements (constructions, matériels lourds, fournitures) à inscrire au budget de développement de la nation et des charges récurrentes aux projets (dépenses de matériel et de personnel) qui seront supportées par le Budget de Fonctionnement.

Certaines dépenses, en particulier en ce qui concerne la création des « centres de paysannat » seront à la charge du Crédit Rural.

Les primes à la plantation, assimilées à des dépenses d'investissement, ressortiront du budget de Développement.

Tableau récapitulatif : LES INVESTISSEMENTS DU SECTEUR RURAL

PROJETS DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (en millions de francs)	DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS - ANNUITÉS														Crédit rural	Caisse cacao	Total cumulé	Charges récur- rentes		
	Budget de Développement						Aides extérieures													
	71	72	73	74	75	Total	71	72	73	74	75	Total								
1. Cacao Woleu-N'Tem	20	—	—	—	—	20	30	125	125	125	125	530		97	647	111				
2. Culture du café	15	11	10	7	7	50	—	—	—	—	—	—		—	50	130				
3. Culture arachides	5	5	3	5	4	22	—	—	—	—	—	—		—	22	39				
4. Cultures vivrières et fruitières ...	22	30	22	26	22	122	35	33	33	35	33	169	38	—	329	63				
5. Culture riz irrigué	23	21	23	27	6	100	20	40	40	20	20	140	30	—	270	116				
6. Développement des ovins	9	10	7	7	7	40	—	—	—	—	—	—	—	—	40	45				
7. S.D.R.M. Medouneu	15	5	—	—	—	20	30	30	30	30	30	150	—	—	170	30				
8. Ranch Okouma	6	4	—	—	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	10	40				
9. Programme paturages	—	—	5	3	2	10	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—				
10. Centres d'essais	2	2	2	2	2	10	18	18	18	18	18	90	—	—	100	15				
	117	88	72	77	50	404	133	246	246	228	226	1 079	68	97	1 648	589				
PROJETS DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE RURALE																				
Statistiques agricoles	2	0,3	1,6	1,6	1,5	7	27	16	9	2	2	56			63	45				
Programme coopératif	3	—	—	—	—	3	27	27	27	—	—	81			84	86				
	5	0,3	1,6	1,6	1,5	10	54	43	36	2	2	137			147	131				
Total général																			1 795	720

Les charges nouvelles en matériels et en personnel entraînées par les projets nouveaux se traduiront par une augmentation des sommes consacrées annuellement aux opérations de développement rural par le Budget de Fonctionnement.

RÉPARTITION ANNUELLE DES CHARGES RÉCURRENTES RÉSULTANT DE L'APPLICATION DU PLAN

Ministère de l'Agriculture	1971	1972	1973	1974	1975	Total
Personnels	18,2	21,2	22,2	24,2	24,2	110,0
Matériels	77,0	91,0	102,0	105,0	104,0	479,0
Total en millions CFA	95,2	112,2	124,2	129,2	128,2	589,0

Ministère de l'Économie rurale

Personnels	26,4	13,9	18,0	16,7	16,7	91,7
Matériels	7,9	8,8	7,5	7,5	7,6	39,3
Total en millions CFA	34,3	22,7	25,5	24,2	24,3	131,0

Représentation théorique des besoins nouveaux en personnels

Catégories de la Fonction Publique :

— Cadre A :	3
— Cadre C :	5
— Cadre B :	4

Projet de développement rural intégré de la Ngounié

Parallèlement au programme qui vient d'être analysé, il convient de mentionner le projet non programmé de développement intégré de la Ngounié (agriculture, communications, énergie, habitat).

Ce très important projet n'en est encore qu'à la recherche de sa définition et il serait très prématuré de l'examiner en détail.

En effet, afin de promouvoir le milieu rural, au cours de l'année 1970, une étude, conduite en liaison étroite avec des experts des Nations-Unies, a permis d'établir un projet de développement rural intégré pour la Ngounié, qui sera ainsi la première région du Gabon à bénéficier de cette nouvelle méthode.

A la suite de diverses missions des premiers experts, d'autres études seront prochainement entreprises, en vue de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour obtenir le développement équilibré des divers secteurs économiques de la région, et en 1972 l'on devrait voir la mise en place des premiers éléments qui constitueront la Société Régionale de Développement Rural intégré.

Cette société sera la pièce maîtresse du développement, et gérée par les populations elles-mêmes, elle devra coordonner les activités des diverses branches économiques régionales, dès que les conditions techniques, économiques, sociales et psychologiques seront remplies pour lui permettre de jouer son rôle.

C'est avec l'appui et la participation du PNUD, que cette entreprise de développement global de la Ngounié doit être conduite au cours des prochaines années.

F — LES TRANSPORTS

Le secteur des transports, lié à celui de l'infrastructure, revêt une importance particulière par l'incidence qu'il a sur le coût des marchandises, des biens de consommation et des investissements et parce qu'il contribue pour une large part à l'expansion générale de l'économie nationale.

C'est néanmoins un secteur encore assez peu connu, quels qu'aient été les efforts faits, depuis quelques années, pour définir une politique des transports et par là-même les mesures propres à en favoriser le développement dans les conditions optimales. Certains modes de transport (routiers et aériens entre autres) ont connu de 1965 à 1970 un développement appréciable, en raison des investissements importants qui ont été consacrés à leurs infrastructures.

En vue d'analyser ce développement et d'en tirer des prévisions d'évolution pour la nouvelle période quinquennale, les différents modes de transports seront examinés ci-après séparément.

1 - LES TRANSPORTS MARITIMES ET FLUVIAUX

Ces transports ont eu au cours des années passées la première place en raison de l'importance des exportations de bois et de produits bruts, (pétrole, etc.). En fait, il y a lieu de différencier ces deux modes de transports dont le taux de croissance n'est pas identique.

A - Transports maritimes

1. Les données actuelles

Ce secteur a connu depuis quelques années un développement sensible avec un taux de croissance annuel estimé à environ 12 %. Ainsi, le trafic à l'entrée du port de Libreville qui était de 120 000 tonnes en 1966 est passé à près de 200 000 tonnes en 1969.

Les sorties ont, par contre, diminué en raison du passage en deuxième zone de l'exploitation forestière qui a entraîné une modification des flux de transports. Le tonnage à l'exportation, principalement composé de bois a ainsi été ramené de 338 000 tonnes à 255 000 tonnes dont 205 000 tonnes d'okoumé-Ozigo, 18 000 tonnes de bois déroulés et contreplaqués et 25 000 tonnes de bois divers.

En ce qui concerne Port-Gentil, le trafic général avec 300 000 tonnes, n'a subi que peu de variations pendant la période quinquennale. Par contre, il est noté un accroissement important du trafic à l'exportation, occasionné par l'augmentation de la sortie des bois en grumes (230 000 tonnes en 1965, plus de 300 000 tonnes en 1970) des contreplaqués (100 000 tonnes contre 60 000 tonnes en 1965), et par l'augmentation de l'exportation du pétrole brut (plus de 5 000 000 tonnes en 1970 contre 1 360 000 tonnes en 1966).

Aux ports maritimes de Libreville et de Port-Gentil il convient d'ajouter le petit trafic de la rade de Mayumba et du débouché de la Nyanga, composé à l'exportation, essentiellement de bois. Il importe enfin de noter que le trafic maritime du Gabon comporte tant à l'importation qu'à l'exportation :

- une partie trafic avec l'extérieur ;
- une partie cabotage côtier.

A titre indicatif, et pour le cas particulier de Libreville, le trafic « cabotage » est d'environ 10 % du trafic total « import » et de 5 % à « l'export ».

Sur le plan des réalisations, la principale opération liée au secteur de l'activité maritime a été le commencement, au cours du 1er Plan, des importants travaux de construction du nouveau port en eau profonde d'Owendo estimés à 3,5 milliards de F CFA et dont l'exécution est en cours. En attendant la mise en service de ces nouvelles installations, certaines améliorations, principalement terre-pleins de stockage, hangars ont été apportées au môle actuellement en service à Libreville.

2. Les perspectives du IIe Plan quinquennal

Le but recherché dans le cadre du nouveau plan est d'obtenir une amélioration des conditions de transport maritime liée elle-même à divers facteurs :

- amélioration des infrastructures portuaires ;
- augmentation du trafic ;
- amélioration des rotations et des circuits, en particulier en ce qui concerne le cabotage côtier (Gabon avec pays voisins) et les transports le long des côtes gabonaises (marchandises - passagers).

a) Amélioration des infrastructures

Les travaux de construction du Port d'Owendo se poursuivront pendant les deux premières années du Plan. Le premier quai commercial devant être mis en service début 1973. Parallèlement se continuent les études d'aménagement de la zone industrielle d'Owendo. Enfin, sont prévus le projet d'un poste à quai supplémentaire et l'étude de la deuxième voie Owendo-Libreville et d'un port à bois.

A Port-Gentil, où des études d'un port en eau profonde avaient été examinées en 1967, la reprise du quai actuel, en très mauvais état, demeure une opération nécessaire. Des études seraient également souhaitables à Mayumba (extension du parc à bois) et pour l'aménagement du débouché de la Nyanga.

b) Augmentation du trafic

Une augmentation du trafic maritime au cours de la prochaine période quinquennale est prévisible en raison de l'accroissement de la capacité d'exploitation du Port de Libreville-Owendo (cellulose, importation matériel) et de l'augmentation des exportations à Port-Gentil (bois - pétrole).

c) Amélioration des circuits

En ce qui concerne le cabotage côtier, une amélioration du matériel serait de nature à favoriser le trafic le long des côtes ; le problème de la création d'une société nationale gabonaise de transports maritimes, déjà envisagée, devrait être repris.

B - Transports fluviaux

1. LES DONNEES ACTUELLES

Le trafic par voie d'eau joue toujours un rôle important dans l'économie gabonaise. Il tient principalement au transport des bois flottés (environ 85 % du trafic total), qui a été le premier mode d'évacuation de la production forestière.

Les statistiques des transports fluviaux (Ngounié-Ogooué) sont assez mal connues. On a pu cependant relever quelques chiffres relatifs à l'Ogooué qui font ressortir un accroissement sensible du trafic depuis la mise en exploitation de la deuxième zone forestière en amont de N'Djolé (de 206 000 tonnes en 1965, le trafic bois est passé à 408 000 tonnes en 1970).

**TONNAGE TOTAL DU FRÊT TRANSPORTÉ PAR VOIE FLUVIALE
DEPUIS 1965 SUR LE FLEUVE OGOOUÉ (en tonnes)**

Années	Montée Divers	Descente Divers	Montée hydro- carbures	Montée matériel lourd	Descente bois lourds	Descente radeaux Okoumé et divers
1965	11 967	4 200	8 478	370	13 050	206 360
1966	13 869	12 812	11 119	1 238	12 529	228 316
1967	7 604	4 571	9 415	259	10 331	271 808
1968	6 619	763	12 260	230	11 028	322 350
1969	5 471	522	12 287	613	13 024	337 758
1970	4 333	638	37 733	12 328	28 656	405 001

a) Infrastructures

Sur le plan des réalisations, il n'y a pas eu d'importantes transformations ces dernières années. Seuls les ports de Port-Gentil et de Lambaréné disposent d'installations fluviales — (Port-Gentil : un quai de 120 ml, 6 250 m² de terre-pleins, 4 475 m² de hangars — Lambaréné : un appontement de 30 ml de longueur).

Les travaux de balisage de l'Ogooué sont effectués, chaque année, en période de basses eaux, par la subdivision fluviale de l'Ogooué à Lambaréné, de N'Djolé à Lambaréné et de Lambaréné à Achouka.

b) Matériel fluvial

Il n'est pas constaté d'évolution sensible dans le type de matériel utilisé (45 remorqueurs - 56 plates répartis entre les quatre compagnies), la traction restant toujours la méthode principale employée. Il est à noter que bon nombre de forestiers disposant de matériel fluvial important (73 remorqueurs, 21 chalands, 30 vedettes) effectuent eux-mêmes totalement ou partiellement leurs transports. De même, la SPAFE (10 remorqueurs, 7 vedettes, 8 plates) n'utilise la voie fluviale qu'autour de Port-Gentil.

c) Prix des transports fluviaux

Ils restent particulièrement élevés pour le Gabon, en raison des motifs ci-après : matériel mal adapté, charges terminales élevées, déséquilibre dans les flux de trafic (55 000 tonnes à la montée contre 28 000 tonnes à la descente, 405 000 tonnes de bois flottés sur l'Ogooué en 1970).

2. LES PERSPECTIVES DU II^e PLAN QUINQUENNAL

Un effort certain devra être consenti au cours des prochaines années pour faire face aux besoins réguliers du trafic fluvial qui ne pourra que croître en volume avec l'ouverture des axes lourds routiers Lalara - Mitzic, Lalara - Koumameyong, Ayem - Basse-Obiga - Wagny et ultérieurement avec l'aménagement du réseau routier de la Ngounié (Sindara - Fougamou - Mouila - Nangha).

A la montée l'augmentation du trafic constatée en 1970 devrait se maintenir (hydrocarbures - matériel pour les chantiers forestiers, les entreprises).

Les objectifs dans ce domaine porteront donc :

- sur l'amélioration de l'infrastructure (navigabilité des fleuves, balisage de l'Ogooué, aménagement des ports fluviaux et de leurs installations) ;
- sur l'amélioration du matériel fluvial en vue d'une meilleure utilisation ;
- sur la normalisation des tarifs ;
- sur le rétablissement d'un « trafic régulier marchandises-passagers », entre Port-Gentil, Lambaréné, N'Djolé.

2 - LES TRANSPORTS AERIENS

L'évolution rapide des transports aériens au Gabon est due au développement important du trafic international et à la progression du trafic intérieur : communications plus nombreuses et plus rapides, développement et dispersion des exploitations forestières, ouvertures des chantiers de travaux publics.

Les chiffres ci-dessous donnent une idée d'ensemble de l'évolution de ce trafic de 1966 à 1970.

Trafic passagers	1966	1967	1968	1969	1970
Libreville	80 432	95 615	101 600	113 958	114 182
Port-Gentil	51 589	49 179	51 297	57 944	56 355
Divers	18 370	21 830	22 771	23 767	28 123
Total	150 391	166 624	175 668	195 669	198 680
Frêt (tonnes) y compris Poste					
Libreville	4 785	6 071	7 442	7 172	9 189
Port-Gentil	2 255	2 469	2 560	2 582	3 033
Divers	689	853	1 035	793	760
Total	7 729	9 393	11 037	10 547	12 983

Le trafic total passagers s'est accru de 1/3, le fret de 70 %.

A - Les données actuelles

A l'heure actuelle, l'infrastructure aéronautique se compose de 89 aérodromes en service dont 4 gérés par l'ASECNA, 24 aérodromes publics et 63 aérodromes divers concédés ou non. La flotte aérienne se compose de 74 aéronefs immatriculés au Gabon, répartis entre trois compagnies, des sociétés privées et des particuliers.

L'activité des 4 aérodromes gérés par l'ASECNA a été en progression pendant la période quinquennale écoulée. Pour les aérodromes intérieurs, le trafic passagers s'est accru également de façon sensible mais le fret est resté sans grand changement (700 à 800 tonnes/an).

Le développement des compagnies aériennes, du nombre d'appareils en circulation et du trafic aérien sont liés au développement de l'infrastructure aéronautique, qui a porté principalement :

- sur les aérodromes de Libreville - Port-Gentil - Lambaréné pour l'ASECNA ;

- sur la construction ou l'aménagement de nouveaux terrains à l'intérieur, (Médouneu - Oyem - Okondja - Koulamoutou - Omboué - Tchibanga - Mikongo - Cocobeach) ;
- sur l'amélioration de la protection à la navigation aérienne (météo - aide-radio - balises).

B - Les perspectives du IIe Plan quinquennal

Le Gabon devra au cours des années 1971 à 1975 poursuivre son effort d'équipement dans le domaine aéronautique pour plusieurs raisons :

- satisfaire sur le plan international un développement rapide du trafic ;
- satisfaire aux exigences de plus en plus strictes de l'évolution technique (matériel volant, installations à terre) ;
- pouvoir sur le plan intérieur, satisfaire à une expansion prévisible du trafic, liée aux besoins nouveaux de l'économie et du commerce.

Un programme d'infrastructure a donc été établi à partir de cette politique, dont il est fait état ci-dessous au chapitre consacré à l'aéronautique.

③ - TRANSPORTS TERRESTRES

L'un des objectifs principaux du Ier Plan dans le secteur des transports routiers était de définir et de mettre en application des mesures propres à assurer au meilleur prix le développement de ces transports dans les conditions optimales de rentabilité économique et fiscale.

Ces mesures portaient essentiellement sur les points suivants :

- étude des prévisions de trafic et des flux de transport ;
- étude des tarifs de transports routiers ;
- définition des investissements à réaliser pour satisfaire la demande et assurer un écoulement satisfaisant des produits, spécialement des bois à l'exportation ;
- enfin, réglementation des transports routiers et organisation de la profession.

A - Les données actuelles

Le secteur des transports terrestres a connu depuis quelques années, et plus particulièrement pendant la période quinquennale écoulée, une importante évolution liée au développement de l'infrastructure routière pour laquelle il a été consacré, au titre du Ier Plan près de 12 milliards de F CFA.

Le nombre annuel des véhicules importés qui était de 100 en 1953 est passé à 1 000 en 1963, il a dépassé 2 000 en 1969 dont 225 véhicules lourds. Dans le même temps, la nouvelle réglementation sur la circulation routière qui a été mise en application en octobre 1969, autorise l'utilisation de véhicules de 41 tonnes de poids total roulant.

La consommation d'essence est passée de 16 millions de litres en 1964 à 21 millions en 1969. Celle de gas-oil de 45 millions de litres à 70 millions. Ce dernier accroissement est dû principalement au développement de l'exploitation forestière en deuxième zone, l'évolution des transports routiers proprement dite n'ayant pas suivi la même cadence.

Dans la même période, le nombre des transporteurs routiers augmentait, la majorité des transports étant toutefois assurée par huit sociétés principales. Au 1er janvier 1970, le parc automobile gabonais comptait 12 200 véhicules dont 45 % de voitures légères, 34 % de véhicules utilitaires (moins de 2,5 tonnes) et 17 % de poids lourds et véhicules-grumiers.

Les comptages routiers ont révélé également une augmentation sans cesse croissante du trafic, en nombre et en tonnage, surtout sur les grands axes Nord et Sud, mais il n'y a pas eu d'enquête statistique permettant de définir l'importance comparée des flux de transports.

On peut toutefois noter, à titre indicatif, quelques chiffres significatifs :

Trafic forestier (en tonnes)	1968	1969
Route Alembé - Lalara	239 000	254 000
Route Alembé - Ayem	62 000	70 000
Route Ndjolé - Alembé	343 000	354 000
Bac de Kango - (véhicules) (trafic mensuel moyen)	1969 2 600 v.	1970 3 000 v.

Les chiffres ci-dessus suffisent à montrer l'importance prise au Gabon par les problèmes de transport, ce qui a conduit le Gouvernement à créer fin 1969 le nouveau département des Transports, chargé de suivre spécialement ces questions d'un grand intérêt économique.

B - Les perspectives quinquennales

L'amélioration du réseau routier au cours des prochaines années doit encore entraîner une augmentation certaine du trafic routier, en dehors des transports des bois qui évoluent en fonction de la construction et de l'amélioration du réseau routier lourd (Lalara - Mitzic, Lalara - Kouma-meyong, Ayem - Basse-Obiga - Lastourville).

Les objectifs du nouveau Plan porteront sur les points essentiels suivants :

- définition d'un nouveau Plan de transport, à moyenne et longue échéance, tenant compte du réseau existant et de l'évolution des différents secteurs de l'économie (bois, mines...);
- établissement et mise en application d'une réglementation des transports routiers : une étude est cours par le Ministère des Transports;
- examen des flux de transport et prévision de leurs modifications (marchandises et passagers) sur les grands itinéraires;
- tarification - Un abaissement sensible des tarifs de transport routier devrait être réalisé, en particulier sur les très bonnes routes, tenant compte des meilleures conditions de circulation (suppression progressive des bacs) et du programme envisagé de bitumage de divers tronçons routiers très sollicités;
- coordination des transports. Pour coordonner les activités de la route, des voies d'eau et ultérieurement du chemin de fer, les moyens suivants devront être mis en œuvre :
 - organisation de la profession de transporteur (contrôles, carte de transporteur).

Il conviendra enfin de promulguer une réglementation portant sur :

- les véhicules (type, tonnage);
- les transports de marchandises;
- les transports de passagers (itinéraires, gares routières);
- et une tarification nouvelle.

Il sera nécessaire d'organiser les circuits de transport : itinéraires, définition des frêts (frêts retour, bourse du frêt, etc.), et d'opérer des statistiques détaillées des transports routiers afin de tirer une planification précise et de coordonner les divers modes de transports en fonction de l'amélioration de l'ensemble du réseau d'infrastructure.

les infrastructures

Les données statistiques

Les infrastructures exécutées sur fonds publics de 1966 à 1970 ont représenté 57 % des dépenses publiques d'investissement du I^{er} Plan. Elles tiennent une place encore plus importante au cours du II^e Plan puisqu'elles représentent 67 % des investissements publics.

Ce sont les infrastructures de transport (chemin de fer, routes, ports, aérodromes) qui représentent les plus gros investissements.

Viennent ensuite les programmes liés au bâtiment (urbanisme, bâtiments administratifs, équipement touristique).

Le dernier groupe, celui des communications qui comprend la poste, les télécommunications, la radiodiffusion sonore et visuelle, ne tient qu'une place relativement modeste.

Impact du programme

Dans le passé, de gros efforts ont déjà été consentis en vue de doter le Gabon d'une infrastructure moderne et adaptée.

Les travaux envisagés pendant la période 1971-1975 feront apparaître l'aspect général de l'aménagement du territoire (tracé des réseaux de base, points forts de la carte administrative) et fixeront pour de nombreuses années les caractères permanents des infrastructures publiques (voies et installations de surface, liaison par fil et radiodiffusion, équipement en bâtiments administratifs, équipement touristique).

En conséquence, tout en continuant à progresser en valeur absolue, les investissements de l'espèce auront une moindre importance relative dans le II^e Plan qui devrait, selon toute probabilité, orienter l'effort principal d'investissement vers le développement du secteur productif.

Outre les effets permanents à long terme analysés dans les études de projet (qui ne commenceront d'ailleurs à jouer massivement qu'après 1975) et les effets économiques et financiers généraux des opérations d'investissement proprement dites (analysés dans la troisième partie), la réalisation de ce programme d'infrastructures aura des effets sur l'emploi public et sur le budget de l'Etat.

Les emplois publics :

De 1971 à 1975, des emplois publics permanents devront être créés pour mettre en œuvre les nouvelles installations.

Ils peuvent être estimés avec une assez grande approximation, de la manière suivante :

- chemin de fer : 510 - 2/3 personnel à mettre en place dès 1975, avant la mise en service du chemin de fer - 80 spécialistes - 80 ouvriers spécialisés - 250 manœuvres ;
- routes et ponts : 40 - Hypothèse : il n'est créé que 2 nouvelles subdivisions de Travaux Publics ;
- aéronautique : 20 ;
- radiodiffusion : 43 ;
- postes et télécommunications : 332 ;

- port d'Owendo : 121 — Chiffre net : déduction faite des suppressions d'emploi du port de batelage actuel ;
- tourisme — urbanisme — équipement administratif : 20 — gardes et surveillants des réserves - gardiens d'équipement.

Ces estimations ne comprennent pas les salaires de la main-d'œuvre flottante des Travaux Publics (40 % des dépenses d'entretien soit une masse salariale additionnelle passant de 5 à 6 millions en 1971 à 45 ou 50 millions en 1975).

Les charges récurrentes :

Les ports et l'Office des Postes et Télécommunications sont déjà et seront de plus en plus indépendants sur le plan de la gestion financière. Leur expansion ne doit pas entraîner de charges supplémentaires pour le budget national car ils ont la possibilité d'adapter assez largement leurs tarifs à leurs dépenses courantes.

Il n'en est pas de même des administrations : Travaux Publics, Aéronautique Civile, Radio-Télévision Gabonaise, Office du Tourisme (étant donné l'insuffisance de ses ressources propres).

Le régime d'exploitation du chemin de fer n'est pas déterminé ; il est néanmoins assuré que cet investissement massif aura un impact sur le budget général, soit par l'intermédiaire de son budget, soit par celui de la Caisse Autonome d'Amortissement, soit par les deux, mais ce sera après 1975.

Tableau récapitulatif :
LES INVESTISSEMENTS DU SECTEUR DES INFRASTRUCTURES

Projets en millions CFA	1971	1972	1973	1974	1975	Total	Investis- sements publics	Investis- sements privés
Chemin de fer	—	1 000	3 500	5 500	6 500	16 500	16 500	16 500
Routes	725	1 450	3 285	3 710	1 860	11 030	11 030	—
Aéronautique.	1 310	1 940	890	225	10	4 375	4 375	—
Ports	801	1 075	250	380	180	2 686	2 686	—
P.T.T.	199	262	321	224	259	1 265	1 265	—
Radio- télévision .	200	208	125	140	146	819	819	—
Tourisme...	2 171	1 657	619	32	31	4 510	94	4 416
Urbanisme ..	1 005	1 430	2 020	2 000	1 985	8 440	3 100	5 340
Équipement adminis. ..	700	850	850	850	500	3 750	3 750	—
	7 111	9 872	11 860	13 061	11 471	53 375	43 619	9 756

Chapitre I

Le chemin de fer Owendo-Booué

① - LES DONNÉES ECONOMIQUES

L'activité économique du Gabon repose au premier chef sur la production et l'exportation des bois flottables et en second lieu, outre la production pétrolière, sur les exploitations minières. C'est en fait aux possibilités que lui offrent ses forêts que le Gabon doit l'essentiel de ses ressources budgétaires, or à la suite de l'épuisement de la première zone en bois flottables, l'exploitation de la seconde zone a dû être amorcée avec le handicap d'un coût d'approche aux ports maritimes plus élevé. Cette situation a conduit la presque totalité des forestiers à limiter leur exploitation aux bois légers, flottables, avec des rendements à l'hectare de l'ordre de 6 tonnes alors que le potentiel exploitable se situe entre 12 et 16 tonnes.

Ainsi, l'inadaptation et l'insuffisance des infrastructures et des moyens de transport se sont traduites, dans les faits, par une stagnation des exportations de bois et par un épuisement prématuré de la deuxième zone en bois légers. Il est à prévoir, si la situation se prolonge, une baisse de la production forestière à partir de 1985 d'autant plus sûrement que l'exploitation de la troisième zone forestière sera grevée, en l'absence d'un chemin de fer, de coûts de transports élevés, voire prohibitifs.

Les débouchés offerts sur le marché européen augmentant à un rythme de plus de 50 % en 10 ans, le Gouvernement a donc décidé de tout mettre en œuvre pour doter le pays d'une infrastructure offrant des facilités optimales de transport à des coûts compatibles avec les sujétions qu'impose la concurrence internationale. Les forêts de seconde zone et plus tard de troisième zone, pourront alors être exploitées de manière plus rationnelle.

Les études faites par la S.E.D.E.S. ayant démontré que la desserte par chemin de fer de la troisième zone forestière permettrait un accroissement de la production double de celui entraîné par la réalisation d'un réseau routier, le Gouvernement a, en conséquence, décidé de réaliser sans plus attendre, le tronçon Owendo-Booué du futur chemin de fer de Bélinga. Cette voie ferrée longue de 332 km, allant du port d'Owendo vers l'intérieur du pays jusqu'à Booué, longe à partir de Ndjolé la vallée de l'Ogooué non navigable.

Elle comportera 10 gares dont 5 grumières, distantes chacune d'une quarantaine de kilomètres, de Ndjolé à Booué.

② - LE COMPTE D'EXPLOITATION — RENTABILITE DU PROJET

Des études approfondies ont démontré que ce tronçon pourrait être rentabilisé à partir du seul trafic « bois », d'importantes réserves d'essences lourdes pouvant être commercialisées.

En supposant une mise en exploitation du chemin de fer fin 1976, début 1977, le trafic prévisible, en période de croisière, c'est-à-dire à partir de 1981, se situera aux environs de 1 200 000 tonnes/an avec la ventilation approximative suivante :

— Okoumé	765 000 tonnes
— Bois divers	435 000 tonnes

Le trafic des hydrocarbures représentera 30 000 tonnes par an, celui des marchandises diverses 20 000 tonnes par an environ. Le trafic voyageur peut être estimé à 3 millions de voyageurs/km.

Sur la base des tarifs kilométriques suivants :

- 4,5 francs la T.T. pour l'okoumé;
- 2 francs la T.K. pour les bois divers,
- 8 francs la T.K. pour les hydrocarbures;
- 12 francs la T.K. pour les marchandises diverses;
- 6 francs le V.K. pour le trafic voyageur, les recettes prévisibles peuvent être évaluées ainsi que suit (en millions de francs) :

1977	678
1978	1 049
1979	1 201
1980	1 340
1981	1 455

Le compte d'exploitation en dépense se présente comme ci-dessous :

	1977	1978	1979	1980	1981 et au-delà
— Personnel	611	611	611	611	611
— Combustible	22	35	40	44	48
— Matières et pièces de rechange	35	55	75	100	114
— Divers	70	70	70	70	70
Total	738	771	796	825	843

L'exploitation sera assurée par un établissement à vocation industrielle et commerciale dont le régime juridique reste à définir. Cet établissement sera doté d'un budget autonome. Le fonds de roulement peut être limité à 4 mois de fonctionnement soit 250 millions de F CFA ; le fonds de renouvellement, pour sa part, sera alimenté par les annuités théoriques d'amortissement technique (installations, équipements et matériels) et peut être évalué à 148 millions de F/an.

Le compte d'exploitation prévisionnel peut être résumé ainsi que suit :

(en millions de francs)	1977	1978	1979	1980	1981 et au-delà
Recettes	678	1 049	1 201	1 340	1 455
Dépenses	738	771	796	825	843
Bénéfice brut d'exploitation	— 60	278	405	515	612
Versement au fonds de renouvellement ...	148	148	148	148	148
Solde pour couverture d'amortissement financier des emprunts	— 208	130	257	367	464

3 - ESTIMATION DU PROJET

L'estimation des travaux de construction du chemin de fer proprement dit et de ses équipements initiaux repose sur l'évaluation quantitative du projet Owendo-Bélinga dressée par Foley-Brothers-Sofrerail, revue et actualisée par la S.E.D.E.S. et le B.T.C.F. (Bureau Technique du Chemin de Fer) pour son adaptation au seul tronçon Owendo-Booué.

Cette évaluation hors-taxes qui comprend en outre les matériels de manutention pour la desserte du port d'Owendo et les gares grumières est de 30,5 milliards de F CFA ainsi répartis : (en millions de F CFA)

— Direction et surveillance des travaux	1 500
— Exécution du projet : Infrastructures	12 700
Superstructure	10 601
Matériels	3 251
— Imprévus et divers sur exécution (10 %)	2 448
	30 500

Cette évaluation ne comprend ni les coûts de construction des ouvrages annexes (port grumier d'Owendo, routes affluents à la voie ferrée) évalués à 9 milliards qui seront réalisés par le Gabon dans le cadre du II^e Plan 1975-1980, ni de provision pour variations de prix (variations prévisibles de l'ordre de 5 % par an étant donné l'échelonnement des travaux jusqu'en 1977).

4 - LE PLAN DE FINANCEMENT

a) Les sources de financement

Les conditions de financement du chemin de fer ne sont pas encore arrêtées. Dans l'état actuel de l'instruction du dossier les hypothèses sont les suivantes :

1. Le Fonds d'Investissement du chemin de fer. Ce fonds qui constitue la participation gabonaise à la construction du chemin de fer a été créé par ordonnance du 8 janvier 1969. Alimenté depuis le 1^{er} janvier 1969, ses ressources annuelles sont de l'ordre du milliard de francs et la réserve constituée à ce jour atteint 2 milliards. A partir de 1971, ses ressources seront affectées jusqu'à concurrence de 6 milliards à la construction proprement dite de la voie ferrée.

2. Une participation sous forme d'une subvention de 2,5 milliards, du Fonds d'Aide et de Coopération Français. Cette aide pourrait être complétée par un prêt de la Caisse Centrale de Coopération Economique avec crédit fournisseur garanti par la COFACE, d'un montant de 2,5 milliards.

3. Un financement combiné du Fonds Européen de Développement et de la Banque Européenne d'Investissement sous forme d'un prêt «B.E.I.» de 3 milliards à 3 % amortissable en 10 ans avec bonification d'intérêt «F.E.D.» sur subvention non remboursable (2 milliards).

4. Un prêt de l'Allemagne Fédérale (Kreditanstalt) d'un montant de 2 milliards, à 3 % d'intérêt amortissable en 25 ans.

5. Un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.) d'un montant de 7 milliards, à 7,25 %, amortissable en 29 ans avec différé de 4 ans.

6. Un prêt de l'Italie à 3 % sur 25 ans d'un montant de 2,7 milliards.

7. Un prêt de l'US-AID à 3 % sur 25 ans d'un montant de 1,4 milliard.

8. Un prêt du Canada à 3 % sur 25 ans de 1,4 milliard.

9. Un prêt de l'Eximbank de 20 millions de dollars US pour financement complémentaire éventuel.

La mobilisation des fonds nécessaires à la réalisation de l'ensemble du projet, en raison même de la diversité des fonds de concours, offre toute une gamme de solutions, mais compte tenu de la rentabilité financière interne du projet et du plafond de ressources que le Gabon peut affecter au remboursement des annuités d'emprunts, les variantes à retenir sont celles comportant une contribution sous forme de subvention non remboursable au moins égale au tiers du montant des investissements.

Dans l'hypothèse la plus favorable, le Plan de financement serait le suivant (en millions de F) :

	Subventions	Prêts	Total
F.A.C.	2 500		
F.E.D.	2 000		
Fonds d'investissement du chemin de fer	6 000		
Prêt B.I.R.D.		7 000	
Prêt B.E.I.		3 000	
Prêt K.F.W.		2 000	
Prêt Italie		2 700	
Prêt US-AID		1 400	
Prêt Canada		1 400	
Prêt COFACE		2 500	
Prêt Eximbank		-	
	10 500	20 000	30 500

Dans la même hypothèse, étant admis que les travaux débiteront effectivement début 1973 et dureront 5 ans, le calendrier des paiements peut être établi ainsi que suit :

(en milliards de F :	1972	1973	1974	1975	1976	1977
	1 000	3 500	5 500	6 500	8 000	6 000

mais il n'est pas exclu, compte tenu des études actuellement en cours, que cet échéancier soit remanié dans le sens d'une augmentation des engagements et des paiements de 1973 à 1975.

b) L'amortissement financier des emprunts

Dans son analyse de l'équilibre financier du projet, le Bureau technique du chemin de fer a conclu que le total du résultat d'exploitation du chemin de fer et des recettes fiscales supplémentaires à attendre d'une production forestière plus intensive et plus diversifiée, pourrait atteindre 2 700 millions de F en période de croisière.

Les ressources escomptées sont les suivantes (en millions de F).

	1977	1978	1979	1980	1981
Recettes fiscales :					
- Taxes superficielles	750	750	750	750	750
- Plus values sur les droits de sortie	180	340	560	775	828
- Plus values sur les taxes publiques	(- 5)	132	337	543	680
Résultat du C.E. du chemin de fer	(- 208)	130	257	367	464
Total arrondi	717	1 352	1 904	2 435	2 722

Toutefois, les plus-values sur les taxes publiques étant difficilement individualisables au sein du Budget de l'Etat, seules pourraient être affectées au service de la dette — pour des raisons de commodités comptables — les taxes superficielles et les plus-values sur les droits de sortie des okoumés basse qualité et des bois divers.

Si l'on retient par hypothèse un montant global d'emprunts de l'ordre de 20 milliards, le « cash-flow » de l'opération (c'est-à-dire les ressources affectées à la dette moins les charges d'emprunt) sera positif à partir de 1987.

De 1977 à 1987, les relais de trésorerie nécessaires à la couverture de « cash-flow » et les services des intérêts intercalaires pourront être assurés par les réserves et la consolidation du Fonds d'Investissement du chemin de fer.

c) Les perspectives

Le chemin de fer Owendo-Booué peut être considéré comme ayant une rentabilité interne propre sur la base d'un trafic bois égal à 1 200 000 tonnes/an, le relèvement approprié des charges fixes des exploitants forestiers et les recettes fiscales attendues de l'accroissement de la production assurant la couverture du service de la dette dès 1977. Les apports que constitueront les trafics minéraliers (fer de Mékambo et éventuellement manganèse de Moanda) ne pourront qu'améliorer fortement la rentabilité du projet.

Un important effort sera consacré à la formation professionnelle des personnels locaux. La société d'exploitation devra recruter 557 cheminots et manœuvres dont 45 cadres et agents de maîtrise et 282 ouvriers spécialisés. Le personnel d'encadrement sera composé, dans un premier temps, de 8 cadres et 35 spécialistes expatriés.

Cet axe lourd se définit donc comme la desserte indispensable de la deuxième et troisième zone forestière et comme la phase préalable à la réalisation de la voie Libreville-Bélinga. Si le chemin de fer a été préféré à toute autre option d'équipement du réseau routier et fluvial existant, réalisable à moindre prix, c'est que sont fondamentalement en jeu deux perspectives résolument différentes du développement du pays.

Le perfectionnement du réseau traditionnel recule certes les limites de l'exploitation forestière mais l'enferme dans la logique actuelle qui est celle de l'écroulement de la forêt. Le chemin de fer ouvre résolument à l'exploitation les bois « divers » qui, en majorité trop lourds ou trop peu cotés, ne peuvent être évacués par le réseau de transport traditionnel. Il favorise également la transformation industrielle locale des bois.

Dans le domaine de l'exploitation des ressources minières, le chemin de fer peut assurer et rapprocher l'échéance de la mise en exploitation du gisement de Bélinga et ne peut que favoriser la recherche puis l'exploitation d'autres minerais en cours de prospection.

Le programme « chemin de fer » réalise ainsi, à l'opposé du programme routier, une réelle ouverture sur les deux secteurs qui resteront encore longtemps les moteurs de l'économie nationale. Il s'agit en définitive, pour éviter le blocage à plus ou moins long terme d'une économie qui s'essouffle, d'investir dans le premier élément d'un ensemble définissant un nouveau seuil de l'économie gabonaise.

Chapitre II

Les routes

① - LES DONNÉES STATISTIQUES

Le programme routier inscrit au second plan continue l'effort considérable d'aménagement des voies de surface poursuivi tout au long du 1er Plan. Il représente un volume de travaux neufs du même ordre d'importance.

Les investissements routiers de la période 1966-1970 se sont élevés à 11 210 millions de francs. La part du budget gabonais a atteint 5 460 millions, dépassant de près de 40 % les prévisions initiales.

Les travaux ont porté sur plus de 3 000 kilomètres d'itinéraires. L'ouverture de voies nouvelles dans des régions qui n'étaient pas desservies concerne essentiellement le tronçon Ayem-Basse-Obiga-Wagny (161 km) et la route de Kingué (25 km). Mais les axes lourds de Libreville à Owendo, d'Oyan à Bifoun de l'« Y d'Alembé », avec ses prolongements vers Ebel, Mitzic et Koumameyong, qui se substituent à des routes légères antérieures doivent être considérées comme des réalisations nouvelles par l'importance des travaux qu'ils ont exigés et leurs caractéristiques.

Sur les autres itinéraires, les améliorations ont été apportées le plus souvent aux passages les plus difficiles.

En 1970, le réseau routier gabonais couvrait 4 995 km dont 2 432 km de routes nationales et 2 523 km de routes régionales. La proportion des routes revêtues est très faible : 2,4 % soit 120 km.

Les chiffres globaux précédents ne comprennent ni les pistes saisonnières (500 km) ni les pistes dépendant des collectivités rurales.

② - LES OBJECTIFS DU IIe PLAN

La politique routière peut être résumée en cinq points :

1. Terminer la construction de la grande dorsale transgabonaise Libreville-Congo (route Nationale n° 1). C'est d'abord réaliser la déviation de Kango, opération qui a pour but d'éviter le bac sur le Komo — point de passage obligatoire — qui arrive à saturation. Cette déviation de 56 km, tout en accélérant sensiblement la circulation rapprochera du port d'Owendo la future industrie de la cellulose. Quand les travaux du tronçon Basse-Obiga-Wagny (67 km), actuellement en cours, seront achevés, il ne restera que 67 km à faire pour que Libreville soit reliée à Lastourville en toutes saisons.

2. Construire des ponts définitifs sur les routes les plus utilisées et à proximité des agglomérations. Une convention a été signée entre le Gabon et l'Autriche pour l'étude des ponts de Lambaréné, l'un de 460 mètres, l'autre de 400 mètres.

Les études des ponts de Mouila, Tchibanga, Lébamba, Ougoulou, ont été réalisées par le bureau GAUFF, sur aide allemande. Le Gabon pour sa part a pris en charge et achevé celles des ponts de Masotie et Libi et d'Ebomane et Bikondome respectivement situés dans les régions de l'Estuaire et du Woleu-N'Tem.

3. Renforcer les principaux axes lourds réalisés antérieurement et en bitumer les sections à gros trafics. L'objectif recherché est de bitumer 30 km de routes par an.

4. Raccorder aux axes existants le futur réseau d'exploitation forestière, commandé par l'installation prévue du complexe « Cellulose »

dans la région de Mbel et poursuivre les études des routes qui assureront dès 1975 l'insertion de la voie de chemin de fer dans la région forestière où il doit trouver l'essentiel de son trafic.

Dans le premier cas, les travaux concernent 45 km de routes, dont la liaison de la déviation de Kango, avec Kingué et la bretelle de liaison entre la déviation de Kango et la route Kougouleu — Atogafina. Dans le second cas, il s'agit d'effectuer les études des axes lourds Mikongo-Offoué, Booué-Dilo, du pont sur l'Ogooué à Sandoudou et de l'antenne sud de Ndjolé. Ces études couvriront 350 km de routes environ.

5. Dans toute la mesure du possible, ouvrir l'axe lourd Sindara-Fougamou-Mouila-Nangha desservant la deuxième zone forestière.

3 - LE FINANCEMENT DU PROGRAMME ROUTIER QUINQUENNAL

Projets (en millions de francs CFA)	Montant du projet	Budget de dévelop.	Fonds publics ext.	Observations
Programme 1971-75				
Déviations de Kango	2 250	800	1 450	Prêt à négocier - part prévisible du Gabon : 35 %.
Route Wagny - Lastourville	1 650	300	1 350	Financement bilatéral franco-allemand recherché. Relais prévu pour la part du Gabon de groupes d'entreprises.
Raccordement du réseau Sogacel	800	200	600	Prêt à négocier à l'étranger.
Etude du réseau adjacent au chemin de fer	650	650	—	Financement à trouver.
Route aviation Port-Gentil	180	180	—	
Ponts définitifs (y compris coco-beach)	3 000	600	2 400	Pourparlers en cours avec l'Autriche (ponts de Lambaréné) et la Kreditanstalt (ponts du Sud-Gabon).
Bitumage (y d'Alembé) .	500	300	200	Prêt à négocier à l'étranger.
Route Sindara - Fougamou - Mouila - Nangha - Lémbamba	2 000	800	1 200	Etudes financées par la BIRD (380 millions). Financement extérieur à rechercher.
	11 030	3 830	7 200	

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE FINANCEMENT DU PROGRAMME ROUTIER QUINQUENNAL

Projets (en millions de F CFA)	Montant	1971	1972	1973	1974	1975
Programme 1971-1975						
Déviations de Kango	2 250	15	660	800	775	—
Route Wagny-Lastourville.	1 650	—	150	700	800	—
Raccordement du réseau Sogacel	800	—	—	—	400	400
Etudes du réseau adjacent au chemin de fer	650	—	—	75	75	500
Route aviation Port-Gentil .	180	100	80	—	—	—
Ponts définitifs	3 000	310	460	810	760	660
Bitumage (y d'Alembé) . . .	500	—	200	300	—	—
Route Sindara - Fougamou - Mouila - Nangha - Lémbamba	2 000	—	—	900	900	200
	11 030	425	1 550	3 585	3 710	1 760

4 - LES EFFETS ECONOMIQUES DU PROGRAMME

a) Effets économiques

Il n'existe pas encore au Gabon de plan de transports au sens strict du terme. Ne peuvent donc être examinés sommairement du point de vue économique que les investissements les plus importants pour lesquels les études ont permis d'estimer la rentabilité.

1. Programme de bitumage d'Alembe. L'économie à en attendre, difficilement chiffrable pour une route dont le trafic est à la fois assez faible et variable, peut être évalué lorsqu'il s'agit d'axes à trafic spécialisé, tels que les axes forestiers lourds. On estime ainsi que le bitumage de 80 km de routes de l'« Y d'Alembe » qui écoule un trafic grumier de 300 000 tonnes métriques par an, réduit les coûts de transport de la tonne kilométrique de 4 F, soit pour les utilisateurs une économie annuelle de 100 millions, à rapprocher d'un supplément de dépenses de 40 millions pour la collectivité publique.

2. Déviation de Kango — Non compris le trafic lié au projet « cellulose », on a estimé que la déviation de Kango ferait progresser le trafic sur cette route de 8 % par an, et, pour un trajet de 200 km, réduirait les frais de 4 %.

3. Route Basse-Obiga-Lastourville. Il s'agit d'un projet de plus de 3 milliards qui est d'un grand intérêt sur le plan économique car il permet l'évacuation des bois de la zone forestière des Abeilles. L'exécution du premier tronçon de ce projet (Basse-Obiga-Wagny) permettra la production supplémentaire et l'évacuation de 20 000 tonnes de bois d'Okoumé dès 1973 et d'au moins 50 000 tonnes par an à partir de 1974. L'intérêt du dernier tronçon sera au moins égal.

4. Réseau de la N'Gounié. Ce projet de l'ordre de 2 milliards comportera des tronçons bitumés. Il permettra d'évacuer la production forestière d'une zone d'un million d'hectares. Cette production additionnelle a été évaluée à 120 000 tonnes par an pendant quinze ans représentant, en F 1970, une augmentation de produit national brut de 800 millions et des recettes fiscales d'au moins 3 200 F par tonne.

5. Les antennes routières destinées à desservir le chemin de fer seront également d'un gros intérêt économique.

b) Effets sur l'emploi

Les emplois publics permanents qu'entraînera la réalisation du programme routier ne seront pas très nombreux : ce seront ceux des postes de travail dans les nouvelles subdivisions des travaux publics.

Mais les dépenses de main-d'œuvre flottante ne seront pas négligeables puisque la main-d'œuvre représente 45 % des dépenses d'entretien routier.

c) Charges récurrentes

Ces charges représentent les besoins annuels supplémentaires du Ministère des Travaux Publics pour l'entretien des réalisations nouvelles que prévoit le programme du IIe Plan quinquennal.

Proportionnellement très faibles, elles seront de l'ordre de 250 millions à partir de 1975. Si ces crédits additionnels n'étaient pas affectés au budget de fonctionnement des Travaux Publics, le patrimoine routier se dégraderait progressivement et les réalisations du IIe Plan seraient à refaire à échéance plus ou moins brève.

5 - LES PERSPECTIVES

Le département des Travaux Publics, entretient en 1970 la presque totalité du réseau principal : 4 720 km sur 4 955 soit 95 %.

En trois ans, de 1967 à 1970, la dotation kilométrique moyenne est passée de 220 570 F à 109 300 F alors que dans le même temps les prix subissaient des hausses relativement importantes (salaires, carburants, pièces détachées). Le volume des crédits actuels, à peine suffisant pour faire face aux dépenses normales de fonctionnement — pour lesquelles la main-d'œuvre représente 45 % environ et les carburants 15 % — ne permettent pas d'effectuer l'ensemble des grosses réparations nécessaires avec les engins, ni de procéder à l'indispensable renouvellement du parc mécanique des T.P. qui peut être évalué à 1 500 millions de F.

Aussi, le Gouvernement a-t-il créé en 1969 un fonds de renouvellement du matériel des Travaux Publics. Ce fonds est alimenté par des dotations ou subventions diverses, par des versements correspondant à l'amortissement technique des engins, par le produit des cessions d'engins réformés, enfin par le produit de taxes routières, récemment instituées (péage du Cap-Estérias, vignettes, taxes sur les bois).

Comme un effort très important a été réalisé au cours des quatre dernières années pour équiper les subdivisions de travaux publics en matériel fixe et mobile ainsi que la subdivision d'outillage mécanique chargé d'assurer un soutien efficace et continu aux brigades mécaniques d'entretien routier, il sera nécessaire au cours des années 1971-1975 de revoir en hausse la dotation annuelle d'entretien si l'on veut maintenir en état de marche l'organisation mise en place au cours du 1er Plan pour l'entretien routier.

Chapitre III

L'Aéronautique Civile

L'aéronautique Civile, avec 89 aérodromes en service et 74 aéronefs immatriculés au Gabon ne manque pas de moyens.

Ses besoins restent néanmoins très importants en raison :

- de l'évolution rapide des appareils utilisés sur les lignes intercontinentales, évolution qui rend souvent obsolètes des équipements au sol très récents;
- des caractéristiques encore sommaires de la plupart des aérodromes réservés au trafic intérieur.

Dans un avenir maintenant très proche, l'aéroport de Libreville ne suffira plus aux besoins et le site qu'il occupe ainsi que la situation de ce site par rapport à la ville ne permettent pas de lui donner le développement requis. Les réaménagements provisoires qui restent possibles sont très onéreux.

Le programme retenu tend :

1. A maintenir les installations de l'aéroport de Libreville à un niveau international et à entreprendre dès maintenant la recherche de sites et les études nécessitées par son déplacement.

TABLEAU RÉCAPITULATIF : LES INVESTISSEMENTS DE L'AÉRONAUTIQUE CIVILE

Projets (en millions de F CFA)	Mont. du projet	Calendrier prévisionnel					Sources de financ.		Observations
		71	72	73	74	75	Budget de Dévelop.	Extérieur	
Maintien des installations de l'aérodrome de Libreville à un niveau international	1 000	250	350	200	200	—	500	500	Financement extérieur à rechercher.
Construction d'un aérodrome international à Franceville	3 150	1 000	1 500	650	—	—	400	250 2 500	Financés par ASECNA. A trouver sous forme de prêts à l'extérieur; relais par crédit d'entreprise (SOFRA-TP).
Autres dépenses d'investissement : — Terrains secondaires — Pavillons d'escale	225	60	90	40	25	10	60	165	Les investissements pour pavillon d'escale assuré par recettes affectées de l'ASECNA. Financement des investissements météo à rechercher sous forme d'aides extérieures.
Total	4 375	1 310	1 940	890	225	10	960	3 415	

2. A construire à Franceville un aéroport de classe internationale susceptible de satisfaire les exigences des appareils long-courriers.

3. A limiter strictement aux besoins nouveaux et aux exigences accrues de la sécurité de la navigation les investissements à faire sur les aéroports secondaires. Il appartiendra aux compagnies intérieures de transport aérien de choisir, pour renouveler leur flotte, des appareils adaptés à l'infrastructure existante.

Effets économiques du programme

Le programme d'infrastructure aéronautique 1971-1975 concerne essentiellement la modernisation, l'adaptation et l'agrandissement des installations actuelles. Il implique la création de 54 emplois publics permanents dont 19 techniciens de la radionavigation et de la météorologie et 35 manœuvres d'entretien de pavillons d'escaliers et de stations météo.

Sur le plan privé, il est difficile de faire des pronostics. Il est néanmoins normal de supposer que la modernisation de l'aéroport incitera de nouvelles compagnies de navigation aérienne à faire régulièrement escale à Libreville et naturellement, chaque ouverture de ligne régulière entraînera la création d'emplois nouveaux dans le secteur des services.

Ce programme doit en outre entraîner des charges supplémentaires que la collectivité doit couvrir par l'impôt. C'est ainsi que la contribution financière du Gabon au titre de l'ASECNA devra être augmentée des dépenses annuelles de fonctionnement entraînées par la mise en place des nouvelles installations. Cette dépense figurera au budget de l'Etat à la rubrique des contributions résultant d'accords internationaux.

L'Etat devra en outre prendre en charge les dépenses nouvelles additionnelles qui concernent directement les services publics des Travaux Publics et de la Météorologie.

Sur la base des données de 1970, les charges récurrentes du fait des projets nouveaux peuvent être estimées à 15 millions par an environ, réparties ainsi que suit :

— Contribution internationale	3,8
— Dépenses de matériel du service météorologie	0,6
— Dépenses de personnel du service météorologie	3,0
— Dépenses de personnel du service des Travaux Publics	7,4
Total	14,8

Chapitre IV

Les ports

1 - LES OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT

De 1971 à 1975, les ressources financières réservées par le Gouvernement à l'infrastructure portuaire seront pratiquement toutes consacrées à l'achèvement du port de commerce d'Owendo qui a été mis en chantier au cours du 1er Plan et dont le financement a été assuré par le Fonds Européen de Développement.

Le programme de travaux comporte en outre l'aménagement de la zone portuaire en construisant des quartiers industriels et résidentiels aux environs immédiats du port, et l'étude et l'implantation des installations portuaires spécialisées (parc à bois, port de pêche, chantier naval). Si le budget du port le permet et si la nécessité s'en fait sentir, deux nouveaux postes d'accostage seront construits au port de batelage de Libreville.

2 - LE FINANCEMENT DES PROJETS

TABLEAU RÉCAPITULATIF : LES INVESTISSEMENTS PORTUAIRES

Projets (en millions de F CFA)	Financement				Calendrier				
	Total	Budget dévelop.	Subvent. extér.	Emprunts extér.	1971	1972	1973	1974	1975
I. Port de Commerce Owendo									
Dépassement de devis Owendo	1 000		1 000		400	500	100		
Transport force moyenne tension	15	15			15	15			
Climatisation bureaux	15	15			10				
Atelier d'entretien	10	10			7				
Magasin du port	7	7			7	20			
Logements de fonction	20	20			20				
Dispensaire	7	7			5				
Vigie	20	20			180	90			
Bureau d'embauche	5	5							
Construct. 3 hangars	270			270	644	625	100		
Total I	1 369	99	1 000	270					
II. Zone industrielle Owendo									
Zone de 5 hectares	40			40		260			
Zone de 25 hectares	260			260	40	260			
Total II	300			300					
III. Port de pêche et chantier naval									
Etude 200 m quai de pêche	50		50		50				
Etude 150 m quai armement	50		50			80		80	80
Travaux quai de pêche	240		240				150	300	
Elévateur quai armement	450		450		100	80	150	380	80
Total III	790		790						
IV. Extension du port									
Etude d'un poste à quai	40	40				40			
Début des travaux	100	100							100
Etude port à bois	70	14	56			70			
Etude 2e voie rapide	17	17			17				
Total IV	227	171	56		17	110			100
Total général	2 686	270	1 846	570	801	1 075	250	380	180

La mise en service du port d'Owendo est prévue pour le premier trimestre 1973. Elle aura exigé des travaux de l'ordre de 4 milliards pour le port proprement dit et la zone industrielle et d'au moins 1,5 milliards pour la zone résidentielle (cf. secteur urbanisme). La presque totalité du financement provient de sources extérieures et pour l'essentiel du Fonds Européen de Développement. Dans le tableau récapitulatif ci-après, seul a été repris le montant des investissements pour lesquels aucun crédit n'a encore été mis en place. C'est le cas en particulier du montant du dépassement de devis actuellement prévisible. L'essentiel du financement du port est en effet considéré comme compris dans le cadre du 1er Plan.

En dehors de la zone d'Owendo, les investissements les plus importants sont attendus du secteur privé. La SOMIFER, en effet, poursuit ses recherches pour découvrir un site approprié à la construction du port minéralier que nécessitera l'exploitation du minerai de fer de Bélinga. La Société ELF-SPAFE envisage de construire un port pétrolier de produits finis à Owendo même, et, dans la zone maritime de production, un appontement pour navires de 100 000 tonnes. D'autres entreprises envisagent également des aménagements de moindre importance, tels qu'ateliers, hangars, postes d'accostage et matériel de levage.

Enfin, la construction d'un complexe chimique envisagé à proximité de Port-Gentil devrait entraîner la réalisation d'importantes installations portuaires.

3 - LES EFFETS ECONOMIQUES

a) Les effets financiers

La mise à la disposition des usagers d'installations plus spacieuses, mieux outillées et mieux desservies doit être un facteur important et favorable à la diminution des coûts au stade du commerce de gros.

Compte tenu du seul trafic de 1970, puisque le chemin de fer ne fonctionnera pas avant 1977, les compressions de prix de revient à attendre de la mise en service du port ont été estimées à environ 200 millions par an.

b) L'emploi

En ce qui concerne le secteur public, l'organigramme théorique du port d'Owendo comporte la création progressive de 151 emplois permanents — non compris les quelques postes de haute direction — dont 121 emplois nouveaux, compte tenu des transferts des personnels actuels du port.

Les emplois se répartissent globalement ainsi :

— Cadres de direction et techniciens	17
— Adjoints administratifs	3
— Ouvriers hautement qualifiés	10
— Employés de bureau	33
— Ouvriers qualifiés et spécialisés	48
— Manœuvres	40

Pour le secteur privé, une enquête a révélé que les terrains industriels de Libreville représentent, en 1970, une centaine d'hectares et que les besoins s'accroissant d'environ 10 % par an, il faudra agrandir la zone industrielle de 10 hectares en 1971, 11 hectares en 1972 et ainsi de suite pour arriver en 1975 à 16 hectares. A raison de 10 emplois industriels par hectare on peut très probablement s'attendre à la création d'environ 500 emplois industriels entre 1971 et 1975 dans la zone portuaire.

c) Charges récurrentes

Les constructions strictement portuaires ne devraient pas entraîner de charges récurrentes supplémentaires pour le budget de l'Etat car s'il s'agit des infrastructures non rentables, telles que les quais et les bâtiments administratifs, leur surveillance et leur entretien seront à la charge du budget autonome du port et s'il s'agit d'équipements économiques, hangars à louer, quais spécialisés à concéder ou à louer, le port — qui en assurera la gestion — leur appliquera des tarifs calculés en fonction des amortissements nécessités par ces investissements.

Il en ira de même de la zone industrielle dont la raison d'être est évidemment de créer de la valeur ajoutée et des recettes fiscales.

Sans doute l'infrastructure liée au port (voirie - zone résidentielle) entraînera-t-elle des charges supplémentaires de matériel et de personnel (augmentation des effectifs) mais il en est tenu compte dans les prévisions des administrations intéressées (TP, Domaines, Police, etc.). La construction à Owendo ne devrait pas entraîner non plus d'aggravation de la dette publique gabonaise, les investissements réalisés sur emprunts dans la zone portuaire étant tous rentables. Le Port remboursera donc sur ses recettes la Caisse Autonome des versements ayant pour origine des emprunts portuaires.

Chapitre V

Postes et Télécommunications

La modernisation et le renforcement des équipements de l'Office des Postes et Télécommunications est la conséquence normale de l'élévation du revenu national, de l'urbanisation et du développement de l'appareil de production gabonais.

L'évolution économique est d'ailleurs largement conditionnée par la mise à la disposition du public d'un service postal et de télécommunications rapide et sûr permettant des liaisons nombreuses tant avec l'intérieur qu'avec l'étranger.

1 - LES OBJECTIFS DU PLAN

Le programme établi par l'Office est le suivant :

a - Services postaux et financiers

1. Dans les agglomérations, la Direction prévoit la construction de **bureaux de postes et de centres de tri**. Ce projet est rendu nécessaire par suite du développement économique (zone portuaire d'Owendo, axe Mékambo-Libreville), soit en raison de l'activité des services (cas de chèques postaux de Libreville dont le taux de progression est de l'ordre de 12 % par an), soit par suite de la vétusté ou de l'insuffisance des bureaux existants.

RÉPARTITION ANNUELLE DES INVESTISSEMENTS (en millions de F CFA)

Localisation, nature du projet	1971	1972	1973	1974	1975
1. Owendo : tri - bureau maritime - bureau postal - zone portuaire..	25				
2. Libreville : extension centre chèques - bureau de poste Fougamou		30			
Bureaux de postes					
3. Mékambo - Tchibanga - Akiéni...			35		
4. Omboué - Ayem - Lastourville..				30	
5. Okondja - Minvoul - Kango					25
Total	145 millions				

2. Hors des agglomérations où il existe des populations disséminées à plusieurs kilomètres de tout bureau de poste, la Direction envisage la création d'un service de **poste automobile rurale**. Il s'agit, par ce biais, de desservir une ou deux fois par semaine les villageois installés le long des routes carrossables.

Il est prévu la création de divers circuits au départ de Libreville (1971), Mouila et Ndendé (1972), Franceville (1973), Lambaréné et Oyem (1974).

3. Le développement du service postal impose de plus en plus le recours à la **mécanisation** du travail. Un programme d'une cinquantaine de millions a été établi concernant surtout, étant donné l'importance du trafic, les établissements de Libreville et Port-Gentil.

b - Télécommunications

Le réseau de télécommunications gabonais est encore embryonnaire et le but à atteindre est évidemment le développement le plus cohérent des services téléphoniques, télégraphiques et télex.

La situation des liaisons fin 1970 est la suivante :

Les liaisons interurbaines suivantes sont assurées dans des conditions excellentes ou bonnes :

- Libreville - Port-Gentil - Lambaréné - Mouila - Dolisie (faisceau à 120 voies);
- Libreville - Gamba;
- Libreville - Paris;
- Libreville - Oyem (capacité insuffisante);
- Libreville - Moanda - Franceville.

Les autres liaisons sont médiocres ou mauvaises.

Les principales villes possèdent un réseau téléphonique mais ces réseaux sont généralement saturés.

Le programme quinquennal est le suivant :

a) Liaisons interurbaines

La liaison hertzienne Libreville - Port-Gentil - Lambaréné - Mouila, mise en service fin 1970 sera prolongée vers Moanda et Franceville. Il en sera de même pour la liaison Libreville - Ndjolé prévue en 1972 qui sera prolongée jusqu'à Oyem et Bitam où le trafic est important.

La liaison Ndjolé - Booué - Makokou à réaliser entre 1974 et 1975 est destinée à raccorder ultérieurement Bélinga et à compléter les liaisons particulières au chemin de fer.

b) Réseaux téléphoniques

Une étude économique et l'expérience acquise ont montré qu'un réseau urbain automatique devient toujours bénéficiaire au-dessus de 50 abonnés. Si le réseau local est relié au réseau interurbain il devient rentable à partir de 25 abonnés. Enfin, des réseaux de très faible capacité peuvent également s'exploiter sans déficit s'ils sont à proximité d'une grande ville et reliés à l'interurbain.

D'où les projets retenus :

Projets d'intérêt national :

1. Extension des réseaux téléphoniques de Libreville, Port-Gentil et Gamba.
2. Compte tenu de la mise en service de faisceaux hertziens, il devient intéressant d'envisager l'automatisation du réseau interurbain. Le début de cette réalisation est prévu pour 1975.

Projets d'intérêt régional ou local :

1. Extension des réseaux de Mouila, Lambaréné, Bitam et Franceville.
2. Création de réseaux téléphoniques à Makokou, Koulamoutou, Tchibanga et Ndjolé.

**2 - LE FINANCEMENT DU PLAN QUINQUENNAL
DE L'OFFICE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Projets (en millions de F)	1971		1972		1973		1974		1975		Total		Total
	OPT*	Ext.**	OPT	Ext.	OPT	Ext.	OPT	Ext.	OPT	Ext.	OPT	Ext.	
I. Affaires générales Postes et serv. Financ.													
Bureaux de poste		25	15	15		35		30		25	15	130	145
Poste rurale	4		6		4		4		4		22		22
Mécanisation	3	7	3	7	3	7	3	7	3	7	15	35	50
Total I	7	32	24	22	7	42	7	37	7	32	52	165	217
II. Télécommunications													
Faisceau hertzien Mouila - Franceville ...	20	80		100							20	190	210
Faisceau Libreville - Bitam			92		92		80				264		264
Faisc. L/Ville-Makokou						170	100		100			200	200
Réseau téléph. Owendo												170	170
Extension réseau Libreville									5	65	5	65	70
Extension réseau Port-Gentil		14										14	14
Extens. autres réseaux		16		14								30	30
Création 4 réseaux urbains		30				10						40	40
Automatist. interurb. ...									50		50		50
Total II	20	140	92	124	92	180	80	100	55	165	339	709	1 048
Total I + II	27	172	116	146	99	222	87	137	62	197	391	874	1 265

* OPT. Ces investissements seront réalisés par l'OPT sur ses fonds propres.

** Ext. Financement à rechercher soit par subvention extérieure, soit par emprunt.

3 - LES EFFETS ECONOMIQUES

Le programme d'investissement de l'Office représente 1 265 millions, dont 391 seront financés par l'Office sur ses fonds propres. Le calendrier des réalisations est donné par le tableau ci-dessus.

Il faut souligner que la réalisation de ce programme n'entraînera pas de charges récurrentes pour l'Etat, ces charges étant assurées par l'Office sur ses propres recettes.

Sur le plan de l'emploi, la mise en œuvre du programme entraînera la création des emplois permanents suivants :

Fonctionnaires de catégorie A	47
Fonctionnaires de catégorie B	86
Fonctionnaires de catégorie C	65
Contractuels	8
Main-d'œuvre banale	186
Total	392

chapitre VI

L'office de radiodiffusion et de télévision gabonaise

De 1966 à 1970, l'effort d'équipement a porté surtout sur la radio-diffusion sonore, pour desservir dans de bonnes conditions l'ensemble du territoire gabonais et, dans une moindre mesure, sur la télévision pour améliorer les moyens de production de la capitale.

A — La radiodiffusion sonore

① - LES DONNÉES ACTUELLES

La mise en service en 1970 de l'émetteur 100 Kw OC à Libreville - Melen et d'un émetteur 20 Kw OM complétés par l'implantation de quelques émetteurs OM dans les centres importants doit permettre d'attendre que la vulgarisation des procédés d'émission en modulation de fréquence sur ondes métriques mette à la portée de tous, d'ici quelques années, les avantages de cette technique qui exige encore des récepteurs coûteux. Il ressort d'ailleurs des études faites et des projets retenus, que la radiodiffusion sonore sur modulation de fréquence pourra utiliser les mêmes centres d'émission et les mêmes faisceaux hertziens que la radiodiffusion visuelle en raison de la similitude des conditions de propagation des ondes métriques utilisées dans les deux cas. Seul l'émetteur différera. La radiodiffusion bénéficiera donc largement dans le futur des investissements qui seront faits pour la télévision.

B — La radiodiffusion visuelle

La radiodiffusion visuelle est beaucoup moins développée : environ 1 500 téléviseurs. Libreville et Port-Gentil disposent seules d'un émetteur de 50 W portant à une douzaine de kilomètres de sorte que l'audience de la télévision est circonscrite à un public limité strictement urbain.

② - LES OBJECTIFS DU II^e PLAN

Le II^e Plan quinquennal donne la priorité à l'expansion du réseau d'émission de la télévision pour préparer la desserte des principales villes de l'intérieur et des zones rurales, au moyen de cases d'écoute. Le programme 1971-1975 tend à commencer la réalisation de ce plan à long terme en augmentant la puissance actuelle des émetteurs et en quadrillant le territoire national par des stations relais reliés entre elles par des faisceaux hertziens.

Simultanément, sera créé un nouveau centre d'émission radio à Franceville afin de développer et de renforcer les moyens d'émission actuels pour la région Sud-Gabonaise.

③ - LE PLAN D'INVESTISSEMENT 1971-1975

Le programme 1971-1975 est sensiblement supérieur à celui de la période 1966-1970 (819 millions contre 610). L'investissement annuel moyen s'élèvera à 160 millions. Le financement est encore indéterminé en ce qui concerne le programme de développement de la télévision. Il est partiellement assuré en ce qui concerne la station de Franceville puisque le FAC prend en charge le paiement des émetteurs.

Analyse sommaire des projets

Télévision :

1. Création d'un centre d'émission à Libreville Nkol Ogoum équipé d'un émetteur TV 10 kW pour desservir la région de l'Estuaire et Port-Gentil en « direct ». Coût des investissements : 138 millions de F.

2. Réaménagement de la station de Port-Gentil — Coût des investissements : 52,5 millions de F.

3. Mise en place d'une première tranche de faisceaux hertziens, en collaboration avec l'O.P.T. pour relier entre eux les futurs centres d'émission de Libreville (Nkol-Ogoum), la Cellulose, Lambaréné et Ndjolé. Coût des investissements : 260 millions de F.

4. Installation d'un centre de production à Franceville et d'un centre d'émission sur le plateau de Bangombé. Coût des investissements : 169 millions de F.

5. Le centre d'émission de Franceville se composera de deux émetteurs de 20 kW (OC et OM) et d'un émetteur de 5 kW (OC), pour un investissement global de 200 millions.

LES INVESTISSEMENTS DE LA TÉLÉVISION ET DE LA RADIODIFFUSION

Tableau récapitulatif

Projets (en millions CFA)		1971	1972	1973	1974	1975	Observations
1. Centre d'émission de 10 KW de NKOL Ogoum							Le financement de ce programme est à rechercher.
- Infrastructure		35	40	40	23		
- Equipement technique							
- Liaison Hertzienne...							
2. Déplacement et modernisation du centre de Port-Gentil							L'O.P.T. et la R.T.G. doivent convenir de ce financement commun
- Infrastructure		25	27,5				
- Equipement technique							
- Liaison hertzienne...							
3. Faisceaux hertziens Libreville - Cellulose - Ndjolé - Lambaréné							
- Infrastructure	105,6						
- Pylône	97,2	40	40	55	60	65	
- Equipement technique	57,2						
4. Centre de production de Franceville et centre d'émission de Bangombé							
- Infrastructure	79,5						
- Equipement technique	67,0			30	57	81,5	
- Liaison hertzienne...	22,0						
Total	619,0	100,0	107,5	125,0	140,0	146,5	
5. Radiodiffusion sonore Centre d'émission de Franceville							Financement FAC : 150 millions de F CFA
- Infrastructure	50,0	100,0	100,0				
- Matériel technique ..	150,0						
Total	200,0	100,0	100,0				
Total général	819,0	200,0	207,5	125,0	140,0	146,5	

N.B. : Il n'est pas tenu compte dans ce programme de l'installation à Mouila à l'occasion de la célébration de la fête de l'Indépendance, d'un émetteur de 1 kW car il s'agira d'une installation provisoire.

4 - LES EFFETS ECONOMIQUES

Le but de la radiodiffusion est d'informer, d'éduquer et de distraire auditeurs et téléspectateurs.

Elle peut avoir un rôle productif indirect dans la mesure où elle élève le niveau général des connaissances et apporte des informations utiles à l'économie et même une certaine activité productive directe si elle rend des services (réclames, émissions...).

Le programme retenu entraînera la création de 43 emplois publics permanents. Dans l'immédiat l'Office des Postes et Télécommunications continuera à coopérer avec la R.T.G. en assurant la gestion technique des centres d'émission que son personnel fait actuellement fonctionner. La R.T.G. prendra progressivement la relève au fur et à mesure de la formation de son personnel technique en commençant par le nouveau centre d'émission de Franceville.

La radiodiffusion télévision gabonaise est un service public administratif. Elle n'a pas d'autonomie financière.

Les charges annuelles supplémentaires c'est-à-dire les dépenses récurrentes que doivent entraîner les réalisations du plan quinquennal pèseront donc sur le budget de l'Etat.

Au prix de 1970, elles peuvent être estimées comme suit :

Charges récurrentes — (en millions de F CFA)				
Télévision	Personnel	Technique	Administ.	Total
Centre Nkol Ogoum	2,3	7,0	3,6	19,2
Centre de Port-Gentil	1,1	1,6	1,0	3,7
Bagombe - Franceville	3,2	8,5	5,0	16,7
Faisceaux hertziens		11,8		11,8
Radio Franceville	4,2	15,0	—	19,2
Total	10,8	43,9	9,6	64,3

Chapitre VII

Le tourisme

① - LES DONNÉES ECONOMIQUES

L'exploitation touristique supposant une connaissance exacte des sites et curiosités et des possibilités d'aménagements des réserves, l'objectif de l'Office du Tourisme, au cours du 1er Plan a été tout d'abord de procéder à un inventaire général, puis de définir une politique cohérente de mise en valeur, en élaborant la réglementation permettant de réussir dans cette entreprise.

Les objectifs, relativement modestes — 36 millions d'investissements publics de 1966 à 1970 — n'ont été réalisés qu'imparfaitement, car si on peut mettre à l'actif de cette politique la réalisation de l'hôtel Gamba, par contre, l'aménagement du site de Wonga-Wongué — projet prioritaire — n'a pas donné les résultats attendus. Le Gouvernement a donc été amené à faire la distinction entre le grand tourisme international qui est le fait d'amateurs de grande chasse et de pêche sportive et le tourisme intérieur qui peut être celui des résidents mais aussi celui des hommes d'affaires et des circuits de vacances organisés.

② - LA POLITIQUE TOURISTIQUE DU IIe PLAN

Compte tenu de l'expérience acquise, l'objectif actuel est donc de privilégier à la fois l'organisation de centres touristiques pour accueillir aussi bien les adeptes des circuits organisés que les résidents dont le besoin de loisirs croît rapidement avec le niveau de vie, l'urbanisation et l'amélioration des voies de communications, et le développement de l'hôtellerie traditionnelle qui vit surtout du tourisme d'affaires et qui doit pouvoir satisfaire une clientèle qui a triplé de 1966 à 1969 et qui ne peut qu'augmenter encore en raison de la progression du courant d'affaires et du développement des conférences et réunions internationales à Libreville.

③ - LES PROJETS

Tout en poursuivant l'inventaire des richesses touristiques nationales, l'Office National Gabonais du Tourisme s'attachera avant tout, de 1971 à 1975, à mettre en valeur les sites touristiques voisins des principales villes, facilement accessibles aux résidents et aux étrangers de passage, ainsi que ceux qui ont déjà fait l'objet d'un début d'installation et qu'il est possible d'aménager sans grands frais.

1. Dans ce cadre d'action, priorité sera donnée au tourisme balnéaire (aménagement des plages).

En effet, en Afrique Centrale, seul le Gabon dispose de plus de 800 kilomètres de plages de sable fin et ces plages, sans barre, sont proches des principales villes et parfois de réserves de faune.

C'est un village de vacances (une centaine de bungalows, confortablement équipés, avec toutes installations communes souhaitables) qui va être édifié au lieu dit « Plage des Remorqueurs » à une quinzaine de kilomètres de Libreville, sur un terrain de 11 hectares.

Le financement du projet est acquis, et ce village pourrait être affermé pendant quelques années et lancé sur le plan publicitaire par une grande centrale européenne de tourisme, de manière à amorcer, au profit du Gabon, un mouvement de tourisme de masse, en profitant des conditions climatiques favorables des mois de juin, juillet et août. Il y a là un facteur naturel qui peut être une chance pour le Gabon.

L'aménagement de la Pointe-Denis est un des projets que le 1er Plan n'a pas vu aboutir. Ce site, très agréable, a l'inconvénient de n'être actuellement accessible que par mer (15 km de Libreville), ce qui pose des problèmes d'acheminement des touristes et de ravitaillement. Le complexe envisagé comprendrait :

- une zone commerciale;
- des équipements sportifs et culturels;
- un port de plaisance;
- une première tranche d'une vingtaine de bungalows avec les installations communes indispensables (restaurant, salle de réception, etc.);
- une piste touristique;
- un point d'eau potable.

L'Office National du Tourisme estime qu'il devrait être possible d'inciter les principaux hôteliers de Libreville à participer au financement de cet investissement (environ 35,5 millions).

2. Il s'agira également de reconnaître au parc national de Wonga-Wongué la place qui lui revient dans la hiérarchie des richesses naturelles du Gabon et de le rendre accessible par la route et la voie aérienne.

3. En ce qui concerne la grande chasse, Sette-Cama ne peut recevoir qu'une quarantaine de chasseurs internationaux par an. Les tarifs en sont d'ailleurs très élevés. Il est donc nécessaire d'équiper d'autres terrains de chasse plus vastes, moins onéreux, en commençant par Iguela.

L'aménagement de Booué-Lopé se justifie par la présence d'une forte population de gorilles. Une demande assez importante de chasseurs d'images, qu'il n'est pas possible pour le moment d'accueillir dans les conditions requises, permet de penser que cet aménagement vaut la peine sur le plan économique.

Ces projets retenus en priorité ont pour avantage d'intéresser à la fois la demande intérieure des résidents (notamment les habitants de la capitale) et de constituer un complément probablement avantageux au programme hôtelier en offrant une possibilité de détente aux hommes d'affaires susceptibles de prolonger leur séjour d'un jour ou deux.

4. L'expansion du marché de l'hôtellerie est telle que trois grands ensembles sont déjà ou vont être mis en chantier à Libreville.

L'augmentation de la capacité hôtelière devrait permettre de faire de Libreville :

- une étape de détente et de repos dans l'exécution de circuits africains;
- d'y développer un tourisme de séjour, formule ayant l'intérêt de pouvoir être exploitée pratiquement toute l'année.

A Port-Gentil, la moitié des chambres d'hôtel est occupée en permanence par les cadres expatriés. Il a été estimé qu'il conviendrait d'y construire dès que possible des bungalows.

La capacité d'accueil des autres centres est partout très insuffisante ou inexistante. Là où le niveau de la demande le justifiera et où ce sera possible, l'Office National du Tourisme s'efforcera de faire participer le commerce local à la construction de petits hôtels.

4 - LES INVESTISSEMENTS

L'effort principal de financement (4 416 millions contre 94) est attendu du secteur privé qui tirera profit des installations touristiques (services et commerce) mais certains investissements ne peuvent manifestement qu'être le fait de l'Etat.

1. LES INVESTISSEMENTS HOTELIERS

Projets (en millions de F CFA)	Calendrier prévisionnel						
	70	71	72	73	74	Total	
Gabon-Hôtel	680	600	—	—	—	1 280	Création : 165 chambres Création : 110 chambres Création : 168 chambres Extension : 50 chambres
Chargeurs réunis	—	600	600	—	—	1 200	
Résidence Libreville ...	—	600	900	527	—	2 027	
Gamba-Libreville	80	30	—	—	—	110	
Total	760	1 830	1 500	527	—	4 617	

N.B. Les trois grands projets hôteliers de Libreville concernent des ensembles très complets avec restaurants, bars, piscines, boutiques, night-club, et même, en ce qui concerne le Gabon-Hôtel, éventuellement casinos et appontement pour la navigation de plaisance.

2. LES INVESTISSEMENTS TOURISTIQUES

Projets (en millions de F CFA)	Investissements publics						Investissements privés						Total général
	71	72	73	74	75	Total	71	72	73	74	75	Total	
Ensemble hôtelier plage des Remorqueurs	—	—	—	—	—	—	200	100	50	—	—	350	350
Aménagement Pointe- Denis	—	—	—	—	—	—	20	16	—	—	—	36	36
Etude site Cap-Lopez (Pt-Gentil)	1	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Aménagement Cap-Lo- pez (Pt-Gentil)	—	—	—	—	—	—	25	10	10	10	10	65	65
Equipement lac Eliwa- Wongue	30	10	9	9	9	67	—	—	—	—	—	—	67
Port de pêche sportive Batanga	—	—	—	—	—	—	58	12	13	13	12	108	108
Aménagement pavillon Booué-Lopé	7	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	7
Autres réserves de chasse (Ndendé - Tchibanga - Mayum- ba)	—	2	2	—	—	4	—	—	—	—	—	—	4
Equipement lac Anvou- bou	—	4	3	—	—	7	—	—	—	—	—	—	7
Equipement lacs Souba et Kabaga	—	2	5	—	—	7	—	—	—	—	—	—	7
Total	38	19	19	9	9	94	303	138	73	23	22	559	653

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS

Projets (en millions de F CFA)	Fonds publics						Fonds privés						Total général
	71	72	73	74	75	Total	71	72	73	74	75	Total	
Investissements hôte- liers							1 830	1 500	527	—	—	3 857	3 857
Investis. touristiques ..	38	19	19	9	9	94	303	138	73	23	22	559	653
Total	38	19	19	9	9	94	2 133	1 638	600	23	22	4 416	4 416

1. Effets économiques

Les activités touristiques augmentent l'activité économique générale (Commerce, Transports, Services) et entraînent la création d'emplois. Le tourisme intérieur constitue pour la collectivité une source appréciable de matière imposable. Le grand tourisme en lui-même et par les véritables « exportations à l'intérieur » qu'il suscite rapporte en outre des devises.

2. Effets sur l'emploi

C'est avant tout par l'extension de l'infrastructure hôtelière qu'il impose, que le tourisme entraîne la création d'emplois privés permanents.

On peut admettre que pour la période 1971-1975, la réalisation des projets envisagés entraînera la création d'au moins 550 emplois permanents (500 pour les trois grands complexes et les aménagements du Gamba, 50 environ pour le reste du programme.

Le recrutement d'un nombre aussi élevé de personnels qualifiés pose la question de la formation professionnelle. Les moyens actuellement mis en œuvre sont insuffisants. Il devra donc être fait un plus large appel que par le passé à l'intervention directe des hôteliers et aux possibilités extérieures.

A noter que l'un des nouveaux complexes hôteliers aura son école de formation, qui commencera par fonctionner à son usage, mais sera conçue dès le départ pour pouvoir être transformée, si nécessaire en école nationale hôtelière.

Pour former ses gardes-chasse et ses guides de chasse, le Gabon s'adressera à l'école de GAROUA (Cameroun).

Charges récurrentes

a) Hôtellerie traditionnelle : en principe, ce programme ne devrait pas entraîner de charges récurrentes. L'Etat se bornant à avaliser certains emprunts.

Toutefois, s'il était nécessaire d'assurer contractuellement aux gestionnaires, pendant quelques années, un certain taux de remplissage ou d'autres garanties financières (par exemple la location à l'année par l'Administration de quelques « suites » de luxe), à titre d'indication, on peut retenir 10 millions.

b) En considérant que la surveillance des chasses relève des Eaux et Forêts, les accès aériens de l'Aéronautique Civile, et les routes et les ponts du service des Ponts et Chaussées, et en ne retenant que les dépenses strictement touristiques, l'ensemble des dépenses récurrentes à prévoir peut être estimé comme suit :

**CHARGES RÉCURRENTES A ASSURER
PAR LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT**
(en millions de F CFA)

Opérations	1971	1972	1973	1974	1975	Total
Hôtellerie traditionnelle (Parc National Wonga-Wongué)	—	5	10	10	10	35,00
Surveillance aérienne.....	0,36	0,63	0,63	0,63	0,63	2,88
Salaires personnels O.N.G.T.	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	7,50
Entretien	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	10,00
Total	3,86	9,13	14,13	14,13	14,13	55,38
Budget Office du Tourisme .	2,18	1,55	1,22	1,12	1,10	7,17
Total charges récurrentes .	6,04	10,68	15,35	15,25	15,23	62,55

(L'Office du Tourisme « O.N.G.T. » dispose de quelques ressources propres — cotisation des maisons de commerce, vente d'objets d'art, de cartes postales — mais l'essentiel de ses ressources est constitué par la subvention annuelle du Budget de l'Etat.)

Chapitre VIII

L'urbanisme et l'Equipement Administratif

① - LES DONNÉES ACTUELLES

Le recensement de 1960 dénombrait 46 000 habitants à Libreville et 15 000 à Port-Gentil. En 1970, la capitale a vu sa population croître de 59 % et Port-Gentil de 67 %. Tout porte à croire que ce phénomène d'urbanisation se poursuivra.

Un tel développement impose un contrôle aussi bien pour éviter la prolifération des bidonvilles que pour freiner la spéculation immobilière. Il commande en outre une réglementation pour que les objectifs du Gouvernement soient respectés en matière de politique de l'habitat.

L'institution spécialisée est le Ministère chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme. Il est assisté du Service Topographique et du Cadastre qui intervient au stade de l'instruction des demandes de permis de construire et de l'implantation sur le terrain.

L'adoption et la publication, en 1970, du Code de l'Urbanisme et de l'Habitat, a permis de mettre à la disposition des Pouvoirs Publics les moyens réglementaires pour mener une action efficace.

② - LA POLITIQUE DE L'HABITAT

Il y a lieu de distinguer outre la construction publique, la construction privée et la construction orientée.

a) Dans le secteur public, l'action est menée par l'Administration des Travaux Publics soit en régie, soit le plus souvent en assurant la surveillance des entreprises travaillant pour l'administration. Ce sont surtout les bâtiments à usage administratif et les logements annexes qui sont l'objet de ce mode d'intervention.

En règle générale, ces travaux sont financés par le budget de l'Etat et accessoirement par les collectivités locales. L'administration peut aussi faire appel, dans une certaine mesure, au préfinancement par les entreprises, sous forme de prêts commerciaux.

b) Dans le secteur immobilier purement privé, la situation est plus complexe :

1. Les promoteurs de grands projets industriels autonomes (COMILOG - SHELL - SEEG à KINGUELE - SOGACHIM - Complexe de la cellulose...) réservent toujours une place à la construction de logements dans leurs réalisations. Mais ce mode de financement est essentiellement le fait du secteur productif le plus moderne.

2. Les particuliers les plus aisés parviennent à accéder à la propriété en combinant leur épargne et des prêts complémentaires bancaires, ce qui permet aux ménages de concourir efficacement à l'enrichissement du patrimoine immobilier de la Nation.

Dans le but de permettre à de nouvelles couches sociales de trouver à emprunter pour se loger, la Commission Nationale propose la création d'un « Fonds National du Logement » dont l'étude et la mise en place devraient pouvoir intervenir dès le début du IIe Plan.

3. La Société Gabonaise d'Aménagement et d'Equipement Immobiliers (S.G.A.E.I.), société d'économie mixte, fait édifier des ensembles immobiliers, principalement à loyer modéré, qu'elle destine aux travailleurs les plus défavorisés aussi bien du secteur public que du secteur privé.

Lorsqu'elle investit, la S.G.A.E.I. travaille presque exclusivement à l'aide d'emprunts qu'elle contracte localement (Banque Gabonaise de Développement) ou à l'extérieur (Caisse Centrale de Coopération Economique). Enfin, la Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale (C.G.P.S.) a un programme propre de construction destiné à son personnel. Financé sur fonds propres, ce programme a été fixé à 15 millions par an pour la durée du IIe Plan.

3 - LE CREDIT IMMOBILIER

a) La principale source de financement extérieur est celle de la Caisse Centrale de Coopération Economique qui consent aux Etats Africains, et en fait, dans le cas du Gabon, à la S.G.A.E.I. et à la B.G.D. :

- des prêts à 20 ans et 3,5 % l'an en faveur du logement sous-économique;
- et des prêts à 10 ans à 5 % pour des logements sociaux moyen standing.

Les prêts les plus favorables sont impérativement réservés au logement social. Ne peuvent en bénéficier que les demandeurs qui désirent se loger eux-mêmes et s'engagent à ne pas sous-louer. Le coût de ces logements ne doit pas dépasser 1 million et demi l'unité.

Pour les logements moyen standing, le plafond des prêts C.C.C.E. est de trois millions et demi. Toutefois, la S.G.A.E.I. a pu compléter ces derniers temps cette allocation sur ses fonds propres (500 000) et en exigeant une participation financière (de 500 000 F) de l'emprunteur, ce qui lui a permis de financer ainsi des logements de 4 500 000 F dans des conditions relativement intéressantes.

b) La Banque Centrale et la B.G.D. font aussi des prêts à la construction :

- les prêts complémentaires que la B.G.D. effectue sur ses fonds propres ne sont pas plafonnés. Ils sont contractés pour 10 ans avec un intérêt variant entre 5,5 % et 8 % selon l'importance du crédit. L'apport personnel de l'emprunteur est fixé à 2 % entre 1 et 3 millions, à 5 % entre 3 et 5 millions, à 10 % entre 5 et 8 millions et à 20 % au-delà. De plus, dans le cadre des prêts au petit équipement, la B.G.D. peut consentir aux particuliers des prêts à 18 mois utilisables pour l'achat de matériaux de construction (opération très pratiquée : une dizaine de demandes par jour);
- la Banque Centrale finance, par le biais du réescompte, dans la limite de 50 % et sur décision du Comité Monétaire ou du Conseil d'Administration, des opérations immobilières d'importance très variable. Les dossiers sont présentés par la banque de l'emprunteur (banque commerciale ou chef de file de consortium bancaire ou B.G.D.). Une fois accepté, le financement de la Banque Centrale s'effectue au prorata des travaux exécutés, la règle étant que le crédit de financement n'est mobilisable qu'après utilisation des emprunts d'autres provenances. Pour les particuliers, le plafond de réescompte est de cinq millions à 5 ans.

c) Indirectement, l'allocation logement constitue également une aide à la construction dans la mesure où elle permet d'assumer la charge des loyers assez élevés, ce qui revient à augmenter très sensiblement les possibilités d'amortissement des réalisations effectuées sur emprunts.

La S.G.A.E.I. s'efforce d'inciter le secteur privé à généraliser le système d'allocation au logement appliqué dans le secteur public.

4 - LES INVESTISSEMENTS

a) Les équipements administratifs

Compte tenu de l'effort financier considérable consacré, au cours du 1er Plan, à la construction des immeubles ou logements administratifs (10 milliards), le Gouvernement a estimé que les investissements complémentaires nécessaires à la bonne marche des services publics seraient de l'ordre de 500 millions annuels.

A ces dépenses s'ajouteront celles afférentes à l'édification du palais présidentiel de Mont-Bouët et à la construction du centre administratif imposé par la réalisation prochaine du complexe cellulose.

Projets (en millions de F CFA)	1971	1972	1973	1974	1975	Total
Equipement administratif..	500	500	500	500	500	2 500
Palais présidentiel	200	250	250	250	—	950
Centre adminis. cellulose..	—	100	100	100	—	300
	700	850	850	850	500	3 750

b) Le programme public du Ministère de l'Urbanisme

Il comporte essentiellement l'aménagement de la zone de Nomba-Domaine, au sein du complexe portuaire d'Owendo; la réalisation des V.R.D. de l'ensemble immobilier destiné à accueillir les personnels du complexe cellulose et la construction du stade Omnisports de Libreville.

Projets (en millions CFA)	Fonds publics intérieurs						Financements extérieurs						Coût du projet
	71	72	73	74	75	Total	71	72	73	74	75	Total	
Aménagement zone													
Nomba-Domaine	15	50	50	50	35	200	—	150	150	150	150	600	800
VRD citée cellulose	—	200	150	200	150	700	—	—	—	—	—	—	700
Stade Omnisports	—	—	600	500	500	1 600	—	—	—	—	—	—	1 600
	15	250	800	750	685	2 500	—	150	150	150	150	600	3 100

c) Les investissements privés

Les investissements retenus dans ce chapitre sont uniquement ceux effectués par les ménages, sur leurs ressources propres, les investissements immobiliers réalisés par les entreprises privées étant inclus dans les prévisions globales faites pour chacun des secteurs productifs.

Compte tenu des données fournies par les comptes économiques 1968, le montant des travaux neufs exécutés pour le compte des ménages et relevant du Code de l'Urbanisme peut être évalué à 950 millions.

Si l'on retient, pour le 1^{er} Plan, comme taux de croissance du secteur bâtiment le taux moyen de 4 %, les investissements immobiliers du fait des ménages, peuvent être, pour la période quinquennale, estimée ainsi que suit (en millions de F) :

— 1971 : 990 - 1972 : 1 030 - 1973 : 1 070 - 1974 : 1 100 - 1975 : 1 150.

**TABEAU GÉNÉRAL DES INVESTISSEMENTS
AU TITRE DE L'URBANISME DE 1971 A 1975**

Projets (en millions de F CFA)	Investissements publics						Investissements privés						Total général
	71	72	73	74	75	Total	71	72	73	74	75	Total	
Equipements administratifs	700	850	850	850	500	3 750							3 750
Programme du Ministère de l'Urbanisme.	15	400	950	900	835	3 100							3 100
Investissements des ménages							990	1 030	1 070	1 100	1 150	5 340	5 340
Totaux	715	1 250	1 800	1 750	1 335	6 850	990	1 030	1 070	1 100	1 150	5 340	12 190

5 - LES CHARGES RECURRENTES DU PROGRAMME PUBLIC D'URBANISME ET D'EQUIPEMENT ADMINISTRATIF

Les charges récurrentes annuelles à la charge du Budget de fonctionnement de l'Etat peuvent être estimées :

- à 2 % du montant des investissements, en ce qui concerne les V.R.D. ;
- à 2,5 % des investissements pour les grosses réparations ;
- à 1,7 % pour les charges d'entretien courantes.

Le financement de ce programme devant être, en principe, assuré par le Budget de Développement de l'Etat, il ne doit pas entraîner de charges financières.

Dans ce cas, les dépenses récurrentes annuelles peuvent être évaluées à 198 millions de F ventilés ainsi que suit :

	1971	1972	1973	1974	1975	Total
Equipement administratif..	20,4	22,7	23	23	17	106,1
Programme d'urbanisme ..	—	10,0	11,5	18,5	17,2	92,2
Millions CFA	20,4	32,7	34,5	41,5	34,2	198,3

6 - LES PERSPECTIVES

Au cours de la période 1971-1975, la Direction de l'Habitat et de l'Urbanisme s'efforcera de généraliser deux types d'opérations en vue d'améliorer l'habitat rural.

1. Opération type «CEGI»

La Compagnie d'Etudes Economiques et de Gestion Industrielle a mis au point des procédés permettant d'utiliser au mieux les matériaux locaux. Un essai de mise en œuvre dans les conditions réelles d'utilisation par les villageois doit permettre d'apprendre aux utilisateurs cette méthode de construction améliorée et de faire, grâce au modèle ainsi réalisé, la démonstration de ce que les collectivités rurales et les villageois peuvent faire pour améliorer à très peu de frais leur maison. Après analyse des résultats obtenus, la Direction de l'Habitat et de l'Urbanisme s'efforcera de divulguer la méthode si elle s'avère concluante à grande échelle.

2. Opération type « Gamba »

Parallèlement, cette Direction s'efforcera d'améliorer l'habitat rural d'une autre manière. Il s'agit de mettre sur pied un système permettant d'aider les villageois qui le demanderont à construire des cases de 300 000 à 500 000 F CFA (selon la région et les résultats des essais expérimentaux entrepris). Dans cette formule, la Direction de l'Habitat et de l'Urbanisme encadrera et surveillera un groupe de villageois d'accord pour s'entraider mutuellement à construire leur demeure, dont le financement sera assuré par un apport personnel de 70 000 à 100 000 F CFA et un prêt complémentaire de la B.G.D. avalisé par l'Etat. La Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat compte étendre ce genre d'opération dans la limite des prêts qui pourront être affectés au secteur rural souvent défavorisé sous le rapport de l'aide à la construction.

les équipements sociaux

ÉTABLISSEMENTS POST-PRIMAIRES



- | | |
|-------------------|-------------------------|
| ★ Lycée public | □ C.T. arts féminins |
| ● Collège moderne | ▼ École de commerce |
| ○ Lycée technique | P Inspections primaires |
| ■ C.E.T. | |

H — EDUCATION ET FORMATION

① - DONNÉES STATISTIQUES

a) Fréquentation scolaire

Education Nationale :

- Primaire : 95 000 élèves, 2 230 enseignants, 2 130 classes, 672 établissements. Part de l'enseignement confessionnel : 48 %.
- Secondaire : 7 850 élèves, 322 enseignants, 251 classes, 35 établissements. Part de l'enseignement confessionnel : 39 %.
- Technique : 1 270 élèves, 235 enseignants, 92 classes, 19 établissements. Part de l'enseignement confessionnel : 7 %.
- Normal : 136 élèves, 23 enseignants, 7 classes, 5 établissements. Part de l'enseignement confessionnel : 19 %.
- Supérieur Gabon : 3 établissements universitaires, 1 institut universitaire de technologie : 136 étudiants.
- Supérieur hors Gabon : 645 étudiants.

Santé - Ecole d'infirmiers et sages-femmes	87 élèves
Fonction Publique - Ecole d'Administration	45 élèves
Eaux et Forêts - Institut d'Etudes Forestières	24 élèves
Agriculture - Centre d'Education Horticole	10 élèves
Travail - Centre de formation employés de bureau	104 élèves
- 2 centres de formation d'ouvriers (C.F.P.O.)	150 élèves
Office des Postes - Ecole des Postes	22 élèves

b) **Dépenses de fonctionnement et développement** et charges communes d'enseignement et de formation tous Ministères : pour l'année 1969 : 2 415 millions — soit 15,5 % du Budget Général.

② - LA POLITIQUE D'ENSEIGNEMENT RETENUE : ses objectifs

Lors de l'élaboration du 1er Plan, la tendance constante avait été de développer les structures d'accueil des enseignements primaires, secondaires et techniques, en raison de l'afflux des enfants d'âge scolaire.

Au terme des cinq ans du 1er Plan, la distorsion est devenue évidente entre le nombre de places offertes par les établissements scolaires — qui a cru de façon satisfaisante — et la structure des moyens de conception et d'études qui est demeurée à l'état embryonnaire.

Le Gouvernement a donc fait siennes les conclusions du Comité National de l'Enseignement Général et de l'Enseignement Technique, exprimées lors du colloque de décembre 1969 et adopte, en conséquence, une ligne d'action visant à assurer la rentabilité de l'appareil de formation générale et technique.

L'amélioration qualitative de la pédagogie et des programmes de recrutement et de la formation des enseignants et une nouvelle définition du rôle de l'orientation professionnelle et scolaire permettront de résoudre une partie des difficultés rencontrées dans le passé pour assurer le placement des jeunes et lever bien des préventions sur la qualité réelle des connaissances ou des qualités requises à la sortie de divers cycles scolaires.

Etant admis qu'à un stade plus ou moins immédiat l'éducation doit aboutir à une formation et celle-ci plus directement à un emploi, l'adaptation du système éducatif aux débouchés est une nécessité fondamentale. Elle l'est encore plus, et de façon pressante, quand il y a pénurie de main-d'œuvre.

La politique d'investissement retenue vise à accentuer d'une manière plus ample cette adaptation pour éviter de gaspiller les possibilités de développement industriel qui est le devenir de la Nation.

Elle s'est traduite dans le choix des investissements :

a) L'enseignement primaire général

L'objectif primordial consiste à revaloriser l'enseignement et à assurer le passage d'un pourcentage élevé de jeunes du stade scolaire primaire à celui de l'entrée active dans le secteur productif par le canal de l'enseignement terminal.

Dans le cadre de cette action en surface, les projets retenus par la Commission sont les suivants :

Projets (évalués en millions de francs)	Coût global
Création de 5 Inspections Primaires et de l'I.P.N. de Franceville	112,0
Création d'une école normale à Akiéni	200,0
Création de 50 écoles primaires	200,0
Création de 40 classes terminales	60,0
Création de 10 classes pré-scolaires	35,0
	607,0

b) L'enseignement secondaire

Le projet vise à accroître le nombre de classes et de logements des collèges d'enseignement général qui deviendront Collèges Modernes, de Collèges Modernes qui deviendront lycées, et à créer les internats indispensables à l'accueil de ces élèves.

Son coût est le suivant :

Projet (évalué en millions de francs)	Coût total
Création des Collèges Modernes	300,0

c) L'enseignement technique

Pour le technique court et moyen, le Gouvernement a tenu à ce que les structures soient rapprochées des réalités économiques du pays. Souvent les programmes ont été adaptés en ce sens, mais n'ont pu être mis en pratique au niveau des C.E.T. faute de moyens pédagogiques et matériels.

En conséquence, le choix s'est porté particulièrement sur la réorganisation des C.E.T., leur renforcement ainsi que sur le renforcement du Lycée Technique.

Les choix arrêtés sont les suivants :

Projets (évalués en millions de F)	Coût total
Création de l'Ecole Normale Régionale d'Enseignement Technique Expérimental	301,9
Extension des C.E.T. existants et création du C.E.T. de Port-Gentil	115,0
Extension du Lycée Technique	55,0
	471,9

d) Les actions complémentaires

L'attention du Gouvernement s'est portée particulièrement sur le renforcement du service de la Planification de l'Administration Centrale du Ministère de l'Education Nationale qui doit avoir désormais les moyens d'établir des statistiques précises, préalables, indispensables pour programmer les divers enseignements dans le sens de l'efficacité.

Dans le même ordre d'idée, il est apparu nécessaire, vu l'importance du rôle qu'a cet établissement, de structurer de façon définitive l'Institut Pédagogique National.

En dernier lieu, le Gouvernement a tenu à ce que l'Education Nationale s'associe étroitement aux actions de développement entreprises par d'autres départements ministériels et en particulier par le Ministère de l'Agriculture quand ces actions conduisent à un regroupement de ruraux autour de centres de développement intégrés. Ces populations pourront être d'autant plus sensibilisées aux méthodes modernes d'exploitation rurale qu'une action permanente en profondeur sera menée par l'Education Populaire.

L'évaluation de ces trois projets est la suivante :

Projets (en millions de F CFA)	Coût Total
Renforcement du service de Planification du Ministère de l'Education Nat.	17,0
Extension de l'Institut Pédagogique National	5,0
Education populaire	50,0
	72,0

e) L'enseignement professionnel

Toute action d'avenir entreprise dans le domaine de la formation des cadres, par le fait même qu'elle doit suivre la mouvance des données économiques, par le biais du marché du travail, ne peut être efficace que si les structures de l'appareil de formation permettent de répondre sans délai aux demandes formulées par les différents secteurs de la production ou des activités sociales.

C'est dans ce sens qu'ont été et que seront poursuivies les créations ou extensions d'écoles techniques et d'application supérieure sur le territoire même. Leur organisation et leur programme d'études pourront de ce fait être plus originaux et mieux adaptés aux besoins nationaux et régionaux.

Les projets relevant de cet enseignement professionnel sont les suivants :

Projets (en millions de francs CFA)	Coût total
Ecole des cadres moyens de l'Agriculture ..	43,6
Institut des Eaux & Forêts	100,0
Création Ecole d'élevage de N'Dendé	33,4
Extension de l'Ecole de la Santé	88,0
	265,0

f) L'enseignement supérieur

L'économie, le revenu et la main-d'œuvre constituent trois éléments cardinaux et interdépendants de la politique de Développement. Les programmes et les politiques de développement et d'utilisation des futurs cadres supérieurs ne peuvent s'isoler de ceux qui concernent l'économie nationale et à ce titre, de même qu'il a tenu à se doter d'un instrument national de formation des agents de la Fonction Publique, le Gouvernement a désormais décidé de créer un enseignement universitaire original, en harmonie avec les réalités du pays et permettant d'assurer une planification rationnelle des ressources humaines.

Il est en effet apparu, à l'expérience, que laisser à des universités étrangères le soin d'orienter et de former les élites nationales ne permettait pas le plus souvent de planifier la formation en fonction des priorités retenues par le Ministère de l'Education Nationale. De plus, au stade actuel de son développement, le pays se doit de mettre fin à une certaine tendance, qui apparaît au sein des étudiants en fin de cycle universitaire, à émigrer vers d'autres pays ou à exercer après leur retour, des activités différentes de celles pour lesquelles ils ont été formés.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement a décidé de créer trois collèges d'enseignement supérieur nationaux dès l'année 1971.

g) L'action culturelle

Le projet retenu concerne la création d'une « maison de la culture » ayant pour mission de faire connaître et de développer le patrimoine culturel et artistique du Gabon.

Le montant des dépenses à engager s'élève à (en millions de F CFA) :

Création d'une maison de la Culture 53,0

3 - LES COUTS GLOBAUX ET LE FINANCEMENT SUR FONDS PUBLICS DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

La réalisation des travaux inscrits dans le programme de développement retenu implique à la fois des dépenses d'investissements (constructions, matériel lourds) à inscrire au budget de Développement de la Nation et des charges récurrentes correspondant à ces projets (dépenses de fonctionnement, petit équipement, salaires des personnels nouveaux et indemnités diverses) qui devront être supportées par le budget de Fonctionnement.

Certains des travaux prévus ne pourront être entrepris — vu l'importance des dépenses prévisibles d'investissements — que si un financement complémentaire est obtenu, soit sous forme d'emprunts auprès d'établissements financiers ou d'organismes internationaux spécialisés, soit sous forme de subventions extérieures (aide bilatérale ou multilatérale).

Tableau 1 - TABLEAU DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PUBLICS POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI

PROJETS (en millions de francs)	DEPENSES D'INVESTISSEMENTS - ANNUITÉS														Total cumule	Charges récur- rentes
	Budget de Développement						Aides extérieures									
	71	72	73	74	75	Total	71	72	73	74	75	Total	Origine			
1 Création inspections et I.P.N.	—	13,7	16,0	16,0	27,3	73,0	—	7,4	8,6	8,6	14,4	39,0	FAC (IPN)	112,0	98,0	
2 Création Ecole Normale Akiéni	—	—	—	—	—	—	—	100,0	100,0	—	—	200,0	CANADA	200,0	62,0	
3 Création classes primaires	20,0	40,0	60,0	40,0	40,0	200,0	—	—	—	—	—	—	—	200,0	195,0	
4 Création classes terminales	—	15,0	15,0	15,0	15,0	60,0	—	—	—	—	—	—	—	60,0	54,0	
5 Création classes préscolaires	—	7,0	7,0	7,0	14,0	35,0	—	—	—	—	—	—	—	35,0	51,0	
6 Equipement classes nouvelles	10,0	—	—	—	—	10,0	—	—	—	—	—	—	—	10,0	—	
7 Création collèges modernes	10,0	70,0	70,0	70,0	70,0	300,0	—	—	—	—	—	—	—	300,0	159,3	
8 Création ENRET & CTA	—	30,0	45,0	15,6	—	90,6	—	70,0	105,0	36,3	—	211,3	P.N.U.D.	301,9	89,1	
9 Extension CET existants	—	15,0	18,0	18,0	18,0	69,0	—	10,0	12,0	12,0	12,0	46,0	P.N.U.D.	115,0	69,0	
10 Extension Lycée Technique	10,0	20,0	25,0	—	—	55,0	—	—	—	—	—	—	—	55,0	33,1	
11 Extension IPN	5,0	—	—	—	—	5,0	—	—	—	—	—	—	—	5,0	150,0	
12 Fichier scolaire	—	5,0	4,0	4,0	4,0	17,0	—	—	—	—	—	—	—	17,0	38,7	
13 Education populaire	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	25,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	25,0	UNICEF	50,0	69,6	
14 Action culturelle	—	23,0	30,0	—	—	53,0	—	—	—	—	—	—	—	53,0	28,7	
15 Ecole Agriculture	—	30,0	13,6	—	—	43,6	—	—	—	—	—	—	—	43,6	41,2	
16 Enseignement supérieur	50,0	—	—	—	—	50,0	—	—	—	—	—	—	—	50,0	—	
17 Etudes	2,7	—	—	—	—	2,7	—	—	—	—	—	—	—	2,7	—	
18 Institut Eaux & Forêts	—	—	—	—	—	—	—	100,0	—	—	—	100,0	—	100,0	—	
19 Ecole de l'Elevage	—	33,4	—	—	—	33,4	—	—	—	—	—	—	—	33,4	34,5	
20 Ecole de la Santé	—	88,0	—	—	—	88,0	—	—	—	—	—	—	—	88,0	70,8	
	122,7	395,1	308,6	190,6	193,3	1 210,3	5,0	292,4	230,6	61,9	31,4	621,3		1 831,6	1 244,0	

Tableau 2 — RÉPARTITION DES CHARGES RÉCURRENTES RÉSULTANT DE L'APPLICATION DU PLAN (à la charge du budget de fonctionnement)

	71	72	73	74	75	Total
Personnels	55,1	93,0	167,4	216,0	267,9	799,4
Matériels	30,2	58,1	92,6	118,8	144,9	444,6
(En millions de francs)	85,3	151,1	260,0	334,8	412,8	1 244,0

Tableau III — ETAT THEORIQUE DES BESOINS EN PERSONNELS CORRESPONDANT AUX PROJETS NOUVEAUX

Fonction Publique		
Cadre A	81	 349
Cadre B	179	
Cadre C	89	
Main d'œuvre contractuelle		
Main d'œuvre qualifiée	16	 37
Main d'œuvre spécialisée	21	

① - LES DONNÉES

Le Gabon compte actuellement six centres sociaux situés respectivement à Libreville, Franceville, Lambaréné, Mouila et Bitam. Leur personnel se limite à deux assistants sociaux expatriés et à douze aides sociales formées sur le tas.

La Caisse Gabonaise de Prévoyance, pour sa part, dispose de cinq assistantes sociales qui exercent leurs activités aux centres de Libreville et de Port-Gentil.

La précarité des moyens dont dispose le service Public de l'Action Sociale, surtout en ce qui concerne les personnels, l'a conduit à limiter pratiquement son action à des attributions de secours et à une participation épisodique à la Protection Maternelle et Infantile.

Si elle avait pu disposer des moyens répondant à sa politique éducative et préventive, l'action sociale aurait pu contribuer plus sûrement à l'essor démographique qui est une constante des objectifs gouvernementaux en matière de développement.

C'est pourquoi, le Gouvernement a décidé de restructurer et de renforcer ce service en élaborant un plan d'investissements et de formation couvrant la période quinquennale.

② - LE PLAN D'ACTION SOCIALE

Les objectifs du service d'Action Sociale sont les suivants :

- assurer la prévention des maladies à répercussion sociale telles la tuberculose, les maladies mentales, l'alcoolisme, par le dépistage que peuvent permettre les visites à domicile systématiques ;
- promouvoir l'éducation des femmes et par là-même assurer la protection de la mère et des enfants ;
- secourir les handicapés, les orphelins, les vieillards et les nécessiteux ;
- chercher des solutions aux problèmes que posent la jeunesse et en particulier les jeunes délinquantes et inadaptées.

Pour que ces objectifs se traduisent sous forme d'actions concrètes, il s'impose donc de créer des structures sociales et médico-sociales et de former parallèlement les personnels techniques correspondants.

③ - LES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Les projets consistent en la création de centres sociaux et de services sociaux spécifiques.

a) **Les centres sociaux** se définissent comme un lieu de rencontre où s'exercent des activités polyvalentes à caractère médico-social, éducatif et culturel. Les lieux d'implantation retenus sont les suivants :

- | | |
|---|--------------|
| — Libreville (Akébé-Plaine et Mont-Bouët) ; | — Makokou ; |
| — Franceville ; | — Oyem ; |
| — Tchibanga ; | — Lambaréné. |

Les dépenses d'investissements représentent 16,6 millions par centre, soit une dépense globale de 116 millions.

b) Les services sociaux spécifiques :

Selon les critères de priorité, a été retenu le principe de la création de 18 centres comportant soit un service anti-tuberculeux, soit un service anti-vénérien auprès des hôpitaux de Libreville, Port-Gentil, Franceville, Lambaréné, Oyem, Makokou, Koulamoutou, Tchibanga, et Mouila pour une dépense d'investissement unitaire de l'ordre de 1,5 millions, soit une dépense globale de 27 millions de F.

Quant aux centres comportant un service social préventif, ils seront implantés près des tribunaux de Libreville, Port-Gentil et Oyem. Les investissements prévisibles sont de l'ordre de 4,5 millions.

c) La formation des personnels :

1. Les personnels d'encadrement

- assistants sociaux;
- jardinières d'enfants.

Les assistants et assistantes de service social titulaires du diplôme d'Etat, constitueront le personnel appelé à diriger les organes régionaux de base de l'action sociale. Leur formation sera assurée par le Ministère de la Santé Publique qui a prévu la création d'une section sociale à l'Ecole Nationale de Santé.

2. Les personnels auxiliaires

- aides sociaux et aides sociales;
- aides jardinières d'enfants.

La formation de ces personnels appelle la création d'une école d'auxiliaires sociaux au centre d'accueil de la Mission Sainte-Marie.

Tableau 1 - **TABEAU DE FINANCEMENT DES PROJETS DE L'ACTION SOCIALE**

Projets (en millions de F)	Dépenses d'investissement						Dépenses charges récurrentes					
	Budget de Développement						Budget de fonctionnement					
	71	72	73	74	75	Total	71	72	73	74	75	Total
1. Création de 7 centres sociaux.	16,6	16,6	24,9	33,2	24,9	116,2	5,0	5,0	15,1	20,2	35,4	80,7
2. Création de services sociaux spécifiques.....	3,0	4,5	6,0	9,0	9,0	31,5	5,5	11,0	19,3	30,3	46,9	113,0
3. Ecole des auxiliaires sociaux .	—	—	—	—	—	—	15,5	15,5	15,5	15,5	15,5	62,0
	19,6	21,1	30,9	42,2	33,9	147,7	10,5	31,5	49,9	66,0	97,8	255,7

① - LES DONNÉES STATISTIQUES

Au 31 décembre 1970, les formations de la Santé se composaient :

- d'un laboratoire national ;
- d'une pharmacie d'approvisionnement ;
- d'une école Nationale de la Santé ;
- d'un hôpital général ;
- de 3 hôpitaux secondaires ;
- de 6 hôpitaux régionaux dont l'hôpital Schweitzer à Lambaréné ;
- de 26 centres médicaux dont 4 privés ;
- de 142 dispensaires et infirmeries dont 48 privées ;
- de 3 dispensaires militaires ;
- de 10 centres médicaux gérés par la Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale.

Le Service de la Santé Publique dispose de 3 150 lits d'hôpitaux soit un pour 150 habitants et le nombre de consultations avoisine 2 000 000 en 1970 et les grandes interventions chirurgicales 6 650.

Le service des grandes endémies pour sa part a assuré 903 000 vaccinations.

Le corps médical se compose de 84 médecins dont 60 relevant de la Direction de la Santé Publique, soit un pour 5 600 habitants. Les charges de la Direction du Service de Santé s'élevaient fin 1970 à 1 180 millions de F soit environ 7 % du budget de l'Etat.

② - LE PLAN SANTE

Au cours du 1er Plan, l'essentiel des moyens publics mis à la disposition des services de Santé, a été consacré à la médecine de prospection et aux soins de masse dans le double but d'atteindre la totalité de la population avec la périodicité qu'implique une action efficace des moyens de préventions et de soins.

Les infrastructures ayant été estimées suffisantes, compte tenu des moyens existants la politique constante en la matière a été la recherche d'une utilisation plus rationnelle et plus cohérente de l'outil existant, par une réorganisation administrative et technique des services et par une action de formation complémentaire du personnel hospitalier.

Cette politique a le plus souvent donné les résultats que l'on attendait d'elle ; elle a notamment permis de promouvoir et de programmer dans le temps la formation professionnelle des personnels et de réaliser l'inventaire général des moyens existants.

Pour la période du IIe Plan, l'option fondamentale préconisée par le Gouvernement est d'associer à l'effort financier consenti par la Nation dans le domaine des infrastructures sanitaires, une volonté de recherche des solutions pratiques afin d'utiliser toujours plus rationnellement les structures existantes. En effet, les services de Santé ne pourront que bénéficier de l'expansion normalement attendue des recettes budgétaires, elles-mêmes liées au développement économique espéré. Les investisse-

ments dans ce domaine sont d'une telle ampleur que parmi les contraintes qui touchent toutes les actions de planification, la plus sévère demeurera longtemps la contrainte financière. Quoi qu'il en soit, les objectifs qui ont prévalu jusqu'ici doivent être poursuivis. Ils sont au nombre de trois :

- le développement de la médecine préventive, de l'assainissement et de l'éducation sanitaire ;
- l'augmentation de la capacité hospitalière et par voie de conséquence des établissements chargés des examens et de l'approvisionnement ;
- la formation professionnelle des personnels.

③ - LES OBJECTIFS PUBLICS 1970 - 1975

a) Le développement de la médecine préventive, de l'assainissement et de l'éducation sanitaire

Il a été observé que le développement de la médecine préventive, de l'assainissement et de l'éducation sanitaire ne pourrait s'envisager qu'à partir d'une action dans le domaine de la médecine curative qui correspond aux seuls besoins ressentis et exprimés par la population.

Le but final de l'opération projetée est la création d'une médecine itinérante pour que toute la population puisse bénéficier des soins médicaux et être prémunie des risques de maladie.

C'est ainsi que chaque chef-lieu de district devra disposer de deux médecins au moins :

- l'un au centre médical ou à l'hôpital (médecine curative) ;
- l'autre au centre de santé de seconde zone. Il sera chargé de la médecine des soins externes et ambulatoires, de la médecine itinérante et de la médecine préventive.

A l'échelon périphérique, selon l'importance de la population, seront réalisés des centres de santé de troisième zone, groupant les activités normales d'un dispensaire, d'une section de protection maternelle et infantile et d'une section d'assainissement. Ces centres seront créés soit par l'extension des dispensaires existants, soit par des réalisations nouvelles. Un infirmier sera affecté à chacun de ces centres, qui devra visiter régulièrement tous les villages et toutes les maisons de sa circonscription.

Enfin, des dispensaires seront toujours en service dans les localités moins importantes, si celles-ci sont assez peuplées et très isolées.

Les secteurs des grandes endémies seront maintenus jusqu'à ce que leur relève par les centres de santé de seconde zone soit assurée. Ils seront centralisés et transformés en équipes médicales d'intervention mises à la disposition de chaque Directeur Régional des services de santé.

Un développement du service d'assainissement et de l'éducation sanitaire sera entrepris par l'affectation d'un agent technique d'assainissement dans chaque district.

Les projets retenus et leur évaluation sont décrits ci-dessous :

— Construction de centres de Santé	546 millions
— Construction et équipement de dispensaires	102 millions
— Alimentation en eau et en électricité des centres médicaux	50 millions
— Complément de dotation du service des grandes endémies	480 millions

b) Augmentation de la capacité hospitalière

La capacité hospitalière des hôpitaux et centres médicaux est insuffisante pour assurer un traitement correct des malades. Ceux-ci sont souvent mis *exeat* et suivent un traitement ambulatoire pour céder leurs lits à d'autres malades plus graves.

La raison essentielle en est l'accroissement de la population et l'extension continue des centres urbains comme Libreville (46 000 en 1964, 65 000 en 1969, 100 000 prévus en 1975).

La capacité hospitalière actuelle qui est de 3 500 lits (dont beaucoup incomplètement équipés) est encore insuffisante.

Les projets retenus répondent à ces objectifs :

— Centre Médical d'Akiéni	60 millions
— Extension de l'hôpital de Libreville et équipement	180 millions
— Construction de l'hôpital de Franceville	480 millions
— Extension des hôpitaux régionaux de Port-Gentil, Oyem et Mouila	64 millions
— Construction d'une maternité	200 millions

c) La formation des personnels

Toute action d'envergure en la matière, doit être précédée d'une prospection systématique parmi les élèves des classes terminales pour susciter des vocations de sage-femmes, d'infirmiers et d'infirmières, d'assistantes sociales et d'adjoints techniques de la Santé.

Il est souhaitable que cette action débouche sur la formation sur place, plutôt qu'à l'extérieur, des cadres et techniciens parce qu'à moindres frais ces derniers seront formés dans le cadre même où ils seront appelés à exercer et seront donc mieux adaptés au milieu. C'est dans cette optique, et pour répondre à l'augmentation prévisible du recrutement du personnel médical, que doit être envisagée l'extension de l'école de la santé à Libreville.

Ultérieurement, cette politique de formation conçue à long terme débouchera sur la création d'un Centre Universitaire de Médecine. Dans un premier temps, il serait souhaitable de prendre en charge la formation des étudiants en médecine par le sommet : les étudiants de 6^e année étant incités à faire leur stage d'internat à l'hôpital général de Libreville.

4 - LES COÛTS ET LE FINANCEMENT SUR FONDS PUBLICS DU PLAN SANTE

La réalisation des travaux inscrits dans le programme de développement retenu, implique à la fois des dépenses d'investissements (constructions, matériels lourds) à inscrire au Budget de Développement de la Nation et des charges récurrentes (dépenses de fonctionnement, petit équipement, salaires des personnels nouveaux et indemnités diverses) qui devront être supportées par le Budget de Fonctionnement du fait de ces nouveaux projets.

Certains des travaux prévus ne pourront être entrepris — vu l'importance des dépenses prévisibles d'investissements — que si un financement complémentaire est obtenu soit sous forme d'emprunts auprès d'établissements financiers ou d'organismes internationaux spécialisés ou de subventions extérieures (aide bilatérale ou multilatérale), soit sous forme de crédits à moyen terme consentis par les entreprises.

Tableau I. - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DU PLAN SANTÉ

PROJETS (en millions de FCFA)	ANNUITÉS D'INVESTISSEMENTS													Total cumulé	Charges récur- rentes
	Budget de Développement						Aides extérieures								
	71	72	73	74	75	Total	71	72	73	74	75	Total	Origine		
1. Construction de centres de santé.	44	95	40	45	36	260	—	86	100	80	20	286	OMS GABON 20 % OMS	546	195
2. Construction et équipement de dis- pensaires	9	—	3	5	5	22	—	20	20	20	20	80	GABON 20 %	102	33
3. Alimentation des centres médicaux..	10	10	10	10	10	50	—	—	—	—	—	—	FAC 50 % OMS 50 %	50	13
4. Complément dotation service des grandes endémies	—	15	65	65	15	160	100	70	70	70	10	320	C. ENT.	480	123
5. Centre médical Akiéni	60	—	—	—	—	60	—	—	—	—	—	—	—	60	—
6. Extension hôpital de Libreville	10	85	85	—	—	180	—	—	—	—	—	—	—	180	187-
7. Construction hôpital de France- ville	35	45	—	—	—	80	200	200	—	—	—	400	F.A.C.	480	139
8. Extension hôpitaux régionaux	4	—	—	—	—	4	—	20	20	20	—	60	—	64	34
9. Maternité	30	170	—	—	—	200	—	—	—	—	—	—	—	200	156
	202	420	203	125	66	1 016	300	396	210	190	50	1 146		2 162	880

Les charges supplémentaires en matériel et en personnel résultant de l'application du Plan de Santé laissent prévoir un accroissement sensible des sommes consacrées annuellement à la Santé Publique par le Budget de Fonctionnement.

Tableau II - CHARGES RECURRENTES RESULTANT DE L'APPLICATION DU PLAN DE SANTE

	71	72	73	74	75	Total
Personnels	6	64	110	123	137	440
Matériel	21	48	115	124	132	440
(en millions de F CFA)	27	112	225	247	269	880

La réalisation des projets implique le recrutement de personnels spécialisés et de main-d'œuvre qualifiée indispensables à la bonne marche des établissements médicaux nouvellement créés.

— Cadre A	15	}	236
— Cadre B	173		
— Cadre C	48		

Main-d'œuvre contractuelle :

— Main d'œuvre qualifiée	23	}	98
— Main-d'œuvre non spécialisée	75		

5 - LES INVESTISSEMENTS PRIVES

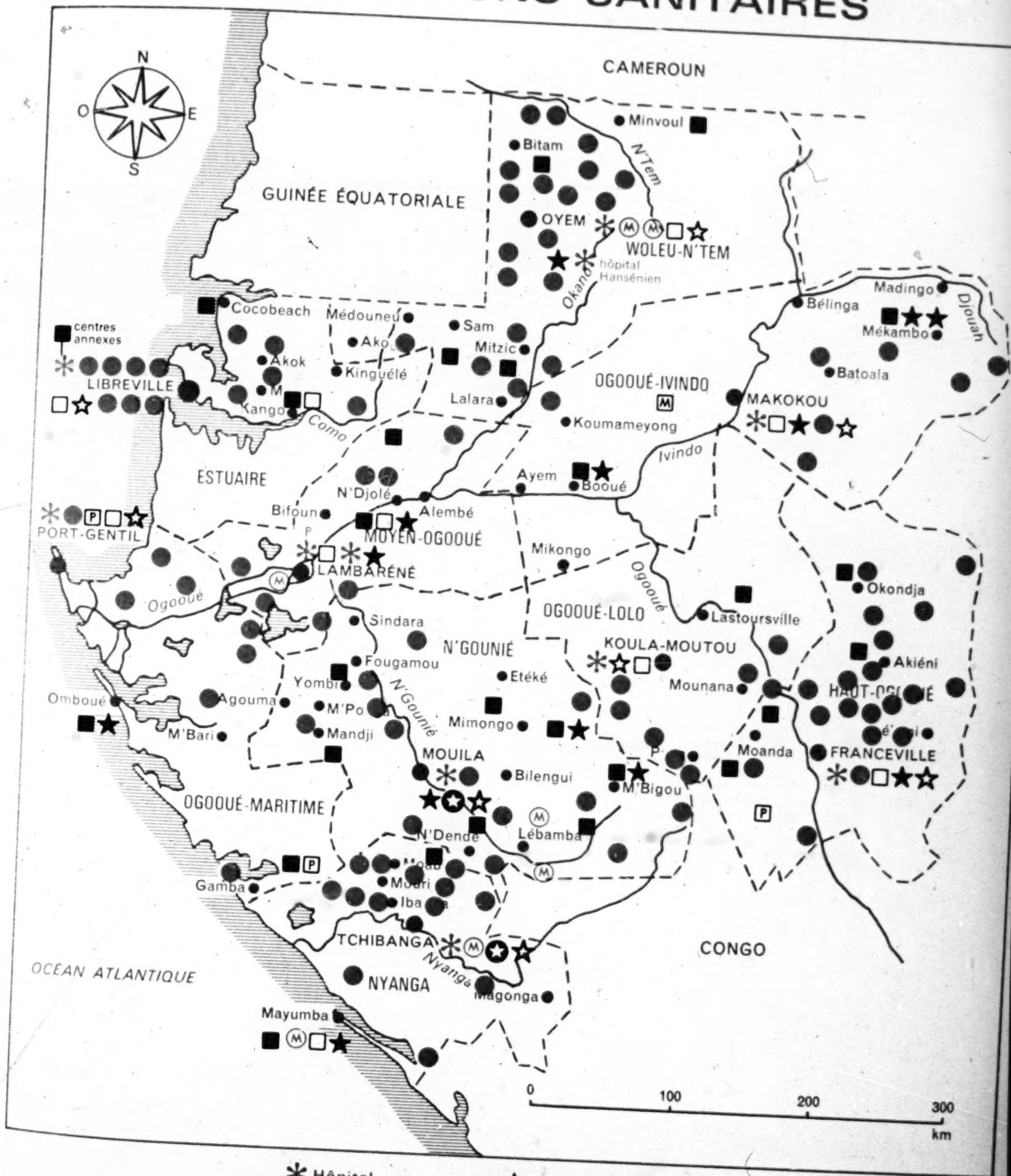
Si le Ministre de la Santé Publique possède la plus grande partie des moyens médicaux de la Nation, il existe un important secteur privé qui concourt à l'action sanitaire. La Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale, en particulier envisage d'investir 268 millions de F au cours de l'année 1971, pour que les projets prévus soient opérationnels en 1973 :

Le programme projeté est le suivant :

— Construction d'une crèche et extension du Centre P.M.I. (C.G.P.S.) de Libreville	135 millions
— Construction du Centre P.M.I. à Port-Gentil, Oyem, Makokou, Franceville et Mouila	71 millions
— Construction d'un dispensaire à Kinguéle	21 millions
— Création d'un Centre itinérant deuxième et troisième zone forestière à N'Djolé	7 millions
— Construction d'un centre médico-social à Koulamoutou	34 millions

Notons, d'autre part, le projet de construction d'une clinique chirurgicale de 100 lits à Libreville, (Mont-Bouët).

PRINCIPALES FORMATIONS SANITAIRES



TROISIÈME PARTIE

LES MOYENS DE RÉALISATION DU PLAN

Titre 1

LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT

- | | |
|--|-----|
| 1. Les investissements
1971-1975 | 129 |
| 2. Le financement du Plan
1971-1975 | 132 |

Titre 2

L'EMPLOI ET LA FORMATION

- | | |
|---|-----|
| 1. Les données actuelles
de l'emploi | 137 |
| 2. Les besoins de main-d'œuvre
de 1971 à 1975 | 139 |
| 3. La main-d'œuvre et les
données démographiques | 142 |
| 4. La formation | 143 |

TITRE I

LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT

Chapitre I

Les investissements 1971-1975

Les entreprises privées constituent à elles seules — mises à part les participations de l'Etat au capital social de quelques sociétés — par autofinancement ou apport de capitaux extérieurs, la source des investissements de l'appareil de production, à l'exception du secteur rural, qui échappe en grande partie à l'économie monétaire et dont le développement tout entier est à la charge de l'Etat.

Ce dernier, pour sa part, finance les équipements collectifs — infrastructures, services sociaux, équipements administratifs — grâce au budget de développement, aux emprunts et à l'aide extérieure.

Quant à l'épargne privée, quoique incitée à investir notamment par achats d'actions de sociétés nouvelles, sa part dans le développement économique est minime par rapport au volume global des investissements productifs.

Pour tous les projets d'investissement détaillés dans les tableaux récapitulatifs suivants, les coûts et les volumes des financements à mettre en œuvre ont été estimés en F de 1970.

Tableau 1 - LES INVESTISSEMENTS

Secteurs économiques (millions CFA)	1971	1972	1973	1974	1975	Total 1970 1975	Fonds publics gabonais	Fonds publics extér.	Fonds privés
Production									
La forêt et les industries du bois.	2 587	2 871	3 032	2 617	2 669	13 776	2 026	559	11 191
Les mines	9 398	6 424	5 059	4 249	4 052	29 182	391	318	28 473
L'énergie et l'eau	4 529	3 458	2 464	601	896	11 948	4 535	6 518	895
L'industrie	6 136	13 955	9 286	2 459	77	31 913	1 378	190	30 345
Le Commerce, les Transports et les services	600	600	700	800	800	3 500			3 500
Le Développement rural	342	410	389	342	312	1 795	579	1 216	
	23 592	27 718	20 930	11 068	8 806	92 114	8 909	8 801	74 404
Infrastructures									
Le chemin de fer		1 000	3 500	5 500	6 500	16 500	5 000	11 500	
Les routes	725	1 450	3 285	3 710	1 860	11 030	3 830	7 200	
L'aéronautique	1 310	1 940	890	225	10	4 375	960	3 415	
Les Ports	801	1 075	250	380	180	2 686	270	2 416	
Les Postes et Télécommunic.	199	262	321	224	259	1 265	391	874	
La radio et la télévision	200	1 657	125	140	146	819	669	150	
Le tourisme	2 171	208	619	32	31	4 510	94	—	4 416
L'urbanisme et l'équipement administratif	1 705	2 280	2 870	2 850	2 485	12 190	6 250	600	5 340
	7 111	9 872	11 860	13 061	11 471	53 375	17 464	26 155	9 756
Équipements sociaux									
La Santé	570	916	513	315	116	2 430	1 016	1 146	268
L'enseignement et la formation	128	687	540	254	224	1 833	1 212	621	
L'action sociale	20	21	31	42	34	148	148		
	718	1 624	1 084	611	374	4 411	2 376	1 767	268
Total général	31 421	39 214	33 874	24 740	20 651	149 900	28 749	36 723	84 428

Tableau 2 — RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR SOURCES DE FINANCEMENTS

Secteurs économiques (en millions de F CFA)	Budget d'investissement			Budgets auto- nomes	Collec- tivités locales	Fonds spéciaux	Fonds privés	Fonds publics extér.	Total
	Déve- loppe- ment	Equipe- ment ad- ministra.	Fonds du chemin de fer						
Forêts et Industries du bois	2 026	—	—	—	—	—	11 191	559	13 776
Mines	391	—	—	—	—	—	28 473	318	29 182
Energie et ressources hydr.	1 656	704	—	1 835	340	—	895	6 518	11 948
Industries	1 378	—	—	—	—	—	30 345	190	31 913
Commerce et transports	—	—	—	—	—	—	3 500	—	3 500
Développement rural	414	—	—	—	—	165	—	1 216	1 795
	5 865	704		1 835	340	165	74 404	8 801	92 114
Chemin de fer	—	—	5 000	—	—	—	—	11 500	16 500
Routes	3 830	—	—	—	—	—	—	7 200	11 030
Aéronautique	960	—	—	—	—	—	—	3 415	4 375
Ports	270	—	—	—	—	—	—	2 416	2 686
Office des Postes et Télécom.	—	—	—	391	—	—	—	874	1 265
Radio — Télévision	669	—	—	—	—	—	—	150	819
Tourisme	94	—	—	—	—	—	4 416	—	4 510
Urbanisme	2 500	—	—	—	—	—	5 340	600	8 440
Equipement administratif	—	3 750	—	—	—	—	—	—	3 750
	8 323	3 750	5 000	391	—	—	9 756	26 155	53 375
Santé et hygiène	1 016	—	—	—	—	—	268	1 146	2 430
Enseignement et formation ...	1 212	—	—	—	—	—	—	621	1 833
Action sociale	148	—	—	—	—	—	—	—	148
	2 376	—	—	—	—	—	268	1 767	4 411
	16 564	4 454	5 000	2 226	340	165	84 428	36 723	149 900
	26 018								

Les charges récurrentes

Elles se définissent comme les charges supplémentaires de l'Etat, en personnel et en matériel, créées par les investissements nouveaux — à l'exception des frais financiers entraînés par les emprunts éventuels — qui devront être prises en compte par le budget de fonctionnement.

Elles ont été calculées en F 1970, de façon détaillée, pour chacun des secteurs économiques.

Tableau 3 - LES CHARGES RÉCURRENTES 1971-1975

Secteurs	1971	1972	1973	1974	1975	Total	Matériel	Personnel
Développement rural	130	135	150	153	152	720	518	202
Enseignement - Formation ..	85	151	260	335	413	1 244	444	800
Action sociale	10	32	50	66	98	256	—	256
Santé	27	112	225	247	269	880	440	440
Urbanisme - Equipement Admi- nistratif	20	33	35	42	34	164	164	—
Tourisme	6	11	16	15	15	63	53	10
Routes	—	37	96	180	265	578	578	—
Aéronautique	15	15	15	15	15	75	25	50
O.R.T.G.	—	9	46	64	64	183	173	10
	293	535	893	1 117	1 325	4 163	2 395	1 768

Nota — Les charges récurrentes de 1972 comprennent celles qui sont apparues en 1971, plus celles qui naissent en 1972, et ainsi de suite.

Si l'on compare ces charges récurrentes avec les accroissements attendus du budget de fonctionnement, année par année, tels qu'ils ressortent de l'examen qui en sera fait plus loin, on constate que ces charges devraient pouvoir facilement être supportées par le budget de fonctionnement de l'Etat.

	1971	1972	1973	1974	1975
Charges récurrentes	293	535	893	1 117	1 325
Ressources nouvelles du budget de fonctionnement ..	1 115	2 305	2 575	4 945	6 395
% charges récurrentes par rapport aux ressources nouvelles	26,3 %	23,2 %	25,0 %	22,6 %	21,0 %

Nota : Comme pour les charges récurrentes, les ressources nouvelles du budget de fonctionnement sont données, année par année, par rapport au budget de 1970, c'est-à-dire cumulées.

Chapitre II

Le financement du Plan 1971-1975

Le financement des projets d'investissement prévus au Plan doit être assuré par des fonds publics (intérieurs ou extérieurs) pour un montant de 65,5 milliards et par des fonds d'origine privée pour 84,4 milliards.

① - LE FINANCEMENT PUBLIC

Il concerne l'ensemble des organismes publics pour 2,7 milliards, le budget d'investissement de l'Etat (Livre II du Budget Général) pour 26,0 milliards et les aides extérieures pour 36,7 milliards, soit 28,7 milliards de fonds publics intérieurs pour 36,7 de fonds publics extérieurs.

a) **Le financement public intérieur** : les sources de financement et leurs ressources.

Les collectivités locales : la contribution prévue de 340 millions correspond à la participation de la ville de Libreville au financement des projets d'extension des réseaux d'électricité et d'eau de l'agglomération urbaine.

Les budgets autonomes : les 2 226 millions inscrits au Plan représentent le coût des investissements prévus par la Société d'Eau et d'Energie du Gabon (S.E.E.G.) et l'Office des Postes et Télécommunications (O.P.T.). Ces opérations pourront être financées sur fonds propres et par emprunts.

Ils se répartissent ainsi :

— S.E.E.G.	1 835 millions
— O.P.T.	391 millions

Les sources de financement spécialisées : les financements prévus au Plan concernent essentiellement les participations, au développement du secteur de l'économie rurale, de la Caisse de Stabilisation des prix du Cacao et du service du Crédit Rural de la Banque Gabonaise de Développement. La contribution de la « Caisse Cacao » — 97 millions — a été prévue sous forme de primes à la plantation et à la production destinées à inciter les producteurs de cacao des secteurs de base agricoles de la région du Woleu-N'Tem, à augmenter les surfaces implantées et à fournir des produits de meilleure qualité.

Les services agricoles feront appel au crédit rural, pour fournir l'implantation matérielle de jeunes agriculteurs dans les centres de paysannat créés dans les zones vivrières et forestières de l'Estuaire et dans la région rizicole de la Nyanga. Cette aide du Crédit Rural remboursable est évaluée à 68 millions.

Les services agricoles feront appel au Crédit Rural, pour fournir l'implantation matérielle de jeunes agriculteurs dans les centres de paysannat créés dans les zones vivrières et forestières de l'Estuaire et dans la région rizicole de la Nyanga. Cette aide du Crédit Rural remboursable est évaluée à 68 millions.

Le budget d'investissement de l'Etat

Le Livre II du budget général de l'Etat, consacré aux dépenses en capital, et que nous appellerons « Budget d'Investissement », comporte quatre parties :

- 1re partie : la Dette Publique ;
- 2e partie : les dépenses de développement ;
- 3e partie : le Fonds d'Investissement pour le Chemin de fer Owendo-Bélinga ;
- 4e partie : les dépenses d'équipement administratif.

La dette publique

On envisage ci-dessous la dette publique au 31 décembre 1970, déduction faite des emprunts contractés au titre d'opérations inscrites au IIe Plan.

L'encours de la dette représente 21 576 millions de F ainsi répartis : (en millions de F).

Dette extérieure :

Emprunts	14 618	
Conventions à paiements différés	2 328	
		16 946

Dette intérieure :

Emprunts	1 094	
Bons d'équipement	66	
Obligations d'Etat	135	
Fonds Gabonais d'Investissement	201	
Conventions à paiements différés	3 134	
		4 630

Les remboursements à effectuer — capital plus intérêts — au cours des cinq années du Plan sont les suivants (en millions de F CFA) : — 1971 : 2 779 — 1972 : 3 047 — 1973 : 2 858 — 1974 : 2 347 — 1975 : 2 243 — et le montant cumulé des échéances atteint pour la période : 13 274 millions de F.

Les dépenses de développement

La deuxième partie du Livre II du budget général, dite budget de développement, est gérée par le Commissariat au Plan. Depuis 1967, ce budget doit être alimenté en recettes par 20 % de l'ensemble des recettes fiscales de l'Etat, pour que l'assiette plus large des recettes lui permette de suivre l'expansion générale de l'économie.

Le Fonds d'Investissement pour le chemin de fer

Créé par la loi n° 23.68 du 25 novembre 1968, le Fonds d'investissement est alimenté depuis le 1er janvier 1969 par différentes recettes affectées, dont notamment 10 % sur les droits de douane et droits d'entrée, le prélèvement exceptionnel sur les bénéfices industriels et commerciaux et la taxe forfaitaire de solidarité nationale. Ce fonds d'investissement représente la contribution financière de l'Etat à la réalisation du chemin de fer Owendo-Bélinga.

Les dépenses d'équipement administratif

L'équipement administratif est à la charge du budget général, et les dépenses en sont couvertes par les recettes ordinaires du budget.

Les ressources du budget d'investissement

Ces ressources budgétaires ont été prévues à partir des résultats de l'exercice 1970 et en prenant pour hypothèses des taux de croissance moyens de 6 % pour les recettes fiscales et de 7 % pour les dépenses de fonctionnement des services. Il a été également tenu compte des effets fiscaux des accords pétroliers intervenus en avril 1971.

(en millions de F)	1970	1971	1972	1973	1974	1975	Total 71-75
Recettes fiscales	21 100	23 466	25 208	26 430	27 638	29 237	131 979
Dépenses de fonctionnement des services	15 895	17 010	18 200	19 470	20 840	22 290	97 810
Disponible brut		6 456	7 008	6 960	6 798	6 947	34 169
Annuité dette publique		2 779	3 047	2 858	2 347	2 243	13 274
Disponible net		3 677	3 961	4 102	4 451	4 704	20 895

Les ressources nettes que l'Etat pourra consacrer aux dépenses d'investissement, c'est-à-dire à l'équipement administratif, à l'alimentation du fonds du chemin de fer et au budget de développement s'élèveront donc à 20 895 millions.

Si l'on compare les investissements prévus sur fonds publics intérieurs budgétaires (tableau II ci-dessus) aux ressources nettes déterminées ci-dessus, on obtient le tableau suivant :

Sources de financement budgétaires (en millions de F CFA)	Investissements prévus au Plan	Ressources nettes budgétaires	Différence en moins
Budget de développement	16 564		
Equipement administratif..	4 454		
Fonds de chemin de fer ...	5 000		
	26 018	20 895	5 123

La différence qui apparaît ci-dessus se traduira par un besoin de financement complémentaire qui devra être couvert par le recours à l'emprunt, l'augmentation de la pression fiscale étant exclue.

Il faut cependant souligner que la charge de la dette retenue ci-dessus est celle existant au 31 décembre 1970. Ce qui précède suppose donc qu'aucune échéance d'emprunt contracté après le 31 décembre 1970 ne viendra à terme de 1971 à 1975, sinon, le « disponible net » diminuera et le besoin de financement augmentera. Il conviendra donc que les emprunts à contracter au cours du II^e Plan soient à long terme, et plus précisément que leurs échéances ne viennent pas à terme avant la fin du Plan.

Après 1975, les Finances Publiques seront à même de supporter des charges importantes, car le service de la dette issu du I^{er} Plan diminuera progressivement de 1,9 à 1,0 milliard de 1976 à 1980.

Quoi qu'il en soit, il appartiendra à la « Caisse Autonome d'Amortissement » de définir la politique d'emprunt qui pourra être suivie. L'instrument de cette politique sera la comparaison permanente entre l'échéancier exhaustif des paiements et la prévision des recettes publiques affectées à l'amortissement de la dette.

b) Le financement public extérieur

Les financements publics extérieurs peuvent être estimés avec une marge d'erreur relativement faible en ce qui concerne les subventions ou les prêts accordés par des aides bilatérales. En effet, ces sources d'aide sont peu nombreuses et leur montant est déjà prévisible pour celles qui ont des programmes financiers à long terme. Pour les autres, le montant de l'aide peut être évalué par comparaison avec le niveau actuel des financements obtenus au cours du I^{er} Plan quinquennal.

Ces estimations permettent de prévoir que le Gabon devrait pouvoir compter au cours du II^e Plan sur environ 34,1 milliards de financements publics extérieurs, dont 15,6 milliards de subventions et 18,5 milliards de prêts.

Si l'on se réfère au tableau II (avant-dernière colonne), on constate qu'il existe un besoin de financement de $36,7 - 34,1 = 2,6$ milliards.

Ce financement complémentaire devra être obtenu en faisant appel à de nouvelles sources extérieures, sous forme de subventions ou de prêts.

2 - LE FINANCEMENT PRIVE

Par financement privé on entend le recours à l'épargne locale, le réinvestissement des sociétés établies au Gabon et le recours au financement privé étranger qu'il provienne de fonds propres ou d'emprunts. Ce financement extérieur constituera la plus grande partie des 84,4 milliards attendus du secteur privé de 1971 à 1975 :

- dans le secteur mines - pétrole : 28,5 milliards dont 23,8 provenant uniquement du programme d'extension et de recherches de sociétés pétrolifères déjà installées au Gabon ;
- dans le secteur industriel : 30,3 milliards, dont 26,4 milliards représentant le montant prévu des travaux de réalisation de l'usine de cellulose) ;
- dans le secteur Forêts — Industries du Bois : 11,2 milliards.

En règle générale, les entreprises déjà existantes trouvent leur financement par autofinancement ou par les apports du groupe auquel elles appartiennent. Pour les nouvelles entreprises à créer, si elles sont de dimensions internationales — type SOGACEL — les promoteurs élaborent eux-mêmes un plan de financement sur ressources extérieures. Pour les entreprises plus modestes, concernant des productions s'adressant au marché intérieur ou à celui de l'UDEAC, la part prise par l'Etat Gabonais dans leur promotion ou leur réalisation est plus directe. Elle se traduit le plus souvent par une souscription non négligeable au capital social et se justifie par les perspectives intéressantes qu'offrent les moyennes ou petites entreprises pour un développement équilibré du secteur industriel gabonais.

Il convient de signaler en outre, qu'une grande partie des fonds investis par les sociétés privées provient d'emprunts auprès d'organismes internationaux tels que la Caisse Centrale de Coopération Economique, la Banque Européenne de Développement, etc.

Ainsi, l'Etat et les sociétés privées ont le plus souvent recours aux mêmes établissements financiers et comme ceux-ci n'ont pas des ressources infiniment extensibles, se pose donc un problème de recherche et de diversification des sources de financement.

Tableau 3 - LE FINANCEMENT DU PLAN — RÉCAPITULATION

Origine des fonds (en millions de F CFA)	Emplois prévus au Plan	Ressources publiques		ressources privées	besoins de financement
		Ressources budgétaires ou subventions	prêts ou emprunts		
Fonds Publics Intérieurs					
1 - Budget de l'Etat (Livre II)					
- Budget de Développement :	16 564				
- Equipement administratif :	4 454				
- Fonds du chemin de fer :	5 000				
2 - Budgets autonomes	2 226	20 895	—	—	5 123
3 - Collectivités locales	340	2 226	—	—	—
4 - Fonds spécialisés	165	340	—	—	—
Fonds publics extérieurs	36 723	165	—	—	—
Fonds privés	84 428	15 600	18 500	—	2 623
TOTAL	149 900	—	—	84 428	—
		39 226	18 500	84 428	7 746

TITRE II

L'EMPLOI ET LA FORMATION

Chapitre I

Les données actuelles de l'emploi

Les tableaux 1 à 3 ci-dessous donnent des informations sur la situation de l'emploi en 1970, pour les salariés des entreprises et des administrations publiques.

Ces informations proviennent des sources suivantes :

- enquête de 1970 auprès des entreprises, faite par le Commissariat au Plan avec l'aide de la C.G.P.S. ;
- statistiques de l'emploi, établies par la C.G.P.S. ;
- enquêtes diverses du Ministère du Travail ;
- travaux préparatoires des comptes nationaux ;
- statistiques du Service de la Solde.

Les chiffres ci-dessous ont une valeur inégale. Certains sont des estimations et leur précision ne doit pas faire illusion.

Les secteurs d'activité économique retenus sont les suivants :

- 0 - Agriculture, chasse, pêche, exploitation forestière,
- 1 - Industries extractives (Mines, pétrole),
- 2 et 3 - Industries manufacturières,
- 4 - Bâtiment et Travaux Publics (B.T.P.),
- 5 - Electricité, Eau,
- 6 - Commerce, banques, assurances,
- 7 - Transports et Télécommunications,
- 8 et 9 - Services.

Les catégories professionnelles sont les suivantes :

- Les Directeurs, cadres supérieurs et ingénieurs (catégorie 1 et 2), sont normalement de formation universitaire, mais la catégorie « Directeurs » est peu homogène.
- Les cadres administratifs (catégorie 3) ont pouvoir d'autorité ; ils ont suivi des études secondaires complètes.
- Les techniciens (catégorie 4) sont titulaires d'un Brevet d'Enseignement Industriel, ou ont une formation équivalente.
- Les agents administratifs (catégorie 5) sont titulaires du Brevet d'Etudes Commerciales, ou ont une formation équivalente.
- Les ouvriers très qualifiés (catégorie 6) sont ceux qui, engagés comme ouvriers qualifiés, ont acquis une expérience étendue.
- Les employés de bureau (catégorie 7) sont ceux qui travaillent dans l'administration des entreprises sans avoir dépassé le niveau du B.E.P.C. On y inclut les secrétaires et les titulaires du Certificat de Formation Professionnelle des Employés de Bureau.
- Les ouvriers qualifiés (catégorie 8) doivent disposer d'une connaissance théorique de leur métier, et leur formation dans les établissements spécialisés est indispensable. En conséquence, seront décomposés dans ce groupe les titulaires du Certificat d'Aptitude Professionnelle, du Certificat délivré par les Centres de Formation Professionnelle Rapide et du Certificat Élémentaire d'Aptitude Professionnelle.

- Les ouvriers spécialisés (catégorie 9) sont dépourvus de connaissances théoriques ; leur formation a été acquise sur « le tas » par le soin des entreprises.
- Les gens de maison et la main-d'œuvre banale (catégorie 10 et 11). Les personnels constituant ces catégories ont peu de connaissances professionnelles. S'ils ne représentent pas un problème pour le système éducatif, il n'est cependant pas exclu qu'une formation de base (enseignement du premier degré) peut s'avérer avantageuse dans l'exercice de leur travail.

Tableau 1 – ENTREPRISES : ANNEE 1970 – REPARTITION DES SALAIRES PAR SECTEURS D'ACTIVITE ECONOMIQUE ET PAR CATEGORIES PROFESSIONNELLES

Secteurs Catégories professionnelles	0 Agricult. forêts	1 Mines	2 et 3 Indus- tries	4 B.T.P.	5 Electric. eau	6 Com- merce	7 Trans- ports	8 et 9 Services	Total
1 - Directeurs - Cadres Supérieurs ..	92	42	73	124	11	169	55	78	644
2 - Ingénieurs	11	116	52	34	-	6	42	8	269
3 - Cadres administratifs	21	69	55	68	7	246	78	61	605
4 - Techniciens	219	377	245	204	57	125	178	62	1 467
5 - Agents administratifs	32	161	77	60	25	197	60	32	644
6 - Ouvriers très qualifiés	99	315	148	376	11	185	50	698	1 882
7 - Employés de bureau	208	368	270	261	92	1 184	533	292	3 208
8 - Ouvriers qualifiés	514	796	536	1 251	44	563	138	986	4 828
9 - Ouvriers spécialisés	1 924	999	2 652	3 413	156	1 323	1 522	551	12 540
10 - Manœuvres	5 873	1 775	2 475	4 791	290	1 886	1 795	884	19 769
11 - Gens de maison	162	111	107	147	10	187	48	324	1 097
12 - Non classés	1 771	211	224	648	2	500	118	186	3 660
Total	10 927	5 340	6 914	11 377	605	6 571	4 617	4 162	50 613

**Tableau 2 – ADMINISTRATIONS PUBLIQUES – ANNÉE 1970
RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR STATUTS PROFESSIONNELS**

I - Salariés ne relevant pas du code du travail	
— Fonctionnaires	4 661
— Militaires	1 346
Total I	6 007
II - Salariés relevant du code du travail	
— Enseignants privés	1 182
— Contractuels et personnel permanent de l'Etat	2 724
— Personnel temporaire de l'Etat	1 400
— Agents des collectivités locales	1 600
Total II	6 906
Total général (I + II)	12 913

Ne sont pas compris dans les chiffres ci-dessus :

- le personnel d'assistance technique étranger non payé par le Service de la Solde, lequel sort du cadre de cette étude ;
- le personnel temporaire de l'Administration des T.P., inclus avec les salariés des entreprises du secteur 4 (B.T.P.) ;
- le personnel de l'Office des Postes et Télécommunications, inclus avec les salaires des entreprises du secteur 7 (Transports et Télécommunications).

La catégorie « Personnel temporaire de l'Etat » désigne des salariés embauchés par l'Administration, mais non pris en compte par le service de la Solde.

Tableau 3 - ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES - ANNÉE 1970
RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR CATEGORIES ET STATUTS PROFESSIONNELS
ET PAR NATIONALITÉS

Catégories	Nationalités			
	1 Gabonais	2 Etrangers africains	3 Européens	4 Total
I - Entreprises				
1 - Directeurs, cadres supérieurs	103	16	525	644
2 - Ingénieurs	1	4	264	269
3 - Cadres administratifs	96	23	486	605
4 - Techniciens	427	21	1 019	1 467
5 - Agents Administratifs	229	36	379	644
6 - Ouvriers très qualifiés	1 338	125	419	1 882
7 - Employés de bureau	2 817	135	256	3 208
8 - Ouvriers qualifiés	4 681	81	66	4 826
9 - Ouvriers spécialisés	12 284	183	73	12 540
10 - Manœuvres	19 606	163	-	19 769
11 - Gens de maison	1 073	24	-	1 097
12 - Non classés	3 658	-	2	3 660
Total Entreprises	46 313	811	3 489	50 613
II - Administrations publiques				
- Fonctionnaires	4 661			4 661
- Militaires	1 346			1 346
- Enseignants privés	1 082		100	1 182
- Contractuels et personnel permanent de l'Etat	2 524		200	2 724
- Personnel temporaire de l'Etat	1 400			1 400
- Agents des collectivités locales	1 600			1 600
Total Administrations publiques	12 613		300	12 913
Total général	58 926	811	3 789	63 526

Nota : les salariés des administrations "Etrangers africains" n'ont pas été décomptés

Chapitre II

Estimation des besoins en main-d'œuvre salariée pour la période du Plan

A - LES ENTREPRISES

La méthode consiste à prévoir, par secteur, l'augmentation (en volume) de la production de 71 à 75 et à appliquer aux effectifs des salariés les taux de progression ainsi retenus, modifiés pour tenir compte de l'augmentation de la productivité.

Compte tenu d'études antérieures, on a été conduit à retenir un taux d'augmentation de la productivité de 1,5 % par an pour tous les secteurs, sauf celui des services, pour lequel on a estimé que la productivité était constante.

Pour une base 100 en 1970, l'indice mesurant la productivité sera égal à 101,50 en 1971 et à 107,71 en 1975.

Si l'on prend par exemple, le secteur « agriculture, forêts » pour lequel le taux de croissance de la production est de 3 % par an, l'indice mesurant la production sera (base 100 en 1970) égal à 103,00 en 1971 et à 115,91 en 1975. L'effectif des salariés nécessaire en 1975 sera égal à

celui de 1970, affecté du coefficient $\frac{115,91}{107,71} = 1,076$.

Tableau 4 — ENTREPRISES : LES EFFECTIFS SALARIÉS EN 1975

	0 Agricult. forêts	1 Mines	2 et 3 Indus- tries	4 B.T.P.	5 Electric. eau	6 Com- merce	7 Trans- ports	8 et 9 Services	Total
Taux d'accroissement annuel de la production (1970 à 1975)	3 %	2 %	5 %	13 %	11 %	5 %	6 %	5 %	
Indice production en 1975 (base 100 en 1970)	115,9	110,4	127,6	184,2	168,5	127,6	133,8	127,6	
Indice productivité en 1975 (base 100 en 1970)	107,7	107,7	107,7	107,7	107,7	107,7	107,7	100,0	
Coefficient d'accroissement de la main-d'œuvre	1,076	1,025	1,185	1,710	1,565	1,185	1,242	1,276	
Effectifs salariés 1970	10 927	5 340	6 914	11 377	705	6 571	4 617	4 162	50 613
Effectifs salariés 1975	11 774	5 474	8 197	19 463	1 115	7 806	5 759	5 311	64 899

La structure de la main-d'œuvre, par catégories professionnelles, étant supposée constante, la répartition des salariés en 1975 par secteurs économiques et par catégories professionnelles sera la suivante :

**Tableau 5 — ENTREPRISES — RÉPARTITION DES SALARIÉS
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET PAR CATÉGORIES PROFESSIONNELLES
EN 1975**

Branches d'activités Catégories socio-professionnelles	0 Agricult. Exploit. forest.	1 Indus- tries extrac- tives	2 et 3 Indus- tries manufac- turières	4 Bâti- ments et travaux publics	5 Electric. gaz eau	6 Banque Com- merce	7 Transport Commu- nications	8 et 9 Services	Total
Directeurs, cadres supérieurs ..	94	44	82	214	18	203	69	101	825
Ingénieurs	12	120	57	58	0	8	52	10	317
Cadres administratifs	24	71	66	117	11	289	97	78	153
Techniciens et agents techni- ques	235	389	287	350	89	148	225	78	1 801
Agents administratifs	35	164	90	97	39	234	75	41	775
Ouvriers hautement qualifiés ..	106	323	172	642	18	219	63	894	2 437
Employés de bureau	224	378	320	448	145	1 409	662	372	3 958
Ouvriers qualifiés	553	816	639	2 141	70	671	173	1 259	6 322
Ouvriers spécialisés	2 074	1 024	3 153	5 839	246	1 569	1 896	704	16 505
Manœuvres	6 333	1 817	2 938	8 195	460	2 244	2 234	1 120	25 341
Gens de maison	177	115	131	253	16	219	63	415	1 389
Non classés	1 907	213	262	1 105	3	593	150	239	4 476
	11 774	5 474	8 197	19 463	1 115	7 806	5 759	5 311	64 899

La simple comparaison des tableaux 1 et 5 (Répartitions des salariés par secteurs et par catégories en 1970 et 1975) permet de prévoir l'évolution du nombre des travailleurs.

Cependant, les besoins en travailleurs nouveaux, qui devront être formés, sont plus importants, car il faut tenir compte du remplacement de la fraction des salariés qui cesseront leur activité professionnelle pendant la période du Plan, par suite de mise à la retraite, ou pour toute autre cause.

En utilisant les données démographiques disponibles et les statistiques de la C.G.P.S., on a retenu un taux annuel de remplacement de 2 %, soit 10 % pour les 5 ans de 1970 à 1975.

Les tableaux 6 et 7 ci-après ont été établis compte tenu de ces éléments et de l'hypothèse que le nombre et la répartition par catégories et par secteurs des travailleurs étrangers demeureront inchangés en 1975 par rapport à 1970.

Tableau 6 - ENTREPRISES : LES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE NOUVELLE PENDANT LE II^e PLAN
(besoins supplémentaires et besoins de remplacement)
RÉPARTITION PAR CATÉGORIES PROFESSIONNELLES

Catégories professionnelles	1 Salariés gabonais en 1970	2 Salariés gabonais en 1975	3 Augmentation salariés de 1970 à 1975	4 Remplacements	5 Besoins de main-d'œuvre nouvelle
			2 - 1		3 + 4
1 - Directeurs - Cadres supérieurs	103	284	181		191
2 - Ingénieurs	1	49	48	10	48
3 - Cadres administratifs	96	244	148	10	158
4 - Techniciens	427	761	334	43	377
5 - Agents administratifs	229	360	131	23	154
6 - Ouvriers très qualifiés	1 338	1 893	555	134	689
7 - Employés de bureau	2 817	3 567	750	282	1 032
8 - Ouvriers qualifiés	4 681	6 175	1 494	468	1 962
9 - Ouvriers spécialisés	12 284	16 249	3 965	1 228	5 193
10 - Manœuvres	19 606	25 178	5 572	1 961	7 533
11 - Gens de maison et non classés	4 731	5 839	1 100	473	1 581
Total	46 313	60 599	14 286	4 632	18 918

Tableau 7 - ENTREPRISES : LES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE PENDANT LE II^e PLAN
RÉPARTITION PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS ET PAR CATÉGORIES PROFESSIONNELLES

Catégorie	Secteurs	0 Agricult. forêts	1 Mines	2 et 3 Indus- tries	4 B.T.P.	5 Electric. eau	6 Com- merce	7 Trans- ports	8 et 9 Services	Total
1 - Directeurs et cadres supérieurs		12	4	10	85	7	35	14	24	191
2 - Ingénieurs		2	9	5	20		2	8	2	48
3 - Cadres administratifs		4	5	12	47	4	50	19	17	158
4 - Techniciens		30	37	48	135	34	23	53	17	377
5 - Agents administratifs		4	17	14	37	14	42	16	10	154
6 - Ouvriers très qualifiés		22	51	36	291	8	49	17	215	689
7 - Employés de bureau		43	60	73	193	62	328	173	100	1 032
8 - Ouvriers qualifiés		117	136	156	945	31	161	47	369	1 962
9 - Ouvriers spécialisés		440	172	773	2 589	108	379	522	210	5 193
10 - Manœuvres		1 318	296	705	3 550	199	541	600	324	7 533
11 - Gens de maison et non classés		433	43	84	589	8	192	61	171	1 581
Total		2 425	830	1 916	8 481	475	1 802	1 530	1 459	18 918

B - LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

D'après le tableau 2, les salariés des administrations publiques sont au nombre de 12 913, dont 3 000 sont des agents temporaires de l'Etat et des agents des collectivités locales. Ces derniers sont éliminés du champ de notre étude, car leur nombre devrait décroître, ou tout au moins rester stationnaire pendant la durée du II^e Plan. On partira donc du nombre de 9 913 salariés des administrations.

Compte tenu des prévisions faites par ailleurs en matière de dépenses publiques, et de l'évolution attendue du niveau des rémunérations, on a été conduit à retenir un taux maximum de 3,4 % par an pour l'augmentation du nombre des salariés des administrations. En fin de Plan, il y aura donc 11 715 salariés dont 1 802 créations d'emploi.

Une analyse des données statistiques fournies par le Service de la Solde sur l'âge des agents permet d'évaluer à 890 le nombre des agents qui seront mis à la retraite au cours du II^e Plan.

Les besoins en personnels nouveaux (créations d'emploi et remplacements) au cours du Plan seront donc de $1\ 802 + 890 = 2\ 692$ agents.

On en reste ici à cette évaluation globale, une ventilation des personnels nouveaux par catégories de la fonction publique, étant donnée plus loin, au chapitre 4. Cette ventilation a été faite, compte tenu non seulement de la situation existante, mais aussi des besoins en personnels exprimés par les projets inscrits au Plan.

C — RÉCAPITULATION

Le tableau 8 ci-dessous récapitule les effectifs des salariés en 1970 et 1975, et les besoins de main-d'œuvre pour la période du IIe Plan.

Tableau 8 — RÉCAPITULATIF : LES EFFECTIFS DES SALARIÉS EN 1970 ET 1975
ET LES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE NOUVELLE DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS

	Effectifs salariés		Besoins de main-d'œuvre		
	1970	1975	Supplémentaire	De remplacement	Total
Entreprises	50 613	64 899	14 286	4 632	18 918
Etat (sauf personnel temporaire)	9 913	11 715	1 802	890	2 692
Personnel temporaire de l'Etat et Agents des Collectivités locales	3 000	3 000	—	—	—
Total	63 526	79 614	16 088	5 522	21 610

Chapitre III

Les problèmes de main-d'œuvre et les données démographiques

Les résultats du recensement de 1970 ne sont pas encore connus, cependant il est possible compte tenu des données démographiques actuellement disponibles, de comparer l'évolution attendue du nombre de travailleurs avec celle de la population d'âge actif du Gabon.

C'est l'objet des tableaux 9 et 10 ci-dessous, qui conduisent aux constatations suivantes :

- la population salariée masculine a augmenté de 1960 à 1970 à un taux annuel moyen de 3,2 %. Elle augmentera de 1970 à 1975 d'environ 5,0 % par an ;
- cette augmentation s'est faite, et se fera, au détriment de l'économie agricole traditionnelle. En 1960, 52,4 % des hommes d'âge actif s'adonnaient à l'agriculture ; ce pourcentage n'est plus que 41,2 % en 1970, et devrait tomber à 31,2 % en 1975 ;
- les femmes salariées sont peu nombreuses, et leur nombre ne paraît pas devoir s'accroître ;
- la dépopulation des campagnes ainsi envisagée, présente des inconvénients nombreux, dont le plus évident, sur le plan économique, est le risque de déclin de la production agricole vivrière. Cette dépopulation est contraire à la politique du Gouvernement.

On pourra tenter de faire davantage appel à la main-d'œuvre féminine, mais il ne faut pas s'attendre dans ce domaine à des résultats importants à moyen terme.

De plus, certaines catégories professionnelles sont en pratique réservées aux hommes.

Ces constatations quantitatives doivent être complétées par un examen des possibilités de la formation professionnelle.

Tableau 9 - POPULATION D'ÂGE ACTIF ET TRAVAILLEURS SALARIÉS

	1960	1970	1975
Population d'âge actif :			
- Hommes	113 500	119 400	126 400
- Femmes	147 500	157 400	169 700
- Total population d'âge actif	261 000	276 800	296 100
Travailleurs salariés gabonais :			
- Hommes	40 300	55 347	70 595
- Femmes	2 700	3 579	4 419
- Total travailleurs salariés gabonais	43 000	58 926	75 014
Pourcentage salariés par rapport population âge actif :			
- Hommes	35,5 %	46,4 %	55,9 %
- Femmes	1,8 %	2,3 %	2,6 %
- Ensemble	16,5 %	21,3 %	25,3 %

Tableau 10 - RÉPARTITION DE LA POPULATION MASCULINE D'ÂGE ACTIF

	1960	1970	1975
Travailleurs salariés	40 300	55 347	70 595
Entrepreneurs individuels - activités modernes	3 740	4 470	4 930
Etudiants et élèves	4 600	5 560	6 300
Inactifs	5 400	4 800	5 050
Exploitants agriculture traditionnelle	59 460	49 223	39 525
Total population masculine d'âge actif	113 500	119 400	126 400

Chapitre IV

La formation

Le tableau 11 ci-dessous reprend les besoins de personnel des entreprises et des administrations, par catégories professionnelles (et niveau de formation) et par type de formation : formation technique et professionnelle, formation générale et administrative. La troisième catégorie (formation « sur le tas ») correspond en fait à une quasi absence de formation.

Cette classification est grossière. Elle permet néanmoins de mettre en lumière et de chiffrer les constatations suivantes :

- les entreprises ont besoin de deux fois plus de personnel de formation technique que de personnel de formation générale. Elles ont besoin en particulier de plus de 2 500 ouvriers qualifiés et très qualifiés qu'il faudra à tout prix former sur place ;
- les administrations ont besoin d'autant (ou presque autant) de personnel de formation technique que de personnel de formation générale. Dans la catégorie B, il faudra 15 agents de formation technique pour 10 de formation générale ;
- les entreprises et les administrations auront besoin de 21 610 nouveaux salariés. Sur ce total, 4 301 devront être de formation technique (20 %) et 14 307 seront de la main-d'œuvre banale (66 %). On aura besoin de 3 002 salariés de formation générale (14 %).

Dans la situation actuelle, le système scolaire gabonais ne paraît pas à même de produire en quantité suffisante le personnel de formation technique dont le pays aura besoin. Par contre, ce système scolaire produit massivement des élèves de formation primaire générale, de niveau certificat d'Etudes, qui refusent les seuls emplois que l'économie peut leur proposer, qui sont ceux de manœuvres ou d'ouvriers spécialisés. Il y a là, à terme, un risque de chômage.

Ces considérations devront servir de guide pour la définition d'une politique scolaire, laquelle devra déterminer périodiquement les effectifs des différents types de formation.

Tableau 11 - ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
BESOINS DE FORMATION PENDANT LA PÉRIODE DU PLAN

Catégories professionnelles	Formation technique et professionnelle	Formation générale et administrative	Formation "sur le tas"	Total	Niveau de formation
I - Entreprises :					
1. Directeurs, cadres supérieurs.		191		191	Etudes supérieures
2. Ingénieurs	48			48	Etudes supérieures
3. Cadres administratifs		158		158	Etudes secondaires complètes
4. Techniciens	377			377	Brevet d'Enseignement Industriel
5. Agents administratifs		154		154	Brevet d'Etudes Commerciales
6. Ouvriers très qualifiés	689			689	Certificat Aptitude Professionnelle
7. Employés de bureau		1 032		1 032	B.E.P.C. - C.A.P.
8. Ouvriers qualifiés	1 962			1 962	C.A.P.
9. Ouvriers spécialisés			5 193	5 193	
10. Manœuvres			7 533	7 533	
11. Gens de maison, N.C.			1 581	1 581	
Total entreprises	3 076	1 535	14 307	18 918	
	4611				
II - Administrations publiques :					
Catégorie A ou assimilé	200	124		324	Etudes supérieures
Catégorie B ou assimilé	492	317		809	Etudes secondaires complètes
Catégorie C ou assimilé	533	1 026		1 559	B.E.P.C.
Total administrations	1 225	1 467		2 692	
Total général	4 301	3 002	14 307	21 610	

